

Les défis macroéconomiques de l'expansion de l'aide à l'Afrique

Repères à l'intention des praticiens



Sanjeev Gupta, Robert Powell
et Yongzheng Yang



Fonds
monétaire
international

Les défis macroéconomiques de l'expansion de l'aide à l'Afrique

Repères à l'intention des praticiens

Sanjeev Gupta, Robert Powell
et Yongzheng Yang

Fonds monétaire international
Washington

© 2006 Fonds monétaire international

Production : Division des services multimédias du FMI

Couverture : Julio Prego

Composition : Alicia Etchebarne-Bourdin

Photographie de couverture : Brent Stirton/Getty Images

East London, Afrique du Sud : des enfants jouent sur une
balançoire dans une crèche communautaire pour enfants défavorisés.

Édition française

Traduction : Hervé Bloch

Correction & PAO : A. Berthail-Costa & V. Andrianifahanana

Cataloging-in-Publication Data

Gupta, Sanjeev.

Macroeconomic challenges of scaling up aid to Africa: a checklist for practitioners/
Sanjeev Gupta, Robert Powell, and Yonzheng Yang—Washington, D.C.: International
Monetary Fund, [2006].

p. cm.

ISBN 1-58906-572-7

Comprend une bibliographie.

1. Economic assistance—Africa—Handbooks, manuals, etc. 2. Africa—Economic
policy—Handbooks, manuals, etc. 3. Monetary policy—Africa—Handbooks, manuals,
etc. 4. Debts, External—Africa—Handbooks, manuals, etc. I. Powell, Robert, 1962–II.
Yang, Yonzheng.

HC800.G87 2006

La présente publication ne peut être citée comme représentant les opinions
ou les politiques du Fonds monétaire international. Les opinions exprimées
sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du FMI, de
son conseil d'administration ou de sa direction.

Prix : 25 dollars EU

Les commandes doivent être adressées à :

International Monetary Fund, Publication Services

700 19th Street, N.W., Washington, DC 20431 (U.S.A.)

Téléphone : (202) 623-7430 Télécopie : (202) 623-7201

Internet : <http://www.imf.org>

Table des matières

Glossaire des termes et abréviations	vii
Préface	ix
Remerciements	x
1. Les effets macroéconomiques de l'expansion de l'aide	1
1.1. Atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement	1
1.2. Déterminer les flux d'aide récents à destination de l'Afrique	2
1.3. Utilisation des scénarios d'expansion pour définir les politiques appropriées	2
1.4. Adapter le scénario d'expansion aux besoins du pays	4
1.4.1. Établir les coûts des OMD non liés au revenu	4
1.4.2. Prévoir l'impact macroéconomique de divers niveaux d'aide	4
1.4.3. Viser un taux de croissance particulier	4
1.5. Estimer l'aide supplémentaire et déterminer les politiques appropriées	5
1.5.1. Quantifier les nouveaux flux d'aide	5
1.5.2. Analyser les principales questions de politique générale	6
1.5.3. Utiliser un cadre macroéconomique courant	6
1.5.4. Faire la distinction entre le court et le long terme	7
1.5.5. Poser l'hypothèse d'une amélioration du contexte général	7
1.5.6. Construire des scénarios alternatifs	7
1.5.7. Suivre et évaluer l'impact de l'aide	8
1.6. Organisation du manuel	8
2. Gérer le taux de change réel	9
2.1. Absorber et dépenser les flux d'aide	9
2.1.1. L'absorption de l'aide	9
2.1.2. L'affectation de l'aide	10
2.1.3. Les choix possibles en matière d'absorption et d'affectation	11
2.2. Ajuster le taux de change réel	12
2.2.1. Le syndrome hollandais	12
2.2.2. Les effets sur l'offre et la demande	13
2.2.3. L'incidence sur les taux de change et la croissance	14

3. Utiliser la politique monétaire pour la stérilisation et la gestion de l'inflation	16
3.1. Politiques possibles de stérilisation	<u>16</u>
3.1.1. Mesures de stérilisation intérieure	<u>16</u>
3.1.2. Stérilisation des devises	<u>17</u>
3.1.3. Quelle méthode de stérilisation choisir?	<u>17</u>
3.2. Gérer l'inflation	<u>18</u>
4. Mobiliser des recettes intérieures suffisantes	19
4.1. Éviter la dépendance à l'égard de l'aide	<u>19</u>
4.2. Protéger les recettes	<u>21</u>
4.2.1. Les prêts comparés aux dons	<u>21</u>
4.2.2. Traitement fiscal de l'aide étrangère	<u>21</u>
4.2.3. Postulats relatifs aux recettes pour les scénarios d'expansion de l'aide	<u>22</u>
5. Prévoir l'incidence de l'augmentation de l'aide sur la croissance économique	23
5.1. La relation entre aide et croissance	<u>23</u>
5.1.1. L'incidence des différents types d'aide	<u>24</u>
5.1.2. Les effets de l'expansion de l'aide sur la croissance	<u>24</u>
5.2. Prise en compte des rendements décroissants et des limites de la capacité d'absorption	<u>25</u>
5.2.1. Paramètres de convergence	<u>25</u>
5.2.2. Les rendements décroissants de l'aide	<u>25</u>
5.2.3. Pays sortant d'un conflit	<u>26</u>
5.3. Sauvegarder l'épargne et l'investissement privés	<u>27</u>
5.4. Élever le niveau des dépenses en pourcentage du PIB	<u>28</u>
5.5. Confirmer l'impact positif de l'aide	<u>28</u>
6. Relever d'autres défis budgétaires	30
6.1. Mettre au point une stratégie de sortie	<u>30</u>
6.1.1. La diminution de l'aide	<u>30</u>
6.1.2. L'initiative privée	<u>31</u>
6.1.3. Niveau réel des dépenses	<u>31</u>
6.2. Estimer correctement les dépenses courantes	<u>31</u>
6.3. Cibler les pauvres	<u>32</u>
6.4. Maîtriser les dépenses improductives	<u>32</u>
6.5. Le bon équilibre entre lutte contre la pauvreté et croissance	<u>33</u>
6.6. Réduire au minimum les goulets d'étranglement et améliorer la coordination	<u>33</u>
6.6.1. Incorporer les activités des ONG dans le budget	<u>34</u>
6.6.2. Les échelons inférieurs de l'administration publique	<u>34</u>
6.6.3. La capacité existante du secteur privé	<u>35</u>
7. Renforcer la gouvernance	36
7.1. Réduire la corruption	<u>36</u>
7.1.1. L'effet de la corruption sur la performance économique	<u>37</u>

7.1.2. Des stratégies efficaces de lutte contre la corruption	37
7.1.3. Briser le cercle de la mauvaise gouvernance	38
7.2. Améliorer les systèmes de gestion des dépenses publiques	38
8. Maintenir la viabilité de l'endettement	40
8.1. Évaluer la dynamique de la dette extérieure	41
8.2. Évaluer la viabilité de la dette budgétaire	41
8.3. Garantir la viabilité de la dette	42
8.4. Renforcer le système de gestion de la dette	44
9. Résumé : cinq lignes directrices essentielles	45
9.1. Limiter les risques de syndrome hollandais	45
9.2. Chercher à renforcer la croissance à court et à moyen terme	46
9.3. Promouvoir la bonne gouvernance et réduire la corruption	46
9.4. Élaborer une stratégie de sortie	47
9.5. Réévaluer régulièrement le dosage approprié des politiques	47
Appendice 1. La relation entre les flux d'aide et les taux de change en Afrique subsaharienne	48
Appendice 2. Retombées macroéconomiques de l'aide	51
Bibliographie	61
Encadré	
1. Absorption du financement des programmes de lutte contre le VIH/sida	10
Graphiques	
1. Incidence de l'expansion de l'aide sur la dette extérieure	41
2. Incidence de l'expansion de l'aide sur la dette budgétaire	42
Tableaux	
1. Profils des flux entrants d'aide dans cinq pays africains	3
2. Combinaisons possibles d'absorption et d'affectation en réponse à une expansion de l'aide	12
3. Comment atténuer la variabilité de l'aide	20

This page intentionally left blank

Glossaire des termes et abréviations

APD	Aide publique au développement
AVD	Analyse de la viabilité de la dette
CCI	Centre du commerce international
CDMT	Cadre de dépenses à moyen terme
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
DfID	Department for International Development (Royaume-Uni)
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
EDIV	Étude diagnostique de l'intégration du commerce
EDP	Examen des dépenses publiques (Banque mondiale)
EPIN	Évaluation de la politique et des institutions nationales (Banque mondiale)
FMI	Fonds monétaire international
G-8	Groupe de Huit grands pays industriels (Groupe des Huit ou G-8)
GDP	Gestion des dépenses publiques
IPC	Indice des prix à la consommation
MCA	Millennium Challenge Account (États-Unis)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PEPFAR	President's Emergency Program for AIDS Relief (États-Unis)
PFR	Pays à faible revenu
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPTE	Pays pauvre très endetté
PRI	Pays à revenu intermédiaire
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
VAN	Valeur actualisée nette

This page intentionally left blank

Préface

En 2005, les grands pays bailleurs de fonds de l'Organisation de coopération et de développement économiques ont marqué leur intention d'accroître de manière sensible, au cours des dix prochaines années, le montant de l'aide extérieure qu'ils octroient aux pays en développement. L'augmentation la plus forte concernera probablement l'Afrique, où l'expansion de l'aide extérieure, comprenant notamment un allègement global de la dette, visera à soutenir les efforts déployés par les différents pays pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le présent manuel a été élaboré au sein du service des politiques du Département Afrique du FMI comme guide pratique pour l'évaluation des implications et des défis macroéconomiques liés à une expansion substantielle de l'aide aux pays africains. Il vise à servir de référence pour les responsables, les praticiens sur le terrain et le personnel des institutions financières internationales et des organismes donateurs qui participent à l'élaboration de stratégies à moyen terme pour les différents pays africains, notamment dans le contexte des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). Une version précédente a été publiée en septembre 2005 sous la forme d'un document de travail du FMI (WP/05/179).

Lorsque les flux d'aide s'intensifient, un pays doit décider de la part à absorber et de la part à dépenser. Lorsque l'aide est entièrement absorbée, il y aura probablement appréciation réelle du taux de change, du moins à court terme. Dans un certain nombre de pays, les fortes augmentations de l'aide sont allées de pair avec une dépréciation réelle du taux de change, ce qui semble indiquer soit que les effets de l'offre ont plus que contrebalancé l'impact de la hausse de la demande intérieure sur les secteurs non marchands, soit que l'aide n'a pas été entièrement absorbée. Il est donc essentiel de bien comprendre comment un pays dépensera l'aide supplémentaire et quelles seront les réactions appropriées de la banque centrale pour calculer l'incidence macroéconomique probable. Le présent manuel aide les responsables politiques et les économistes à mettre au point divers «scénarios d'expansion» pour évaluer ces éventualités. Les scénarios d'expansion ne sont pas des prédictions, mais des outils destinés à aider les pays à déterminer les aspects stratégiques importants qu'implique l'utilisation efficace de flux accrus d'aide et à aider les bailleurs et les bénéficiaires de fonds à se forger une idée constamment mise à jour de la manière de renforcer l'impact potentiel de l'aide sur la croissance, en particulier par des politiques qui renforcent la gouvernance économique. Les États qui bénéficient de flux d'aide accrus sont aussi confrontés à un dilemme : que faire en cas d'interruption ou de suspension de ces flux d'aide? Ils ont donc besoin d'une «stratégie de sortie» qui fasse partie intégrante du scénario d'expansion de l'aide.

Benedicte Vibe Christensen
Directrice adjointe
Département Afrique

Remerciements

Les auteurs souhaitent remercier Kevin Carey, Jakob Christensen, Markus Haacker, et Smita Wagh pour leur apport, ainsi que David Bevan pour ses remarques détaillées concernant les versions antérieures. Des commentaires d'une grande utilité ont aussi été formulés par les collègues du FMI du Département Afrique, du Département des finances publiques, du Département de l'élaboration et de l'examen des politiques, et du Département des études, ainsi que par la Banque mondiale et par le Department for International Development (DfID) du Royaume-Uni. Les auteurs assument toutefois seuls la responsabilité des erreurs qui subsisteraient. Linda Griffin Kean, du Département des relations extérieures du FMI, a corrigé les épreuves et coordonné la publication du manuel, et Alicia Etchebarne-Bourdin, également du Département des relations extérieures, en a assuré la composition.

La présente publication ne peut être citée comme représentant les avis ou les politiques du Fonds monétaire international. Les opinions exprimées ici sont celles des auteurs et ne rendent pas nécessairement compte des avis du FMI, de son conseil d'administration ou de sa direction.

1

Les effets macroéconomiques de l'expansion de l'aide

Le présent manuel recense les défis macroéconomiques auxquels les pays à faible revenu risquent d'être confrontés s'ils commencent à recevoir une aide publique au développement (APD) nettement plus abondante que celle dont ils ont bénéficié précédemment. Cette liste de repères, dressée à partir d'une étude des travaux de recherche publiés, est un outil permettant d'élaborer des scénarios macroéconomiques indicatifs pour les différents pays en réponse à une expansion des flux d'aide. Par exemple, un des scénarios pourrait envisager un doublement de la part des transferts de ressources officielles dans le PIB d'un pays bénéficiaire, le niveau d'aide accru se maintenant pendant dix ans ou plus.

1.1. Atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement

L'élaboration de ces scénarios s'inscrit le plus probablement dans le contexte des efforts déployés par un pays pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) avec le soutien de la communauté internationale des bailleurs de fonds.

L'estimation des coûts de la réalisation des OMD est très variable. Le communiqué de Gleneagles du G-8 (Groupe des Huit, 2005) appelle à une augmentation des flux d'aide annuels vers l'Afrique de 25 milliards de dollars à l'horizon 2010, tandis que le projet des Nations Unies pour le Millénaire (2005) prône un accroissement des ressources annuelles de 33 milliards de dollars pour réaliser les OMD en Afrique. Dans le droit fil des propositions du G-8, la Banque mondiale et le FMI (2005) soutiennent que l'APD *supplémentaire* que l'Afrique pourrait utiliser efficacement pour le développement de l'infrastructure et des ressources humaines se situe, selon des estimations prudentes, aux alentours de 14 à 18 milliards de dollars par an de 2006 à 2008,

Les scénarios d'expansion de l'aide peuvent orienter les efforts déployés par un pays pour réaliser les OMD.

puis de 24 à 28 milliards de dollars d'ici à 2015. L'APD (y compris l'allègement de la dette) annuelle à l'Afrique subsaharienne s'établit en moyenne à 17 milliards de dollars par an entre 2000 et 2003.

1.2. Déterminer les flux d'aide récents à destination de l'Afrique

Les chiffres de la Banque mondiale (2005) indiquent que les transferts officiels nets au profit des différents pays africains ont varié sensiblement au cours des vingt-cinq dernières années (voir le tableau A.2.1 en appendice). Sur les 44 pays étudiés par le Département Afrique du FMI, 14 ont reçu, en moyenne, des transferts officiels nets équivalant à 5 % du PIB ou moins entre 1980 et 2003. Il s'agit généralement des pays les plus riches — en termes de PIB par habitant —, et certains sont des producteurs de pétrole. Vingt-quatre pays ont reçu en moyenne de 6 à 16 % du PIB, tandis qu'un groupe de six pays, principalement des économies de petite taille, ont reçu et absorbé de manière continue des transferts dépassant 20 % du PIB. Beaucoup de pays ont aussi reçu des flux d'aide importants à l'issue d'un conflit¹.

Un petit nombre de pays d'Afrique ont connu récemment des accroissements modestes de l'aide (tableau 1)². Les cinq pays figurant dans le tableau ont tous bénéficié d'un allègement de la dette au cours de la période, ce qui a permis à certains d'entre eux d'apurer leurs arriérés extérieurs et d'augmenter leurs flux nets d'aide. Pour évaluer l'incidence d'un accroissement de l'aide, il convient de tenir compte, outre des flux officiels, des flux privés (par exemple, l'investissement direct étranger). Si, par exemple, une augmentation importante de l'aide est contrebalancée par une baisse des flux privés (comme c'est le cas pour le Mozambique), les enjeux de leur gestion au niveau global sont très différents.

1.3. Utilisation des scénarios d'expansion pour définir les politiques appropriées

L'élaboration de scénarios d'expansion de l'aide à moyen terme a pour but d'identifier certaines des mesures et des politiques essentielles qui peuvent aider un pays à absorber un niveau supérieur d'aide et à garantir que l'aide soit utilisée de manière efficace. Ces scénarios n'entendent pas être des prédictions inconditionnelles de l'incidence réelle de l'expansion des flux

¹Voir Collier and Hoeffler (2004). La capacité des pays sortant d'un conflit à absorber l'aide est quelque peu différente de celle des pays qui ont un programme de réformes bénéficiant du soutien de la Banque mondiale ou du FMI. Les défis auxquels font face les pays sortant d'un conflit sont examinés plus en détail à la section 5.2.3.

²Les flux d'aide nets sont, par définition, les décaissements de dons ou de prêts plus l'allègement de la dette, moins l'amortissement, les charges d'intérêts et la variation des arriérés extérieurs. Ce calcul rend compte des entrées réelles de devises et, par conséquent, de l'ampleur du défi macroéconomique auquel est confronté le bénéficiaire.

Tableau 1. Profils des flux entrants d'aide dans cinq pays africains*(En pourcentage du PIB)*

	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Éthiopie¹						
Flux entrants d'aide nets		4,7	6,0	8,8	16,1	15,0
Flux entrants d'aide bruts		11,7	8,8	24,3	18,1	17,5
Flux entrants privés nets		6,6	8,1	6,8	5,7	7,7
Ghana						
Flux entrants d'aide nets	3,2	2,8	-0,3	10,6	2,6	7,1
Flux entrants d'aide bruts	8,7	7,5	8,8	14,9	6,1	9,5
dont aide aux programmes	1,8	1,9	3,8	5,6	2,6	5,1
Flux entrants privés nets	6,0	6,3	11,2	13,0	12,0	13,7
Mozambique						
Flux entrants d'aide nets	11,6	11,4	20,4	15,4	16,4	15,0
Flux entrants d'aide bruts	13,4	13,4	20,0	16,7	18,5	17,4
dont aide aux programmes	6,3	6,3	5,3	7,0	7,9	6,6
Flux entrants privés nets	5,9	15,8	10,7	6,3	15,1	7,7
Ouganda¹						
Flux entrants d'aide nets		6,5	6,8	15,5	10,5	9,9
Flux entrants d'aide bruts		10,0	11,1	16,3	14,6	12,4
dont aide aux programmes		2,5	3,6	8,3	7,6	6,7
Flux entrants privés nets		3,0	3,2	2,8	3,2	3,3
Tanzanie¹						
Flux entrants d'aide nets	4,6	6,6	7,5	7,9	6,6	7,6
Flux entrants d'aide bruts	13,3	12,7	12,8	12,5	10,5	10,5
dont aide aux programmes	2,0	1,8	2,3	2,7	3,8	5,1
Flux entrants privés nets	2,1	2,0	2,2	4,2	3,0	2,6

Source : FMI (2005d).

Note : Les chiffres en caractères gras correspondent à des périodes de forte augmentation de l'aide.

¹En Éthiopie, en Ouganda et en Tanzanie, l'exercice budgétaire débute en juillet. Par conséquent, les données de 1999, par exemple, concernent la période de juillet 1998 à juillet 1999.

d'aide. Ils sont destinés à illustrer l'incidence potentielle d'une augmentation soutenue de l'aide extérieure si le pays met aussi en œuvre des politiques économiques qui lui permettent d'utiliser et d'absorber les flux d'aide postulés sans nuire à l'environnement macroéconomique ni le déstabiliser. Les scénarios peuvent aider les pays à éviter le type de problèmes d'absorption qui peut dissuader les bailleurs de fonds d'offrir une aide accrue, et empêcher les États bénéficiaires de la dépenser de manière efficace : des problèmes tels qu'une augmentation de l'inflation, un gros déficit de compétences et d'autres goulets d'étranglement, ou une perte importante de compétitivité à l'échelle internationale. Cela dit, les scénarios d'expansion n'ont pas vocation à déterminer le point auquel une économie ne sera plus en mesure d'absorber efficacement des flux d'aide accrus, c'est-à-dire le point où les difficultés commencent à l'emporter sur les avantages. Ce point est difficile à prévoir.

Les scénarios d'expansion de l'aide à moyen terme peuvent être des outils dynamiques. En effet, ils peuvent être actualisés régulièrement pour traduire l'évolution des visions à moyen terme tant des bailleurs de fonds que des pays bénéficiaires (voir la section 1.5.7 sur le suivi et l'évaluation).

Les scénarios d'expansion de l'aide peuvent permettre de définir des mesures ou des politiques susceptibles de garantir que les pays absorbent davantage d'aide et l'utilisent avec efficacité.

1.4. Adapter le scénario d'expansion aux besoins du pays

Il existe essentiellement trois démarches pour élaborer les scénarios d'expansion. La forme précise du scénario doit tenir compte des objectifs du pays et de la disponibilité des autres informations. Certains pays peuvent décider d'élaborer un scénario pour l'inclure dans leur DSRP.

1.4.1. Établir les coûts des OMD non liés au revenu

Cette approche évalue les implications macroéconomiques d'un scénario budgétaire basé sur un calcul explicite des coûts de la réalisation des OMD qui ne sont pas liés aux niveaux de revenu (par exemple, ceux qui concernent la santé, l'éducation et l'accès à l'eau). L'opération du calcul des coûts, effectuée d'ordinaire avec l'aide de partenaires au développement comme la Banque mondiale et l'Organisation des Nations Unies, donne une appréciation des ressources nécessaires dans chaque secteur. Elle peut également donner des exemples des choix à faire entre les politiques, les ressources et les résultats macroéconomiques et mettre en évidence les goulets d'étranglement de l'offre auxquels il faut remédier.

1.4.2. Prévoir l'impact macroéconomique de divers niveaux d'aide

Une deuxième démarche consiste à évaluer l'impact macroéconomique d'un accroissement significatif mais arbitraire de l'aide extérieure (par exemple, un doublement de l'aide rapportée au PIB). On postule ici un niveau supérieur de ressources, mais sans calcul explicite des coûts des OMD. Le scénario d'expansion indique de quelle manière ces ressources pourraient être utilisées dans une projection budgétaire (y compris les choix à faire entre secteurs ou OMD concurrents) ainsi que l'incidence potentielle de dépenses plus élevées sur les grands indicateurs macroéconomiques. Cette approche pourrait convenir lorsqu'il n'existe pas de calcul explicite des coûts des OMD ou lorsque les ressources supplémentaires postulées sont jugées trop importantes pour qu'un pays puisse les absorber sans retombées macroéconomiques préjudiciables. Même en l'absence d'un calcul exhaustif des coûts des OMD, il est utile d'établir des estimations grossières de l'expansion pour mettre les questions importantes sur la table en vue d'une discussion entre les autorités du pays et les bailleurs de fonds.

1.4.3. Viser un taux de croissance particulier

La troisième approche consiste à évaluer les répercussions d'un taux de croissance précis dans un environnement d'expansion de l'aide. On fixe des taux de croissance cibles dans le but de réaliser l'OMD lié à la pauvreté monétaire, on postule l'existence de ressources extérieures plus élevées, et l'analyse suggère quel type d'améliorations de la productivité et/ou autres politiques pourraient être nécessaires pour atteindre les objectifs macroéconomiques pour une augmentation donnée de l'aide.

1.5. Estimer l'aide supplémentaire et déterminer les politiques appropriées

Le volume de l'aide supplémentaire et les politiques macroéconomiques et sectorielles requises pour atteindre les OMD varieront d'un pays à l'autre. Pour fixer les postulats appropriés pour l'élaboration du scénario d'expansion de l'aide à moyen terme, les pays devraient rechercher l'aide et les conseils de partenaires du développement, en particulier de la Banque mondiale. Il se peut que, pour certains pays, la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies (ONU) ou d'autres bailleurs de fonds aient déjà établi des évaluations sectorielles détaillées des coûts estimatifs et des politiques sectorielles nécessaires pour réaliser les différents OMD³.

Lorsque cette analyse des coûts est disponible, elle constitue un fondement important pour les projections macroéconomiques liées à l'expansion de l'aide. Toutefois, comme nous l'avons noté, faute d'un processus systématique de calcul des coûts des OMD, il peut être nécessaire de fonder les projections d'expansion sur des hypothèses plus générales. De plus, si les besoins d'aide prévus sont jugés irréalistes, il pourrait être opportun d'élaborer un scénario d'expansion moins ambitieux tablant sur des ressources extérieures plus limitées et mettant alors en évidence les choix à faire pour concilier des objectifs stratégiques concurrents.

En estimant les coûts de la réalisation de chaque OMD, on met en évidence les choix à opérer pour concilier différents objectifs stratégiques.

1.5.1. Quantifier les nouveaux flux d'aide

Dans ces trois approches, plusieurs hypothèses ou appréciations fondamentales doivent être formulées quant au degré d'augmentation de l'aide. On citera notamment :

- le niveau attendu de l'aide extérieure supplémentaire
- la période durant laquelle l'aide accrue sera disponible
- l'échéance à laquelle l'aide retrouvera ses niveaux «normaux»
- les secteurs dans lesquels les ressources supplémentaires seront utilisées (santé, éducation, routes, infrastructure, par exemple)
- la durée pendant laquelle les différents budgets sectoriels seront augmentés
- les hypothèses de financement à court terme (trois ans, par exemple) sont-elles suffisamment réalistes pour être incorporées dans le Cadre de dépenses à moyen terme?

³Pour l'Éthiopie, par exemple, la Banque mondiale a élaboré des scénarios d'expansion de l'aide dans le contexte de la revue des dépenses publiques (RDP). Plus récemment, la Banque a mis au point un modèle-type dynamique (récursif) d'équilibre général avec un module complémentaire d'OMD qui relie les interventions liées aux OMD aux réalisations en matière d'OMD (voir Lofgren and Diaz-Bonilla, 2005). Pour une description complète du scénario du FMI d'expansion de l'aide pour l'Éthiopie, voir FMI (2005b et 2005c) et Andrews, Erasmus, and Powell (2005).

- l'aide supplémentaire prendra-t-elle la forme d'un financement de projets ou d'un soutien budgétaire, sera-t-elle fournie sous forme de dons ou de prêts, ou s'agira-t-il d'une aide liée?
- le rapport entre les dépenses courantes et les dépenses d'investissement, et la part des dépenses publiques supplémentaires susceptible d'être affectée aux importations
- les conséquences en termes de coûts récurrents des dépenses publiques d'investissement.

1.5.2. Analyser les principales questions de politique générale

Le scénario d'expansion de l'aide doit analyser les grandes questions suivantes :

- Quel sera l'effet sur l'investissement et l'épargne privés d'un accroissement des dépenses publiques et des autres politiques à mettre en œuvre?
- Quel effet l'accroissement des dépenses (y compris l'investissement privé) aura-t-il sur la croissance du PIB réel et sur la productivité, et dans quel délai?
- Quelle est l'importance de la gouvernance pour sauvegarder les ressources publiques et garantir leur utilisation efficace?
- Quelle sera l'incidence de l'aide accrue sur le taux de change réel et le volume des échanges, et combien de temps durera-t-elle?
- Quelles sont les conséquences d'un accroissement des flux de ressources pour la gestion de la politique monétaire?
- Comment les recettes intérieures seront-elles affectées par les flux d'aide accrus? La composition de l'aide (dons ou prêts) influence-t-elle les résultats au plan des recettes?
- Quelle sera l'incidence des flux d'aide accrus sur la viabilité de la dette?

1.5.3. Utiliser un cadre macroéconomique courant

Le recours à un scénario d'expansion pour évaluer l'incidence macroéconomique de l'aide accrue ne diffère pas, en principe, de la méthode suivie pour effectuer n'importe quelle autre projection macroéconomique. Tous les principes de base de la programmation financière du FMI restent valables :

- Le déficit budgétaire doit être financé entièrement par des sources soit extérieures, soit intérieures.
- Les projections de croissance de la monnaie centrale et de la masse monétaire au sens large doivent être conformes aux prévisions relatives de production et d'inflation et fondées sur des hypothèses réalistes de vitesse de circulation et de coefficient d'expansion monétaire.
- Les projections de croissance du PIB réel et d'échanges commerciaux doivent être conformes à l'orientation postulée de l'investissement pu-

Tous les principes de base de la programmation financière du FMI restent valables.

blic et privé, du taux de change réel, de la croissance du crédit privé, et de l'évolution attendue de la productivité, y compris celle résultant de l'expansion de l'aide.

- La viabilité de la dette (tant extérieure qu'intérieure) doit être réévaluée et préservée par une stratégie prudente de gestion de la dette.
- Le scénario d'expansion de l'aide doit être assorti d'un ensemble d'hypothèses relatives à la politique économique propre à chaque pays, qui permette de valider d'une certaine manière les hypothèses économiques sous-jacentes.

1.5.4. Faire la distinction entre le court et le long terme

L'une des importantes caractéristiques du scénario d'expansion de l'aide tient à son horizon temporel éloigné, à la différence du processus habituel de programmation financière, qui porte sur une période plus courte. Cet horizon plus éloigné permet d'évaluer à la fois la viabilité des niveaux d'endettement dans les différents scénarios d'OMD et l'impact de l'accroissement des dépenses sur la croissance et les OMD non liés au revenu. Il est important de décomposer les dépenses budgétaires en deux catégories : 1) celles qui renforcent la croissance à court ou à moyen terme; 2) celles qui stimulent la croissance à long terme.

1.5.5. Poser l'hypothèse d'une amélioration du contexte général

Les hypothèses quant au contexte dans lequel la politique économique est mise en œuvre (y compris la gouvernance) sont cruciales pour évaluer l'impact probable des flux d'aide accrus sur les résultats macroéconomiques. Par exemple, les scénarios qui s'appuient sur un affermissement de la politique gouvernementale montrent comment on peut atténuer les contraintes qui limitent l'absorption de flux d'aide plus importants. De plus, il est capital de supposer que la politique économique visera à encourager l'épargne privée, et donc à tirer parti de l'investissement privé, en même temps que de la hausse présumée de l'investissement public.

1.5.6. Construire des scénarios alternatifs

La fragilité de bon nombre d'hypothèses et la durée de la période considérée plaident en faveur de l'analyse d'un éventail de scénarios. L'examen de l'expansion de l'aide sera sans doute principalement centré sur un scénario optimal, mais des scénarios alternatifs sont utiles pour éclairer les effets de toute une diversité d'environnements et de résultats. Par exemple, des scénarios alternatifs peuvent être utilisés pour rendre compte des différences fondamentales entre les politiques et les hypothèses que les bailleurs de fonds, le FMI et d'autres institutions financières internationales jugent plausibles, d'une part, et, d'autre part, celles que les pays s'efforcent d'adopter — par exemple, des niveaux d'aide, des objectifs de taux de change ou de croissance ou des dépenses budgétaires différents.

Des scénarios alternatifs peuvent mettre en lumière les effets d'un certain nombre de politiques et de résultats sur le long terme propre à un scénario d'expansion de l'aide.

1.5.7. Suivre et évaluer l'impact de l'aide

Les scénarios d'expansion de l'aide doivent être régulièrement actualisés et revus. Il est nécessaire, à cet égard, de suivre et d'évaluer en permanence l'impact des flux d'aide accrus sur les variables macroéconomiques importantes, notamment les salaires, les prix et les volumes d'exportations. Il est en outre nécessaire de vérifier si les hypothèses sous-jacentes restent valables et, dans le cas contraire, de savoir quelles autres politiques ou postulats pourraient être envisagés. Par exemple, si les hypothèses de départ sur les effets de l'aide étaient excessivement pessimistes ou optimistes, de nouveaux scénarios pourraient être élaborés en tenant compte des résultats effectifs du scénario initial.

1.6. Organisation du manuel

Le présent manuel propose des repères pour l'élaboration de scénarios d'expansion de l'aide en se basant sur une étude des travaux récemment publiés pour déterminer les aspects essentiels de politique économique et les hypothèses et appréciations fondamentales qui doivent sous-tendre ces scénarios. La section 2 a trait au taux de change réel, notamment à l'influence de l'aide sur le taux de change réel et à l'effet de l'augmentation de ce taux sur les exportations et la compétitivité. La section 3 étudie les problèmes de gestion monétaire et de projection de l'inflation. La section 4 examine l'effet d'une expansion de l'aide sur la mobilisation des recettes et fait ressortir l'importance du maintien des niveaux de revenu intérieur pendant toute la période d'expansion. La section 5 traite des effets généraux et particuliers, sur la croissance, de l'augmentation des dépenses publiques, en insistant sur le fait que l'impact de l'aide dépend de la manière dont elle est dépensée et du contexte général dans lequel elle est décaissée. La section 6 passe en revue d'autres aspects budgétaires, relevant notamment qu'il est important de maintenir un niveau suffisant de dépenses courantes, de maîtriser les dépenses non productives, de cibler les pauvres et de surveiller les goulets d'étranglement sectoriels. La section 7 souligne l'importance d'une bonne gouvernance pour renforcer la croissance, améliorer l'absorption de l'aide et mettre en place un cadre de gestion efficace des dépenses publiques. La section 8 étudie les aspects qui touchent à la viabilité de la dette extérieure et budgétaire. La section 9 résume les cinq directives principales énoncées dans la présente étude. L'appendice 1 passe en revue les travaux de recherche récents sur lesquels se fonde le présent manuel. L'appendice 2 résume les relations quantitatives concernées.

2

Gérer le taux de change réel

2.1. Absorber et dépenser les flux d'aide

Un des buts essentiels de l'analyse des conséquences macroéconomiques de l'expansion des transferts de ressources en faveur de l'Afrique est de déterminer l'impact qu'elle peut avoir sur le taux de change réel, les exportations et la compétitivité. Les analyses indiquent généralement que les flux d'aide extérieure augmentent les ressources intérieures et améliorent donc globalement la situation économique. Or, en pratique, l'impact macroéconomique de l'aide dépend à la fois de la manière dont un pays dépense les ressources et des politiques qu'il met en œuvre. L'interaction de la politique budgétaire et de la gestion monétaire et du taux de change est essentielle. Pour illustrer cette interaction, le FMI (2005d) analyse deux concepts apparentés mais distincts : l'absorption de l'aide et l'affectation de l'aide.

2.1.1. L'absorption de l'aide

L'absorption de l'aide est définie comme la mesure dans laquelle le déficit du solde des transactions courantes hors aide d'un pays se creuse en réponse à une augmentation des flux d'aide⁴. Elle exprime la quantité d'importations nettes financées au moyen du surcroît d'aide et représente le transfert supplémentaire de ressources réelles rendu possible grâce à l'aide. L'absorption rend compte des augmentations tant directes qu'indirectes des importations financées au moyen de l'aide, c'est-à-dire les achats directs d'importations par les pouvoirs publics, et les augmentations subséquentes des importations nettes du fait de l'accroissement des dépenses publiques ou privées résultant de l'aide. Pour une politique budgétaire donnée, la banque centrale agit sur l'absorption par deux mécanismes : 1) le volume de devises liées à l'aide qu'elle décide de

L'absorption de l'aide est définie comme la mesure dans laquelle le déficit du solde des transactions courantes hors aide d'un pays se creuse en réponse à une augmentation des flux d'aide. Elle exprime la quantité d'importations nettes financées au moyen du surcroît d'aide.

⁴Cette définition de l'absorption de l'aide dans FMI (2005d) diffère de celle de l'absorption intérieure (la somme de la consommation et de l'investissement privés et des dépenses publiques). Le solde des transactions courantes hors aide est le solde des transactions *courantes* à l'exclusion des dons officiels et des intérêts sur la dette publique extérieure, alors que le compte de *capital* hors aide est le compte de capital à l'exclusion des flux de capitaux liés à l'aide, tels que les décaissements et amortissements de prêts.

Encadré 1. Absorption du financement des programmes de lutte contre le VIH/sida¹

Les dons extérieurs sont la principale source de financement des dépenses liées à la lutte contre le VIH/sida dans les pays à revenu faible et moyen. Dans plusieurs pays, les besoins des programmes VIH/sida sont supérieurs au total des dépenses publiques de santé, et ils pourraient atteindre 10 % du PIB pour certains pays à faible revenu. Les programmes VIH/sida peuvent dès lors poser des problèmes similaires à ceux liés à la problématique d'une expansion notable de l'aide analysée dans le présent manuel. L'absorption des dons à l'appui de la lutte contre le VIH/sida dépend de la composition des dépenses. Une grande partie des dépenses sert à financer les antirétroviraux, qui sont importés dans la quasi-totalité des pays à revenu faible et moyen. Dans les pays à forts taux de prévalence du VIH/sida (où les coûts de traitement sont donc excessivement élevés), le gros du financement extérieur risque d'être affecté aux importations, ce qui amortit l'impact macroéconomique d'un niveau élevé d'aide. Toutefois, d'autres composantes des programmes VIH/sida, notamment la prévention et la prise en charge des orphelins, donnent très souvent lieu à des dépenses intérieures pour l'achat de biens et services non échangeables.

Les programmes de lutte contre le VIH/sida ont par ailleurs des effets sur la croissance économique et le budget de l'État. Les programmes de lutte contre ce fléau réduisent à la fois les pertes humaines résultant de la maladie et le nombre d'infections nouvelles. Dans la mesure où la capacité productive est préservée, ceci a un effet positif sur les recettes publiques. Par ailleurs, si le programme de prévention est performant, à terme, la demande de services liés au VIH/sida diminuera. Masha (2004), par exemple, estime que ces économies indirectes atteindront 15 % au moins des coûts annuels du programme national stratégique de lutte contre le VIH/sida au Botswana.

¹Rédigé par Markus Haacker, et basé sur Haacker (2004a, 2005).

vendre; 2) sa politique de taux d'intérêt, laquelle influe sur la demande d'importations privées par le biais de la demande globale. Toutefois, l'aide n'est pas absorbée si les ventes de devises par la banque centrale ont pour contrepartie une accumulation privée d'actifs extérieurs. L'encadré 1 décrit l'absorption de l'aide pour les programmes de lutte contre le VIH/sida.

L'affectation de l'aide est définie comme le creusement du déficit budgétaire de l'État qui accompagne un accroissement de l'aide. Elle indique la mesure dans laquelle les pouvoirs publics utilisent l'aide pour financer une hausse des dépenses ou une baisse d'impôts.

2.1.2. L'affectation de l'aide

L'affectation de l'aide est définie comme le creusement du déficit budgétaire de l'État (hors aide) qui accompagne un accroissement de l'aide⁵. L'affectation de l'aide rend compte de la mesure dans laquelle les pouvoirs publics utilisent l'aide pour financer une hausse des dépenses ou une baisse d'impôts.

⁵Le déficit hors aide est égal aux dépenses totales (G) moins le revenu intérieur (T) et est financé par une combinaison de l'aide nette et du financement intérieur : $G - T = \text{déficit budgétaire hors aide} = \text{aide nette} + \text{financement intérieur}$. Quelques pays peuvent aussi compléter leurs ressources par des emprunts non concessionnels.

Même si l'aide apportée est réservée à des dépenses particulières, les autorités peuvent décider ou non d'accroître le déficit budgétaire global lorsque l'aide augmente. Les hausses de dépenses liées à l'aide peuvent concerner des importations ou des biens et services produits dans le pays.

2.1.3. Les choix possibles en matière d'absorption et d'affectation

L'absorption et l'affectation sont des choix stratégiques. Si l'État utilise directement les ressources de l'aide pour des importations ou si l'aide est en nature (par exemple, du blé ou des médicaments), l'affectation et l'absorption sont équivalentes et il n'y a pas d'incidence directe sur les variables macroéconomiques comme le taux de change, le niveau des prix ou le taux d'intérêt. Par contre, si un pays reçoit des ressources sous forme de devises que le gouvernement vend directement à la banque centrale, il doit décider du montant de la contrepartie en monnaie locale qui sera dépensée au plan intérieur, et la banque centrale doit décider de la fraction des devises provenant de l'aide qui sera vendue sur le marché. Il s'ensuit qu'en règle générale, l'affectation diffère de l'absorption.

Il existe fondamentalement quatre combinaisons possibles d'absorption et d'affectation en réponse à un accroissement de l'aide (tableau 2), chacune ayant des implications macroéconomiques différentes :

- L'aide est absorbée et dépensée. C'est la situation postulée dans la plupart des scénarios d'expansion de l'aide. L'État dépense l'aide supplémentaire, et la banque centrale vend les devises, qui sont absorbées par l'économie par le biais du creusement du déficit extérieur courant. Le déficit budgétaire augmente, mais il est financé par le surcroît d'aide.
- L'aide n'est ni absorbée, ni dépensée. Les autorités pourraient décider de tirer parti des entrées d'aide simplement en accumulant des réserves internationales, ce qui pourrait être une stratégie appropriée à court terme si les flux d'aide sont volatils ou si les réserves internationales du pays sont trop faibles. Dans ce scénario, les dépenses de l'État n'augmentent pas et les impôts ne baissent pas. Il n'y a donc pas d'impact expansionniste sur la demande globale et pas de pression sur le taux de change ou le niveau des prix.
- L'aide est absorbée mais pas dépensée. Le surcroît d'aide peut être utilisé pour réduire l'inflation, ce qui pourrait être indiqué si le taux d'inflation est excessivement élevé. Les autorités décident de vendre les devises liées à ce surcroît d'aide pour neutraliser l'impact monétaire des déficits budgétaires à financement intérieur. En général, le résultat serait une croissance monétaire plus lente, une appréciation du taux de change nominal et une baisse de l'inflation. L'opération peut aussi permettre de réduire la dette et les taux d'intérêt intérieurs.
- L'aide est dépensée mais pas absorbée. Une dernière possibilité est que le déficit budgétaire, aide non comprise, se creuse du fait de l'accroissement sensible de l'aide mais que les autorités ne vendent pas les devises nécessaires pour financer les importations nettes supplémentaires. Les effets macroéconomiques de cette expansion budgétaire sont similaires

Si l'État utilise directement les ressources de l'aide pour des importations ou si l'aide est en nature, l'affectation et l'absorption sont équivalentes. Lorsqu'un pays reçoit des ressources en devises, l'affectation est déterminée par les autorités publiques et l'absorption est déterminée par la banque centrale.

Tableau 2. Combinaisons possibles d'absorption et d'affectation en réponse à une expansion de l'aide

<p>L'aide est absorbée et dépensée. Les pouvoirs publics dépensent l'aide. La banque centrale vend les devises. Le déficit courant se creuse.</p>	<p>L'aide n'est ni absorbée, ni dépensée. Pas de hausse des dépenses publiques. Pas de baisses d'impôts. Accumulation de réserves internationales.</p>
<p>L'aide est absorbée mais pas dépensée. Pas de hausse des dépenses publiques. La banque centrale vend les devises. La croissance monétaire est ralentie; les taux de change nominaux s'apprécient; l'inflation diminue.</p>	<p>L'aide est dépensée mais pas absorbée. Le déficit budgétaire se creuse (les dépenses sont augmentées). La banque centrale ne vend pas les devises. Accumulation de réserves internationales. L'inflation augmente.</p>

à l'augmentation des dépenses publiques en l'absence d'aide, si ce n'est que les réserves internationales sont plus importantes. Les déficits accrus injectent de l'argent dans l'économie et l'inflation augmente.

La composition et la qualité des dépenses affectent également l'impact sur la croissance et il importe donc, pour évaluer l'incidence macroéconomique globale des flux d'aide, de distinguer les différents types d'aide (projet ou programme), les types de dépenses (courantes ou d'investissement) financées au moyen de l'aide, et de mesurer l'efficacité de l'utilisation de l'aide. D'autre part, il est peu probable que l'absorption intégrale de l'aide par une augmentation équivalente des importations relance directement la croissance à court terme, encore qu'elle puisse avoir ce résultat grâce à des retombées à plus long terme. Ces questions sont abordées aux sections 4 et 5.

2.2. Ajuster le taux de change réel

Dans un scénario d'expansion de l'aide financé par des bailleurs de fonds, on considère généralement que la majeure partie de l'aide (mais pas nécessairement la totalité) est à la fois absorbée et dépensée. Dans ce cas, un certain ajustement du taux de change réel peut être nécessaire, voire approprié, en réponse à un niveau supérieur et soutenu d'aide, en raison des effets sur la demande relative d'importations et de produits intérieurs échangeables et non échangeables.

2.2.1. Le syndrome hollandais

L'aide accrue stimule la demande d'importations et de biens intérieurs non échangeables, notamment de services publics comme les soins de santé et l'éducation. Bevan (2005) note que l'on considère généralement que le secteur public affiche une propension plus forte que le secteur privé à consommer des produits et des services intérieurs. Il s'ensuit que la composante intérieure de la demande sera probablement plus forte si l'aide finance une hausse des dépenses publiques que si elle finance des baisses d'impôts, des transferts au secteur privé, ou une diminution de l'emprunt intérieur. Un pays peut impor-

On entend par «syndrome hollandais» un scénario dans lequel l'appréciation de la monnaie rend les biens échangeables moins concurrentiels et entraîne un accroissement des importations, avec pour résultat un déplacement des ressources de la production de biens échangeables vers la production de biens non échangeables.

ter des biens directement du marché mondial, mais seuls les producteurs nationaux peuvent fournir des biens non échangeables.

Sauf si l'offre est largement excédentaire, les prix des biens non échangeables doivent forcément augmenter par rapport à ceux des biens échangeables (autrement dit, le taux de change réel doit augmenter) pour encourager les ressources, y compris la main-d'œuvre, à passer de la production de biens échangeables à la production de biens non échangés. À mesure que le taux de change réel s'apprécie, le secteur des biens échangeables se contracte par rapport à celui des biens non échangeables, un phénomène qualifié de «syndrome hollandais».

Les effets du syndrome hollandais risquent d'être plus prononcés lorsque les échanges sont plus restreints, que la production est à sa pleine capacité et qu'il est donc plus difficile pour les consommateurs de basculer entre les biens intérieurs et les biens importés en réponse aux fluctuations des prix relatifs. Une libéralisation plus poussée des échanges peut faciliter l'absorption de l'aide sans entraîner les effets du syndrome hollandais et constitue donc un des choix possibles. Bien que Nkusu (2004) souligne que, si l'on ne tient pas suffisamment compte de la capacité de production non utilisée, les craintes au sujet des effets du syndrome hollandais peuvent être exagérées, il reste que le capital et la main-d'œuvre inutilisés ne jouent un rôle que s'il est possible de leur donner une utilisation productive en réponse à une hausse de la demande intérieure. Par conséquent, si l'offre de facteurs essentiels (de main-d'œuvre spécialisée, par exemple) est insuffisante et ne peut être remplacée par des ressources dont l'offre est abondante, la pleine capacité peut coexister avec la non-utilisation généralisée de facteurs. Le mécanisme d'appréciation du taux de change réel varie en fonction du régime de change. Dans un système de flottement pur, la banque centrale vend les devises associées à l'aide, ce qui entraîne une appréciation du taux de change nominal (et réel). Dans un système de parité fixe, une période d'inflation élève le taux de change réel, et la banque centrale s'adapte aux dépenses publiques plus fortes. L'augmentation de la demande globale et l'appréciation réelle provoquent une augmentation de la demande d'importations nette, ce qui contraint la banque centrale à vendre des devises pour défendre le taux de change nominal fixe.

2.2.2. Les effets sur l'offre et la demande

L'impact macroéconomique de l'aide dépendra probablement de la manière dont l'aide est utilisée. Si elle est utilisée pour doper la capacité de l'offre, les conséquences macroéconomiques seront sans doute atténuées. Par contre, si l'aide finance les dépenses sociales, les conséquences macroéconomiques seront probablement aggravées. L'interaction des effets sur la demande et sur l'offre peut avoir pour effet que le taux de change dépasse sa valeur à long terme, ce qui pourrait signifier une appréciation réelle à court terme, suivie d'une dépréciation réelle à moyen terme. Les coûts d'une telle volatilité du taux de change réel seront importants si les entreprises du pays sont confrontées à des coûts d'ajustement élevés et si les marchés financiers intérieurs sont relativement sous-développés. Dans ces circonstances, les entreprises exportatrices peuvent réduire leurs moyens de production, licencier des travailleurs, voire cesser leurs activités, même si les perspectives à

Si l'aide est utilisée pour doper la capacité de l'offre, les conséquences macroéconomiques seront sans doute atténuées. Par contre, si l'aide finance les dépenses sociales, les conséquences macroéconomiques seront probablement aggravées.

long terme du secteur sont favorables. L'aide peut doper directement la capacité de l'offre. Par exemple, dans le modèle d'Adam et Bevan (2003, 2004), l'aide est utilisée pour améliorer la réponse en termes d'offre de biens non échangés en modérant l'ajustement des prix relatifs. L'affectation de l'aide à l'infrastructure fournit, dans leur modèle, un instrument pour améliorer la réponse en termes d'offre, en raison de l'éventail et de l'ampleur des gains d'efficacité que peuvent procurer ces dépenses. Bevan (2005) suggère qu'il peut être justifié de privilégier l'investissement dans l'infrastructure plutôt que les dépenses sociales, dans la mesure où cela produirait une meilleure réponse en termes d'offre et contrebalancerait certaines des conséquences macroéconomiques nocives de l'accroissement de l'aide. Si l'État accorde une priorité plus grande à l'amélioration des indicateurs sociaux à très court terme, il peut être plus efficace d'ajuster les dépenses sociales existantes que d'affecter de nouveaux flux d'aide aux secteurs sociaux. Cet aspect est examiné plus en détail à la section 6.

2.2.3. L'incidence sur les taux de change et la croissance

Les répercussions de l'aide sur l'aspect de l'offre ayant été prises dûment en compte, faut-il postuler que le taux de change réel s'appréciera ou se dépréciera à moyen terme, et le secteur des biens échangeables sera-t-il en expansion ou en recul? La réponse n'est pas univoque. Il s'agit d'une question essentiellement empirique pour laquelle les circonstances de chaque pays sont probablement différentes (voir à l'appendice 1 un aperçu de la littérature sur les relations entre l'aide, les taux de change et la croissance économique, et au tableau A.2.2, un résumé des tentatives de mesure de la relation entre l'aide et le taux de change réel en Afrique subsaharienne).

L'appréciation du taux de change réel peut avoir un effet non négligeable sur la croissance des exportations en Afrique subsaharienne.

Les éléments disponibles donnent à penser que les effets du taux de change réel sur la croissance des exportations peuvent être importants en Afrique subsaharienne. Des études portant sur cette région concluent que les modifications du taux de change réel constituent un déterminant important de la part des exportations dans le PIB. Par exemple, Rajan et Subramanian (2005a) soutiennent que, dans les pays qui reçoivent une aide accrue, les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre axés sur l'exportation ont une croissance plus lente que les autres, ce qui semble indiquer que c'est l'aide qui est bel et bien la cause du syndrome hollandais. Dans les cas où ces effets négatifs sont évidents, il est important de veiller à ce que les bienfaits que les pauvres retirent de l'aide l'emportent sur les coûts et qu'il soit aussi tenu compte de l'incidence de l'*instabilité* du taux de change sur les exportations. Dans la mesure où ils atténuent les goulets d'étranglement de l'offre, les flux d'aide accrus peuvent compenser l'effet d'une appréciation du taux de change sur la croissance des exportations. L'accélération des rythmes de croissance économique est associée à une dépréciation réelle, ce qui indique qu'une appréciation réelle importante associée à l'accroissement de l'aide pourrait avoir des coûts en termes de croissance à long terme. Plusieurs études se sont appuyées sur Hausmann, Pritchett et Rodrik (2004), qui ont analysé les bonds que connaissent les tendances des pays en matière de croissance à moyen terme, qu'ils qualifient d'accélération de la croissance et dont ils concluent qu'ils

sont étroitement corrélés avec la dépréciation du taux de change réel. Cette conclusion a été confirmée pour l'Afrique subsaharienne dans FMI (2005f), qui conclut que, dans leur quasi-totalité, les cas de croissance soutenue en Afrique subsaharienne ont évité la surévaluation pendant la période de croissance. L'étude relève par ailleurs le lien étroit entre l'évitement du désalignement du taux de change et la stabilité macroéconomique, ce qui confirme que les flux d'aide doivent aller de pair avec une gestion macroéconomique prudente. En particulier, la surévaluation du taux de change inhibe la croissance, alors qu'il n'existe pas de relation statistiquement significative entre la sous-évaluation et la croissance (Razin and Collins, 1997). Une des voies par lesquelles une hausse temporaire du taux de change peut influencer sur le rythme de la croissance est son effet sur l'investissement. Par exemple, une surévaluation pourrait nuire à l'investissement, même si elle abaisse le prix des biens de production importés. En effet, elle diminue les rendements de l'investissement dans le secteur des produits échangeables et le déficit courant qui en résulte rend nécessaire l'adoption de politiques macroéconomiques plus strictes (Bleaney and Greenway, 2001).

Lorsque les flux d'aide servent à développer l'infrastructure publique et ajoutent ainsi à la productivité des facteurs privés, il est possible de réaliser des gains de bien-être importants à moyen terme grâce à l'aide, même en présence d'un certain syndrome hollandais à court terme (Adam, 2005). Bevan (2005) a indiqué que la meilleure démarche concrète consiste souvent à ignorer les effets sur le taux de change réel, sauf lorsqu'il existe des informations précises sur leur ordre de grandeur probable. Ce postulat neutre serait plus indiqué dans un scénario d'expansion progressif de l'aide que d'expansion très rapide des flux d'aide, et lorsqu'il est probable que la contrepartie en termes d'offre (par exemple, celle de l'infrastructure matérielle) soit plus rapide. À titre d'exemple, le FMI (2005a) n'a pas trouvé de preuve que les flux d'aide à destination de l'Éthiopie après 1991 (c'est-à-dire après le renversement du régime Derg) ont provoqué une appréciation réelle ou ont porté atteinte aux exportations autres que le café. Le FMI constate au contraire que l'aide étrangère a eu des répercussions positives à la fois sur les exportations éthiopiennes autres que le café et sur leur part dans le total des exportations.

Cela dit, les relations passées pourraient ne pas être un guide fiable pour l'avenir et, dès lors que les flux de ressources nécessaires pour permettre à l'Afrique subsaharienne d'atteindre les OMD seront sensiblement plus élevés que par le passé, il semble fort probable que l'expansion de l'aide exercera une pression à la hausse sur les niveaux des salaires et des prix et causera une appréciation du taux de change réel. Il serait donc prudent de mettre en œuvre des politiques pour contrecarrer ces pressions. L'intégration dans le scénario de l'accroissement de l'aide d'un postulat d'appréciation consécutive du taux de change peut aussi se justifier si une fraction importante de l'aide est affectée à des biens produits dans le pays (comme analysé à la section 5.4). Il va sans dire que ces jugements et ces postulats doivent être adaptés aux circonstances particulières du pays.

Si l'aide est portée à des niveaux suffisants pour atteindre les OMD, cela pourrait faire monter le niveau des salaires et des prix et causer une appréciation du taux de change réel en Afrique subsaharienne.

3

Utiliser la politique monétaire pour la stérilisation et la gestion de l'inflation

3.1. Politiques possibles de stérilisation

Si les autorités monétaires craignent l'incidence sur les liquidités des augmentations de dépenses induites par l'aide, elles peuvent stériliser l'injection de liquidités soit au plan intérieur, soit par des ventes de devises.

3.1.1. Mesures de stérilisation intérieure

Il existe plusieurs manières de stériliser l'incidence des flux d'aide sur les liquidités, bien qu'un problème global que pose ce type de politique soit son impact négatif sur l'emprunt et l'investissement du secteur privé. Trois de ces mesures de stérilisation sont la vente d'effets publics ou d'obligations, l'augmentation des réserves obligatoires, ou le transfert des dépôts du secteur public des banques commerciales à la banque centrale⁶. Nous examinons ces trois mesures tour à tour.

Trois mesures de stérilisation intérieure des flux d'aide sont les ventes d'effets ou d'obligations d'État, l'augmentation des réserves obligatoires ou le transfert des dépôts du secteur public à la banque centrale.

- Ventes d'effets publics ou d'obligations de la banque centrale : les autorités monétaires utilisent souvent ce type d'opérations pour stériliser l'impact des flux de capitaux sur les liquidités. Elles ont toutefois un inconvénient : l'accroissement du stock non amorti de la dette intérieure peut causer une hausse des taux d'intérêt intérieurs, en particulier sur les marchés financiers peu diversifiés. La vente de ces instruments, outre qu'elle alourdit le service de la dette intérieure, peut évincer le crédit au secteur privé et, en fin de compte, l'investissement. Cette politique peut rendre les taux d'intérêt intérieurs extrêmement volatils à court terme, comme ce fut le cas en Ouganda.
- Augmentation des réserves obligatoires : il peut s'agir d'un moyen efficace d'agir sur la liquidité, mais il présente certains inconvénients. Certaines banques peuvent déjà avoir des réserves supérieures aux obligations lé-

⁶La mobilité internationale des capitaux internationaux est extrêmement réduite dans les pays de l'Afrique subsaharienne. La politique monétaire contrôle dès lors les taux d'intérêt nominaux, puisqu'il n'existe pas de flux de capitaux qui puissent compenser le resserrement de la position en matière de politique monétaire.

gales, ce qui réduirait l'impact du changement de politique. La présence de banques fragiles peut rendre difficile ou risqué le relèvement des coefficients de réserves obligatoires, en particulier si la rémunération des réserves obligatoires est sensiblement inférieure aux taux du marché. Les réserves obligatoires ne peuvent pas être augmentées pour gérer les liquidités à court terme (qui peuvent être nécessaires lorsque les flux d'aide sont fortement volatils), dans la mesure où des changements fréquents peuvent nuire à la gestion efficace des portefeuilles bancaires. Enfin, pour les pays qui tentent de libéraliser leurs marchés financiers, la modification des coefficients de réserves envoie souvent un signal ambigu et peut décourager l'intermédiation financière, ce qui affaiblirait le contrôle monétaire par la banque centrale.

- Transfert de dépôts du secteur public des banques commerciales à la banque centrale : cette politique entraîne moins de coûts budgétaires ou quasi budgétaires que les opérations sur le marché ouvert, mais les possibilités de telles opérations sont sans doute limitées dans les pays de l'Afrique subsaharienne, où les dépôts de l'État dans les banques commerciales représentent environ 2 % du PIB en moyenne. Cette politique de stérilisation a été fort efficace en Thaïlande et en Malaisie dans les années 90. Il reste que ce type de transferts ne peut avoir lieu qu'une fois, compte tenu de problèmes similaires à ceux que présente la modification des coefficients de réserves obligatoires : des mouvements fréquents de grands montants de dépôts du secteur public peuvent empêcher une gestion optimale des portefeuilles des banques commerciales.

3.1.2. Stérilisation des devises

La stérilisation des devises consiste à vendre des réserves en devises de la banque centrale afin d'absorber le surcroît de liquidité intérieure. Certains pays ont eu recours à une combinaison de stérilisation des devises et intérieure, encore que l'offre accrue de devises pousse à une appréciation nominale du taux de change⁷. Soucieuses de préserver la compétitivité, les autorités hésitent souvent à accepter une telle appréciation et choisissent plutôt la formule de la stérilisation intérieure.

La stérilisation des devises consiste à vendre des réserves en devises de la banque centrale afin d'absorber la liquidité intérieure.

3.1.3. Quelle méthode de stérilisation choisir?

Il reste à savoir quand il est préférable de vendre des titres publics et quand il convient d'utiliser les réserves de devises pour stériliser les flux d'aide. Atungi-Ego (2005) suggère une répartition 50/50, mais l'expérience de l'Ouganda semble plaider pour une stérilisation au moyen de ventes de devises, parce que l'appréciation du taux de change n'a pas porté atteinte aux exportations non traditionnelles de l'Ouganda. Une réponse similaire se dégage actuellement en Tanzanie, en raison de la nécessité d'équilibrer la pression sur les prix résultant

⁷Pour atténuer les pressions dans le sens de l'appréciation, les autorités peuvent aussi assouplir le contrôle des sorties de capitaux, notamment en assouplissant l'obligation de rétrocession des recettes en devises ou en permettant aux institutions locales d'investir à l'étranger.

de l'accroissement de la liquidité et la pression exercée à la fois sur les taux d'intérêt par la stérilisation des liquidités intérieures et sur les taux de change par les ventes accrues de devises. Enfin, l'étude du FMI (2005d) semble indiquer que les pays se créent eux-mêmes des problèmes de stérilisation parce qu'ils ne permettent pas une plus grande absorption de l'aide. Elle indique que les pays qui reçoivent des flux d'aide accrus devraient être plus disposés à absorber l'aide (et, en fin de compte, à la dépenser) en vendant les devises au fil du temps et en laissant le taux de change s'apprécier, encore que la vente de devises puisse diminuer la part du capital intérieur dans les banques privées et puisse évincer le crédit au secteur privé si les prêts en devises sont limités.

3.2. Gérer l'inflation

L'augmentation des flux d'aide crée inévitablement des pressions inflationnistes.

Le scénario d'expansion de l'aide doit inclure les effets probables du surcroît d'aide sur l'inflation. Une certaine pression inflationniste supplémentaire est inévitable dès lors que la demande intérieure augmente. Même ainsi, le FMI (2005f) soutient que, si un taux d'inflation élevé est certes dommageable à la croissance économique, il est difficile de déterminer les gains de croissance que peut permettre une inflation modérée continue⁸. L'effet négatif d'un taux d'inflation élevé sur la croissance découle de la plus grande incertitude au sujet de l'inflation qui en découle. Elle masque le signal envoyé par les prix et limite à la fois la quantité et la qualité de l'investissement. Une inflation modérée, en revanche, peut améliorer la souplesse réelle des salaires. De plus, si les prix nominaux sont rigides, un objectif d'inflation excessivement modeste peut accroître la vulnérabilité de l'économie à des crises prolongées en cas de chocs négatifs de l'offre. Il convient sans doute de ne pas viser un taux d'inflation inférieur à 5 %.

Si l'on veut quantifier la relation entre l'inflation et la croissance, il faut être particulièrement attentif aux aspects non linéaires de la relation, qui semblent être convexes. En effet, plus le niveau d'inflation de départ est bas, plus l'effet d'une augmentation donnée du taux d'inflation sera négatif. Si, toutefois, les taux initiaux sont très faibles, les augmentations peuvent avoir un effet tantôt nul, tantôt positif sur la croissance. Depuis Fischer (1993), plusieurs auteurs ont tenté de déterminer et de localiser ce point d'inflexion dans la corrélation entre l'inflation et la croissance économique, qu'ils associent à un taux de croissance potentiel maximal. Les études empiriques utilisant un panel de pays localisent ce point d'inflexion à un niveau d'inflation situé quelque part entre 3 et 40 %, la majorité indiquant un niveau compris dans la fourchette de 5 à 10 % (voir le tableau A.2.3 de l'appendice). Dans le scénario d'expansion de l'aide établi par le FMI (2005b et 2005c) pour l'Éthiopie, l'objectif d'inflation dans la projection du scénario de référence était de 3 %, mais il a été porté à 6 % dans le scénario de «doublement de l'aide».

⁸L'existence d'une relation négative entre l'inflation et la croissance lorsque les taux d'inflation sont élevés est bien confirmée par l'observation empirique. En revanche, il est difficile de déterminer les effets sur la croissance du passage du taux d'inflation de 20 % à 5 %, par exemple. D'après Bruno et Easterly (1998), les effets négatifs importants sur la croissance ne s'observent généralement que sur de courtes périodes de forte inflation, après quoi la croissance tend à retrouver son ancien cours. Plusieurs autres études indiquent toutefois que l'on peut ainsi sous-estimer les effets néfastes pour la croissance d'une inflation modérée.

4

Mobiliser des recettes intérieures suffisantes

Tout scénario d'expansion de l'aide doit tenir compte des effets possibles de l'aide sur les recettes. L'ensemble des mesures d'accompagnement doit mettre l'accent sur la nécessité de maintenir ou de renforcer les recettes pendant la période de hausse de l'aide, à la fois pour se prémunir contre les aléas du comportement des bailleurs de fonds et pour se préparer à une diminution progressive éventuelle des flux d'aide.

4.1. Éviter la dépendance à l'égard de l'aide

Si les responsables politiques traitent les ressources extérieures d'aide comme un substitut aux recettes intérieures, une expansion sensible de l'aide pourrait freiner la mobilisation des recettes intérieures, notamment en affaiblissant l'effort de recouvrement de l'impôt. Dans certains cas, cela pourrait stimuler l'activité économique dans la mesure où l'allègement de la charge fiscale réduit les distorsions intérieures. Dans d'autres cas, où la faible mobilisation des recettes résulte d'un civisme fiscal défaillant ou d'exonérations fiscales superflues, cela risque plus de créer une dépendance à l'égard de l'aide. En outre, l'allègement de la charge fiscale peut avoir un effet défavorable sur les institutions du pays : lorsqu'ils paient moins d'impôts, les citoyens sont moins enclins à exiger des comptes de l'État (Bevan, 2005). On pourrait soutenir que la diminution des taux d'imposition peut être une réponse optimale à une hausse permanente des flux d'aide, mais cet argument a moins de poids pour les pays où les rentrées sont actuellement inférieures à leur potentiel et où la hausse des flux d'aide sera temporaire. Ce groupe de pays doit élaborer une stratégie pour faire face à une diminution inévitable des flux d'aide.

Les apports d'aide ont été de tout temps à la fois variables et imprévisibles, ce qui pose un problème : une dépendance accrue à l'égard de l'aide extérieure pour financer les dépenses peut limiter la capacité de planification à moyen terme des responsables politiques. Bulir et Hamann (2005) estiment que les flux d'aide sont en moyenne 6 à 40 fois plus variables que les recettes fiscales, et que l'aide est particulièrement fluctuante dans les pays qui en sont le plus tributaires. Les flux d'aide sont non seulement variables, mais aussi

L'aide est particulièrement fluctuante dans les pays qui en sont le plus tributaires.

Tableau 3. Comment atténuer la variabilité de l'aide

Mécanismes	Avantages
Allègement de la dette	Des ressources intérieures sont libérées en permanence. Le niveau d'aide est prévisible, ce qui facilite la planification budgétaire à moyen terme.
Réserves	Un volume relativement modeste de réserves peut lisser les flux d'aide, y compris les retards administratifs, et servir à se prémunir contre les chocs.
Changements du comportement des donateurs	Des engagements d'aide sur le long terme et de décaissements plus réguliers peuvent permettre aux pays bénéficiaires de dépenser l'aide efficacement, y compris en réduisant leur besoin d'accumuler des réserves.

imprévisibles, en particulier pour les pays les plus pauvres. Bulir et Hamann (2005) calculent qu'en moyenne, l'aide effectivement apportée est inférieure de plus de 40 % à l'aide promise.

Il est possible d'atténuer de diverses manières la variabilité et l'imprévisibilité de l'aide, notamment par l'allègement de la dette, la constitution de réserves régulatrices, et des modifications du comportement des bailleurs de fonds (tableau 3). Du point de vue du pays bénéficiaire, un des avantages manifestes de l'allègement de la dette par rapport aux autres formes d'aide est qu'il libère en permanence des ressources intérieures. L'allègement de la dette atténue dès lors le problème relevé par Eifert et Gelb (2005) : si les promesses d'aide sont fortement fluctuantes, les bénéficiaires peuvent se retrouver en situation d'équilibre précaire dans la mesure où ils intègrent largement les engagements d'aide dans leurs plans budgétaires à moyen terme, alors que les bailleurs de fonds, constatant que les besoins de financement non couverts diminuent, peuvent réduire leurs promesses d'aide en conséquence. Toutefois, Eifert et Gelb (2005) montrent aussi que la constitution de réserves relativement faibles (de l'ordre de deux ou trois mois d'importations) peut suffire pour s'accommoder en grande partie de la variabilité exogène de l'aide, en particulier si elle résulte de retards administratifs⁹. De manière plus générale, l'aide ne devrait être absorbée que si elle est bien dépensée et produit des gains qui suffisent à compenser les coûts éventuels associés à l'appréciation du taux de change réel. Même lorsque les conséquences du syndrome hollandais sont limitées, la nécessité de se prémunir contre les chocs, y compris les pénuries d'aide futures, justifie une certaine accumulation de réserves au moment où les flux d'aide sont jugés abondants. À terme, cependant, le niveau des réserves peut être limité en pratique, car les bailleurs de fonds peuvent réduire leurs concours s'ils constatent que l'aide n'est pas absorbée par l'économie.

⁹En outre, les bailleurs de fonds s'attachent de plus en plus à évaluer l'efficacité de leur propre gestion de l'aide. Ainsi, dans le cas du Mozambique, la communauté des bailleurs de fonds s'est entendue sur un cadre d'évaluation commun (Banque mondiale, 2005).

4.2. Protéger les recettes

Les indications empiriques sur la manière dont les flux d'aide influencent la perception du revenu intérieur sont mitigées et l'ordre de grandeur, le signe et l'importance de l'impact varient d'une étude à l'autre. Cela étant, on constate, à quelques notables exceptions près, que l'incidence de l'aide est soit négative, soit non significative. Le tableau A.2.4 de l'appendice résume ces constatations empiriques. La composition de l'aide (prêts ou dons), le degré de corruption et le traitement fiscal de l'aide sont importants pour évaluer les pressions probables sur l'effort de mobilisation des recettes.

4.2.1. Les prêts comparés aux dons

Gupta *et al.* (2004) affirment que la nécessité de rembourser les prêts incite les responsables politiques à augmenter les recettes intérieures ou, du moins, à les maintenir aux niveaux existants. Les dons sont des ressources gratuites qui peuvent remplacer les recettes intérieures et risquent donc plus de freiner les efforts déployés par le pays pour recouvrer davantage de recettes. Leurs conclusions indiquent que 28 % de chaque dollar supplémentaire d'aide sous forme de dons sont contrebalancés par une diminution équivalente des recettes intérieures¹⁰. Leurs résultats semblent indiquer que, pour les pays où sévit un degré élevé de corruption, tout accroissement de l'aide est entièrement contrebalancé par une diminution de l'effort de mobilisation des recettes.

L'accroissement de l'aide peut être entièrement contrebalancé par une baisse des recettes dans les pays souffrant d'un degré de corruption élevé ou de carences institutionnelles.

4.2.2. Traitement fiscal de l'aide étrangère

Lorsque l'aide consiste en projets financés par l'étranger, le traitement fiscal de ces projets présente une complication supplémentaire. Si les projets sont exonérés d'impôt, la composante fiscale du scénario doit être adaptée en conséquence. La gestion des exonérations fiscales peut toutefois être difficile dans les pays dont les capacités administratives sont faibles. Certains pays de l'Afrique subsaharienne ont réussi à appliquer un système d'exonération par bons plutôt que par voie administrative (de Mariz Rozeira, 2005)¹¹. On peut toutefois justifier par le souci de simplicité mais aussi de protection des recettes fiscales un système dans lequel les bailleurs de fonds acquittent tous les impôts et droits applicables aux projets d'aide étrangers. Ces décisions doivent être examinées pays par pays.

L'expérience montre que, pour la plupart des pays à faible revenu, un niveau d'imposition égal à 15 % au moins du PIB constitue un objectif raison-

¹⁰Leur échantillon porte sur 107 pays en développement entre 1970 et 2000. Otim (1996), dans son étude de trois pays à faible revenu de l'Asie du Sud, conclut que tant les dons que les prêts augmentent les recettes.

¹¹Dans le système de coupons, les procédures fiscales et douanières normales s'appliquent aux projets qui bénéficient d'incitations fiscales. En lieu et place du paiement, le bénéficiaire présente un bon ou un chèque de trésorerie délivré au bureau compétent des douanes ou des impôts par le ministère des finances. La trace écrite ainsi créée rend le suivi et le calcul des coûts beaucoup plus faciles que dans le cas d'une exonération fiscale.

Les scénarios d'expansion de l'aide doivent incorporer les implications fiscales de l'aide, notamment le traitement fiscal des projets financés au moyen de l'aide et les effets sur les taxes sur les échanges.

Les politiques d'intensification des efforts sur le plan des recettes permettent aux pays tributaires de l'aide de s'en sevrer.

nable¹². Dans le même temps, les bailleurs de fonds doivent tenir compte de la composition des recettes fiscales dans les scénarios d'expansion de l'aide. En moyenne, en effet, les pays de l'Afrique subsaharienne tirent environ un tiers de leurs recettes totales des taxes sur les échanges (Agbeyegbe, Stotsky, and WoldeMariam, 2004). Si les bénéficiaires de l'aide libéralisent le commerce pour faciliter l'absorption de l'aide (comme indiqué à la section 2.2), les recettes provenant des taxes sur les échanges diminueraient, sauf s'il y avait moyen de supprimer des exonérations et de ramener les tarifs douaniers à des niveaux qui optimisent les recettes. Ils devraient aussi renforcer leur système de fiscalité indirecte, notamment la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), en réduisant le nombre d'exonérations et en élargissant l'assiette. Ces pays devraient incorporer dans leur scénario d'expansion de l'aide des pertes transitoires de recettes, et auraient besoin d'aide, notamment des bailleurs de fonds, pour améliorer les régimes fiscaux intérieurs et récupérer les pertes sur les taxes commerciales.

4.2.3. Postulats relatifs aux recettes pour les scénarios d'expansion de l'aide

L'hypothèse de départ la plus appropriée pour les scénarios d'expansion de l'aide est que les politiques d'accompagnement garantissent un effort accru de mobilisation des recettes, éventuellement par le recours à l'étalement des recettes, en particulier dans les pays où le ratio recettes/PIB est largement inférieur au seuil de 15 %. Cet effort accru de mobilisation des recettes permettrait aux pays tributaires de l'aide de s'en sevrer progressivement. Il se situe aussi dans le droit fil de la recommandation du projet du Millénaire des Nations Unies (2005), à savoir que les pays mobilisent 4 % de ressources intérieures supplémentaires, par exemple en intensifiant les efforts de recouvrement des impôts. Dans beaucoup de pays, l'effort fiscal est inférieur à son potentiel, en partie parce que l'assiette fiscale est restreinte. Certains pays, notamment l'Ouganda et la Tanzanie, ont mis l'accent sur l'élargissement de l'assiette fiscale dans le but de diminuer à terme la dépendance à l'égard de l'aide. McGillivray et Morrissey (2001) notent qu'il est utile de faire la distinction entre l'incidence de l'aide sur le total des recettes fiscales, d'une part, et l'impact de l'aide sur les recettes provenant des taxes sur les échanges internationaux, d'autre part. Le tableau A.2.5 de l'appendice résume les tendances récentes du total des recettes fiscales et des droits à l'importation et à l'exportation dans différentes régions.

Les scénarios d'expansion de l'aide devraient également intégrer des mesures de soutien pour aider les institutions chargées du recouvrement des impôts à renforcer leur capacité de mobiliser de manière permanente des recettes supplémentaires. La correction des carences de l'administration fiscale est un des points prioritaires du programme de réforme en Ouganda et en Tanzanie, par exemple.

¹²Adam et Bevan (2004) font état d'un consensus selon lequel le taux d'imposition pour les pays en phase de post-stabilisation devrait être de l'ordre de 15 à 20 %, et le FMI (2005f) suggère un niveau d'imposition de 15 % au moins comme objectif raisonnable pour la plupart des pays à faible revenu.

5

Prévoir l'incidence de l'augmentation de l'aide sur la croissance économique

5.1. La relation entre aide et croissance

Le débat sur l'efficacité de l'aide en tant que stimulant de la croissance est vieux de plusieurs années et, pourtant, une grande incertitude subsiste au sujet de la relation entre l'aide et la croissance. Certains chercheurs estiment qu'il n'existe aucun effet ou que cet effet est négatif. D'autres voient un effet positif, mais avec des retombées qui vont en diminuant. D'autres encore soutiennent que l'aide contribue à promouvoir la croissance dans certaines circonstances (lorsque les politiques du pays sont bonnes), mais pas dans d'autres.

Le scepticisme initial au sujet du rôle de l'aide dans la promotion de la croissance économique était motivé principalement par les effets dissuasifs de l'aide sur l'investissement et le développement du secteur privé (Bauer, 1972). Parmi les recherches empiriques qui ont suivi, certaines ont conclu qu'en réalité, il n'existait pas ou peu de relation entre l'aide et la croissance (Mosley, 1980; Singh, 1985). De même, Easterly (2001) met en doute les voies par lesquelles le modèle du «déficit financier» est censé favoriser la croissance, en particulier le point de savoir si les flux d'aide débouchent sur des niveaux supérieurs d'investissement et, partant, de croissance¹³. Certains éléments indiquent que, si l'aide peut lever certaines des contraintes que font peser la liquidité et les devises sur l'investissement, elle peut, en réalité, aggraver l'incitation à investir et risquer de financer davantage la consommation¹⁴.

Un volet distinct mais apparenté de la littérature examine l'impact des flux d'aide sur le secteur des biens échangeables. Rajan et Subramanian (2005a) ont conclu récemment que les flux d'aide ont effectivement des effets nocifs sur la croissance, les salaires et le chômage dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre et dans celui des exportations. Leur modèle ne permet toutefois pas de formuler des conclusions quant au taux de croissance global.

Une grande incertitude subsiste au sujet de la relation entre l'aide et la croissance.

¹³Le modèle du «déficit financier», ou celui du «double déficit» de Chenery et Strout (1966), considère que les contraintes majeures pour la croissance dans les pays en développement sont les décalages entre épargne et besoins d'investissement, et entre revenu des devises et besoins d'importation.

¹⁴On trouve dans Boone (1996) une corroboration empirique de cette idée.

L'efficacité de l'aide peut être affectée par le contexte général de la politique dans le pays bénéficiaire (Burnside and Dollar, 2000) et par la qualité de la gouvernance (Radelet, 2004). D'autres études ont examiné si l'incidence de l'aide est conditionnée par d'autres facteurs¹⁵.

5.1.1. L'incidence des différents types d'aide

Les différents types d'aide ont probablement des relations différentes avec la croissance, et toutes les formes d'aide ne visent pas à stimuler la croissance (Clemens, Radelet, and Bhavnani, 2004). On peut distinguer trois types d'aide :

- l'aide fournie dans le contexte de catastrophes, de situations d'urgence et du secours humanitaire (par exemple, l'aide alimentaire), qui peut, en réalité, présenter une corrélation négative avec les taux de croissance observés dans la mesure où elle est souvent fournie lorsqu'un pays subit un choc négatif;
- l'aide qui pourrait affecter la croissance mais, si c'est le cas, uniquement de manière indirecte et sur le long terme; font partie de cette catégorie l'aide destinée à arrêter la dégradation de l'environnement, l'aide visant à soutenir la réforme démocratique ou judiciaire, et certaines formes d'aide pour promouvoir la santé et l'éducation; toutes ces formes d'aide ne peuvent avoir d'effet sur la productivité de la main-d'œuvre qu'au bout de nombreuses années (Clemens, Radelet, and Bhavnani, 2004);
- l'aide dont on pourrait raisonnablement escompter qu'elle affecterait la croissance dans des délais assez courts (quatre ans, par exemple), notamment l'aide pour la construction d'infrastructures (routes, irrigation, ports, électricité).

Il convient de classer les flux d'aide selon qu'ils sont 1) raisonnablement susceptibles de renforcer la croissance à court ou à moyen terme; 2) susceptibles de promouvoir la croissance à plus long terme; 3) destinés à soutenir des activités sans rapport direct avec la croissance.

5.1.2. Les effets de l'expansion de l'aide sur la croissance

Pour projeter l'incidence de l'expansion de l'aide sur les taux de croissance réels, on pourrait dès lors commencer par la manière dont l'aide sera dépensée et le contexte général dans lequel elle sera décaissée. Il est important de classer les flux d'aide prévus — et la hausse des dépenses budgétaires qui va de pair — selon qu'ils sont : 1) raisonnablement susceptibles de renforcer la croissance à court ou à moyen terme; 2) susceptibles de promouvoir la croissance à plus long terme; 3) destinés à soutenir des activités sans rapport direct avec la croissance.

Les études économétriques portant sur plusieurs pays, qui utilisent souvent des moyennes de taux de croissance sur cinq ou dix ans, peuvent ne pas fournir d'indications suffisantes en ce qui concerne l'incidence à court terme de la hausse des dépenses publiques sur la production dans les diffé-

¹⁵Il s'agit notamment des effets des grands chocs des prix à l'exportation (Collier and Dehn, 2001), des chocs climatiques et des tendances ou de la volatilité des termes de l'échange (Guillaumont and Chauvet, 2001; Chauvet and Guillaumont, 2002), ainsi que de la présence de régimes totalitaires (Islam, 2003).

rents pays. En outre, la plupart des travaux empiriques qui concernent l'effet des dépenses sur la croissance donnent des estimations de l'impact moyen des modifications mineures des dépenses en proportion du PIB, ce qui peut ne pas donner une image directe des répercussions d'une expansion sensible de l'aide, dans lesquelles il faut davantage prendre en compte les rendements décroissants et d'autres goulets d'étranglement de l'offre.

5.2. Prise en compte des rendements décroissants et des limites de la capacité d'absorption

La projection de la réponse totale de la production aux dépenses publiques accrues requiert que l'on tienne compte des rendements décroissants des dépenses, du rythme de convergence de la production avec son nouvel état stable, et des contraintes et goulets d'étranglement de l'offre. Une notion sous-jacente est que le lien entre les dépenses et la croissance est le reflet de produits intermédiaires (notamment le capital éducation ou le capital santé, ou l'infrastructure publique), dont la production peut se heurter à des contraintes. Il est essentiel d'évaluer ces contraintes potentielles dans les différents secteurs si l'on veut établir une appréciation réaliste de l'incidence de l'expansion de l'aide.

Les informations sur l'ampleur des rendements décroissants et sur le rythme de convergence sont entourées d'une grande incertitude. On dispose d'orientations sur le coefficient de réponse initial mais, en ce qui concerne les dépenses publiques ou la production globale dans les pays à faible revenu, il existe peu de fonctions de production estimées qui pourraient éclairer le choix des paramètres de rendements décroissants et de convergence.

5.2.1. Paramètres de convergence

Les estimations des paramètres de convergence existantes sont des moyennes provenant d'études portant sur plusieurs pays et devraient être ajustées pays par pays pour tenir compte des circonstances locales et des hypothèses stratégiques. Toutes choses égales par ailleurs, les pays à faible revenu ont plus de marge pour rattraper les pays riches et devraient donc pouvoir maintenir pendant longtemps un rythme de croissance plus élevé que l'état stable. Cela dit, les études qui neutralisent les autres causes de croissance (par exemple, la solidité des institutions) semblent indiquer que bon nombre de pays à faible revenu pourraient déjà être proches de leur état stable. Par conséquent, la convergence en réponse à un changement de politique pourrait être plus rapide et l'impact à long terme de l'aide sur la croissance pourrait donc être voilé. Il s'ensuit que les mesures qui élèvent l'état stable du revenu, notamment le renforcement de la gouvernance et le développement des institutions, sont importantes, afin que la hausse des dépenses débouche sur une croissance soutenue.

5.2.2. Les rendements décroissants de l'aide

Le point de saturation de l'aide est le point où l'impact positif de l'aide est réduit à zéro. Ce point varie fortement selon les études. Les rendements décroissants de l'aide sont souvent représentés dans la littérature empirique

Le lien entre les dépenses et la croissance est le reflet de produits intermédiaires qui sont soumis à des rendements décroissants, à des contraintes de l'offre ou à d'autres goulets d'étranglement.

Le point de saturation de l'aide (où son impact positif se réduit à zéro) est plus élevé dans les pays où le contexte général de la politique économique est sain.

Les défis de base que pose un accroissement de l'aide s'appliquent aux pays sortant d'un conflit, à l'issue de la phase initiale de reconstruction.

en incluant une régression d'impact de l'aide d'une variable quadratique de la part de l'aide associée au terme linéaire courant. Clemens et Radelet (2003) résument huit de ces études établissant la relation entre la part de l'aide et la croissance par habitant. Toutes trouvent un coefficient négatif du terme quadratique de l'aide qui, lorsqu'il est combiné avec un coefficient positif du niveau de l'aide, implique que le rendement marginal de l'aide est initialement positif, mais diminue ensuite¹⁶. Les effets sur la croissance de la plupart des dépenses en faveur des secteurs sociaux, qui ont un impact à long terme sur la croissance, sont plus difficiles à estimer. En outre, toutes les estimations existantes du point de saturation sont tirées de données historiques, et les points de saturation pourraient se situer à des niveaux sensiblement plus élevés à l'avenir, en particulier si l'absorption de l'aide va de pair avec des améliorations du contexte général et de la gouvernance.

Certains éléments montrent que les points de saturation de l'aide et les capacités d'absorption des pays sont supérieurs là où le contexte général de la politique économique est sain¹⁷.

5.2.3. Pays sortant d'un conflit

L'enchaînement des étapes de l'aide et sa composition réclament une attention spéciale dans les pays sortant d'un conflit. Ces pays sont confrontés à des contraintes plus fortes que le bénéficiaire ordinaire d'une aide accrue : les institutions de base doivent être reconstruites avant que l'attention puisse se tourner vers la réalisation des OMD. Si cette reconstruction se déroule bien, la croissance peut repartir rapidement dans ces pays, parallèlement au rétablissement de l'État de droit et au retour des personnes déplacées. Dans ces circonstances, l'aide est efficace mais, pour être optimale, sa composition doit évoluer au fil du temps (Chauvet and Collier, 2004). En outre, le calendrier du décaissement de l'aide par les bailleurs de fonds est généralement mal choisi : l'aide décroît souvent au bout de trois à cinq ans, précisément au moment où la possibilité de

¹⁶Bien qu'il faille être extrêmement prudent dans l'utilisation de ces résultats parce que ceux-ci sont provisoires, Hansen et Tarp (2001) situent les points de saturation de la part de l'aide entre 14 et 27 % du revenu national. D'autres études situent la saturation à 40 % environ, bien au-dessus du niveau actuel des flux d'aide pour la plupart des pays. Pour leur composante de l'aide à impact court, Clemens, Radelet et Bhavnani (2004) concluent que l'impact marginal de l'aide se réduit à zéro à environ 8 à 9 % du PIB. Toutefois, l'aide à impact court ne représentant que la moitié environ de l'aide totale, le point correspondant pour l'aide totale intervient à environ 16 à 18 % du PIB, une fourchette que seul un petit nombre de pays dépassent actuellement. Les points de saturation de l'aide se situeront plus bas pour les pays en phase d'après-conflit, en particulier aux premiers stades de la reconstruction, mais ces flux d'aide contribueront eux-mêmes à augmenter la capacité d'absorption à moyen terme (comme indiqué à la section 5.2.3).

¹⁷Parmi les études examinées dans Clemens and Radelet (2003), plusieurs font dépendre l'impact de l'aide sur la croissance d'un indicateur de qualité des institutions et de choix de politiques du pays. Collier et Dollar (2002) modélisent un lien entre l'impact de l'aide et l'indice d'évaluation des politiques et des institutions nationales de la Banque mondiale, dont l'échelle va de 1 (qualité faible) à 6 (qualité élevée). Pour un pays qui reçoit une note 2, le point de saturation se situe à environ 19 % du PIB. Pour une note de 4,5, il intervient à 43 % du PIB. Ce résultat est conforme aux autres indications selon lesquelles l'efficacité des dépenses publiques dépend de la qualité des institutions (Baldacci *et al.*, 2004). Les indications plus récentes dans Rajan and Subramanian (2005b) sont plus prudentes en ce qui concerne l'existence d'un tel lien.

développer les capacités et de diminuer durablement la pauvreté dans le pays est à son zénith (Collier and Hoeffler, 2004). Le montant d'aide recommandé pour les pays sortant d'un conflit est assez similaire au niveau d'un programme d'expansion. Cela semble indiquer qu'à l'issue de la première phase de la reconstruction, les lignes directrices énoncées dans le présent manuel sont directement applicables aux pays sortant d'un conflit.

5.3. Sauvegarder l'épargne et l'investissement privés

L'investissement public peut intégrer l'investissement privé dans les pays de l'Afrique subsaharienne. L'intégration du secteur privé s'exprime probablement par la complémentarité de l'investissement privé et de certaines composantes de l'investissement public, en particulier l'infrastructure (Odedokun, 1997). On trouve des indications de l'intégration du secteur privé dans diverses séries de données et méthodes¹⁸. Le tableau A.2.6 de l'appendice résume certaines des études pertinentes.

L'amélioration du climat de l'investissement et le renforcement du secteur financier sont des éléments importants de tout scénario d'expansion de l'aide. Beaucoup de pays ont, ces dernières années, réalisé des études diagnostiques de l'intégration du commerce comme moyen d'incorporer les questions de commerce et d'investissement dans leurs stratégies de développement¹⁹. Par exemple, l'étude diagnostique de l'intégration du commerce réalisée en 2004 pour l'Éthiopie recommandait des améliorations de la politique commerciale, du cadre législatif et réglementaire, et des institutions et des services de facilitation des échanges afin d'encourager une plus grande intégration dans l'économie mondiale et d'accroître l'investissement direct étranger.

D'une manière plus générale, il convient d'inclure dans tout scénario d'expansion de l'aide des mesures destinées à renforcer les institutions du secteur financier. Le but est de développer l'épargne et l'investissement privés à moyen terme et de permettre en définitive au pays de cesser d'être dépendant des sources officielles de financement, et de s'adresser à des sources privées. Ces mesures devraient inclure la mise en place de normes internationales pour la surveillance bancaire, un environnement concurrentiel, et des marchés financiers performants, ainsi que l'adoption de mesures destinées à renforcer le secteur du micro-financement et à améliorer l'accès au crédit.

Le développement à moyen terme de l'épargne et de l'investissement du secteur privé permettra en définitive au pays de cesser d'être dépendant des sources officielles de financement.

¹⁸Greene et Villanueva (1991) notent cet effet pour un petit échantillon de pays en développement en Afrique subsaharienne, l'Asie et l'Amérique latine, en appliquant une approche de groupe. Hadjimichael et Ghura (1995) la relèvent dans une régression sur données de panel pour un échantillon important de l'Afrique subsaharienne, tandis que Ghura et Goodwin (2000), qui utilisent également des méthodes de panel, concluent que l'effet n'est présent que pour les pays de l'Afrique subsaharienne, tandis que l'éviction s'observait pour l'Asie et l'Amérique latine. Belloc et Vertova (2004) étudient l'effet au niveau des pays et confirment l'intégration pour quatre des cinq pays de l'Afrique subsaharienne qu'ils examinent (l'exception étant le Malawi).

¹⁹Le cadre intégré qui finance les études diagnostiques de l'intégration du commerce a été mis en place en 1997 par six institutions multilatérales (FMI, CCI, CNUCED, PNUD, Banque mondiale et OMC) afin de faciliter la coordination de l'assistance technique liée au commerce pour les pays à faible revenu.

5.4. Élever le niveau des dépenses en pourcentage du PIB

Les dépenses publiques ont de fortes incidences sur la croissance lorsqu'elles sont orientées sur les facteurs de production, comme le capital physique, qui sont augmentés par l'investissement public.

Les indications économétriques de l'impact initial des dépenses publiques sur la croissance sont sensibles aux données et à la méthode utilisées. Le lien est le plus évident lorsqu'il est possible de relier les dépenses aux stocks des facteurs de production, notamment le capital physique, qui sont augmentés par l'investissement public. De nombreuses études confirment le rôle productif de divers types d'investissements d'infrastructure dans les pays à faible revenu. Le tableau A.2.7 de l'appendice résume les études qui utilisent soit la fonction de production, soit les régressions relatives à la croissance et s'appuient sur des données relatives à l'Afrique²⁰. La production réagit positivement au développement des infrastructures, et il existe également de fortes complémentarités entre les différentes composantes des dépenses d'investissement (Canning and Bennathan, 2000). L'implication est que les taux de rendement diminuent très rapidement pour une augmentation de toute composante du capital. Pour les pays à faible revenu, ce sont les projets liés à l'électricité qui peuvent produire les rendements les plus élevés (Canning and Bennathan, 2000). La réduction des écarts sur le plan des infrastructures entre les pays moyens et les chefs de file régionaux peut aussi apporter d'importants gains en termes de croissance (Calderon and Servén, 2004).

Les régressions relatives à la croissance indiquent que l'impact moyen sur la croissance par habitant d'une augmentation correspondant à 1 % du PIB de l'investissement dans les secteurs sociaux ou des dépenses publiques d'investissement se situe dans une fourchette de 0,5 à 1,0 % sur une période de cinq ans. Ces études sont résumées aux tableaux A.2.7 et A.2.8. de l'appendice²¹.

5.5. Confirmer l'impact positif de l'aide

Les études de cas montrent que l'aide a une incidence positive sur la croissance, encore qu'il soit difficile d'établir la corrélation entre les causes et les effets, compte tenu des différences d'un pays à l'autre, qu'il s'agisse de leur situation ou de leur utilisation des flux d'aide. L'étude sur la croissance au bénéfice des pauvres réalisée par des bailleurs de fonds multiples (Agence française

²⁰Les différentes études relatives à des pays en développement signalées dans Briceño-Garmendia, Estache, and Shafik (2004) concluent toutes que le développement des infrastructures a un effet positif sur la production, même si aucune ne traite de l'Afrique en particulier.

²¹Le débat méthodologique associé à ces études a confirmé la nécessité de neutraliser la causalité inverse de la croissance de la production à l'investissement public. Une étude particulièrement pertinente pour l'Afrique subsaharienne est celle de Gupta, Clements, Baldacci, and Mulas-Granado (2004) qui traite de 39 pays sous programme avec le FMI, dont 24 font partie de l'Afrique subsaharienne. Elle conclut à un effet de 0,7 % du taux de croissance produit par une augmentation de 1 % du PIB des dépenses d'équipement sur une période de cinq ans. Avec un échantillon plus vaste de 120 pays, Baldacci *et al.* (2004) simulent l'augmentation incrémentielle de la croissance à long terme que produit une augmentation de 1 % du PIB des dépenses d'éducation et de santé. Pour l'éducation, la croissance du PIB par habitant est, en moyenne, plus élevée de 0,9 % et, pour les dépenses de santé, de 0,4 %. Ces estimations sont tirées d'expériences de pays dans lesquels l'élasticité des importations est inférieure à un et, où par conséquent, le détournement du surcroît d'aide vers les importations n'est pas total.

de développement *et al.*, 2005) conclut que les flux d'aide ont favorisé une croissance plus forte dans les années 90 pour les pays africains des études de cas. Les études sur lesquelles elle s'appuie sont centrées à la fois sur l'impact de l'aide sur la croissance et sur la capacité des pauvres à prendre part à la croissance. L'effet de l'aide sur la croissance a été le plus prononcé en Ouganda et a agi par le biais de la reconstruction, de l'amélioration de la gestion économique, des programmes sociaux sectoriels et des améliorations de l'administration publique. L'aide a aussi beaucoup contribué à l'allègement des contraintes que la charge de la dette fait peser sur la croissance. De même, l'étude de cas relative au Ghana conclut que l'aide a joué le double rôle de soutien à la stabilisation macroéconomique et de stimulation des programmes sociaux sectoriels qui, sans cela, auraient pu être supprimés par manque de ressources. Les autres études de cas (Zambie, Burkina Faso et Sénégal) explorent moins en détail l'impact de l'aide mais relèvent toutes l'importance de l'aide pour le financement des programmes de santé et d'éducation, qui soutient ainsi la composante du capital humain dans le processus de croissance.

La solidité relative des systèmes de gestion des dépenses publiques est également un déterminant important de l'impact des flux d'aide sur la croissance. Les études relatives à l'incidence budgétaire de l'aide en Ouganda, en Zambie et au Malawi, réalisées par l'Overseas Development Institute (Fagernäs and Roberts, 2004), concluent que l'impact discernable le plus marqué sur la croissance se situe en Ouganda. Pour les autres pays, le principal avantage a été la capacité de protéger certains programmes dans les secteurs sociaux et d'investissement public essentiels à une époque de restriction budgétaire généralisée et de dérapage des politiques. Une différence manifeste entre les trois pays concerne le fonctionnement des mécanismes d'affectation de l'aide. L'Ouganda est beaucoup plus proche d'un cadre budgétaire intégré unique pour toutes les sources de financement, ce qui permet d'orienter l'aide vers son utilisation la plus productive et d'accentuer l'impact sur la croissance. Le Malawi et la Zambie, par contre, conservent une affectation classique des flux d'aide à des programmes de développement précis, même lorsque ceux-ci n'offrent pas la plus forte incidence sur la croissance.

Les expériences des pays qui bénéficient de ressources exceptionnelles procurent des enseignements pour les pays qui bénéficient d'une expansion de l'aide, plus particulièrement en mettant en avant la nécessité d'une gestion efficace et d'un ciblage des flux d'aide. Si l'analogie entre les flux d'aide et les revenus des ressources naturelles est certes imparfaite, il demeure que ces deux sortes de flux créent des difficultés similaires, notamment le risque de syndrome hollandais, de détournement de fonds et de dégradation des institutions en raison de la moindre incitation à mobiliser des recettes (Hausmann and Rigobon, 2003)²². Dans les pays en développement, la manne des ressources naturelles peut déboucher sur la dilapidation du patrimoine de ressources, voire sur une croissance négative. Il est d'autant plus important que l'aide soit fournie dans un cadre qui favorise l'utilisation efficace des ressources supplémentaires.

L'aide peut protéger les programmes dans les secteurs sociaux et l'investissement public en période de pénurie de ressources ou de dérapage des politiques.

L'aide est plus efficace lorsqu'elle est fournie dans un cadre qui favorise l'utilisation des ressources supplémentaires.

²²L'analogie entre les flux d'aide et la hausse rapide des revenus des ressources naturelles est imparfaite parce que l'aide est normalement accordée par les bailleurs de fonds sous réserve d'accord préalable sur des conditions de politique économique appropriées. De plus, s'il apparaît que les flux d'aide ne sont pas absorbés entièrement, ils risquent de diminuer.

6

Relever d'autres défis budgétaires

La politique budgétaire peut devenir plus compliquée dans un contexte d'abondance de l'aide (Heller, 2005), et la présente section se penche sur un certain nombre d'aspects budgétaires qui doivent être pris en considération dans un scénario d'expansion de l'aide.

6.1. Mettre au point une stratégie de sortie

Lorsqu'un État développe son programme de dépenses, il embauche généralement plus de travailleurs, fournit des services supplémentaires au public et doit entretenir une infrastructure nouvelle. Il est alors confronté à une difficulté : que faire si (ou plutôt quand, très probablement) l'aide des bailleurs de fonds ne se maintient pas au niveau accru? S'il devient difficile de réduire les dépenses en réponse à un déficit ou à une diminution du financement au moyen de l'aide, les pressions dans le sens d'un financement du déficit au moyen de ressources intérieures deviennent nettement plus fortes.

Ce qui précède montre qu'il importe d'élaborer une «stratégie de sortie», c'est-à-dire la voie macroéconomique que le pays empruntera après que les flux d'aide auront retrouvé des niveaux plus normaux ou, peut-être, moins que normaux, si les flux d'aide ont été concentrés en début de période. Si un gouvernement décide d'atténuer l'incidence de la variabilité de l'aide, par exemple, il pourrait prévoir d'accumuler un certain montant de réserves (ou d'utiliser certaines de ses réserves existantes), ce qui affectera les stratégies de gestion monétaire (comme indiqué à la section 3).

6.1.1. La diminution de l'aide

La planification de mesures en vue de faire face à la cessation des flux d'aide accrus est un élément vital de tout scénario d'expansion de l'aide. Ce scénario part de l'hypothèse d'un pic temporaire des flux d'aide, d'une durée de dix ans par exemple, suivi d'une période correspondante de diminution de l'aide (par exemple, les dix années suivantes) au cours de laquelle les flux d'aide retrouvent leurs niveaux initiaux. Il est important d'illustrer l'impact potentiel de la période de diminution sur les projections macroéconomiques, même si ces projections de la dernière année seront fortement incertaines.

La stratégie de sortie est la voie macroéconomique que le pays empruntera après que les flux d'aide accrus auront retrouvé des niveaux plus normaux.

La hausse temporaire de l'aide permet aux pouvoirs publics d'accroître les dépenses courantes et d'investissement (en pourcentage du PIB), mais les politiques appliquées pendant la période d'expansion de l'aide doivent être compatibles avec une transition sans heurts lors de la période de diminution de l'aide afin de tenir compte du nouveau contexte d'aide réduite. Comme indiqué plus haut, si les États, pendant la période de diminution de l'aide, éprouvent des difficultés à réduire les dépenses par rapport aux niveaux antérieurs, lorsque ces dépenses étaient financées par l'aide, de fortes pressions peuvent apparaître dans le sens d'un financement plus important du déficit par des ressources intérieures.

Pendant la période d'expansion de l'aide, les politiques doivent être compatibles avec une transition sans heurts lors de la période de diminution de l'aide.

6.1.2. L'initiative privée

Pour stimuler l'activité économique, les flux d'aide officiels devront à terme être remplacés par des sources de financement privées. Le caractère temporaire des flux d'aide exceptionnels met en évidence la nécessité de maintenir ou de renforcer l'effort de mobilisation des recettes intérieures (voir section 4) et d'encourager l'augmentation de l'épargne et de l'investissement privés, notamment par des politiques de stimulation de l'investissement direct étranger. Une réponse forte du secteur privé (et, par conséquent, un élargissement effectif de l'assiette fiscale) réduira l'ajustement budgétaire nécessaire lorsque l'aide extérieure diminuera. Elle atténuera aussi les effets négatifs éventuels de la diminution de l'aide sur la croissance.

6.1.3. Niveau réel des dépenses

Lors de l'élaboration de la stratégie de sortie, il est probable que l'on postulera une baisse des dépenses publiques courantes et d'investissement (en pourcentage du PIB). Il importe toutefois que cette diminution de l'aide soit suffisamment progressive pour permettre, si possible, de maintenir le niveau des dépenses courantes en termes réels. La constitution de réserves plus importantes pendant la phase d'expansion de l'aide peut aussi rendre possible une réduction plus progressive des dépenses publiques pendant les années de diminution de l'aide.

6.2. Estimer correctement les dépenses courantes

Les pays devraient incorporer dans leur CDMT des dépenses courantes suffisantes pour financer les augmentations projetées de l'investissement à moyen terme. Un programme d'expansion des investissements publics est susceptible d'entraîner des coûts marginaux récurrents élevés même si les coûts courants moyens sont faibles²³. Un scénario d'expansion de l'aide devrait inclure des

²³Hood, Husband et Yu (2002) calculent le pourcentage moyen des coûts annuels récurrents par rapport aux dépenses d'investissement pour des projets de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement dans une série de secteurs. Les pourcentages pouvaient atteindre 7 % dans le secteur de la santé, 5 % dans celui des transports et de l'énergie, et 33 % dans celui de l'éducation, mais il y avait aussi des écarts énormes, même entre des types de projets similaires. Certains types d'écarts s'expliquaient facilement. Par exemple, moderniser des installations existantes entraîne moins de coûts courants qu'en construire de nouvelles, parce que les obligations récurrentes des premières étaient en place avant le début du projet.

estimations généreuses pour les dépenses courantes relatives aux nouvelles infrastructures, en particulier lorsque les dépenses courantes sont déjà insuffisantes pour exploiter et entretenir correctement les infrastructures existantes et ne font pas partie du CDMT. Les facteurs qui portent à négliger les dépenses courantes sont bien connus : la préférence passée des bailleurs de fonds pour les projets d'investissement, l'idée que les nouveaux projets apportent un avantage politique, et l'absence de conséquences négatives immédiates lorsque l'entretien est reporté.

Les États ont éprouvé des difficultés à mobiliser des ressources intérieures pour des opérations d'entretien (par exemple, au moyen de redevances d'usage), en particulier lorsque le service peut être considéré comme essentiel. Par contre, l'existence d'infrastructures sous-utilisées offre la perspective de rendements rapides des dépenses courantes supplémentaires, s'il est possible de remettre les infrastructures en état pour un coût inférieur à celui de la construction d'infrastructures nouvelles. À plus long terme, les pouvoirs publics doivent renforcer leurs systèmes de budgétisation pour y incorporer des estimations fiables des besoins de dépenses courantes.

Les dépenses dans les secteurs sociaux en Afrique subsaharienne n'ont pas été bien ciblées sur les pauvres.

6.3. Cibler les pauvres

Ces dernières années, les pays d'Afrique du Sud ont augmenté leurs dépenses dans les secteurs sociaux, mais ces dépenses ne sont pas toujours ciblées en particulier sur les ménages pauvres. Une étude récente portant sur l'expérience de 56 pays entre 1960 et 2000 conclut que le ciblage des dépenses sociales sur les pauvres en Afrique subsaharienne était très peu efficace, même s'il s'est quelque peu amélioré dans les années 90 (Davoodi, Tiongson, and Asawanuchit, 2003). C'est particulièrement perceptible dans le cas des dépenses d'éducation. On sait assez bien que les dépenses consacrées à l'enseignement secondaire et tertiaire profitent généralement aux ménages aisés, mais l'Afrique subsaharienne est à la traîne par rapport aux autres régions, même pour le ciblage des dépenses sur l'enseignement primaire public : 18 % seulement des dépenses concernent le quintile inférieur de la population. De même, il existe un écart important entre les prestations servies aux ménages les plus pauvres et celles servies aux plus riches en ce qui concerne les dépenses de santé publique en Afrique subsaharienne, en particulier les dépenses consacrées aux hôpitaux : le quintile le plus pauvre en reçoit 12 %, contre 31 % au quintile le plus riche.

Les dépenses improductives sont la différence entre les dépenses effectives pour un programme et les dépenses réduites qui produiraient le même avantage social avec un rapport efficacité-coût maximal.

6.4. Maîtriser les dépenses improductives

Il existe une corrélation positive entre les résultats sur le plan de la santé et de l'éducation, la gouvernance, et l'efficacité du ciblage, ce qui semble indiquer que l'équité et l'efficacité se complètent mutuellement et améliorent l'incidence globale des dépenses (Davoodi, Tiongson, and Asawanuchit, 2003). Cela souligne l'importance de la mise en place de politiques visant à axer comme il convient les dépenses sur la lutte contre la pauvreté et à en améliorer la performance et l'efficacité, autrement dit, à diminuer les dépenses improductives. On

entend par «dépenses improductives» la différence entre les dépenses effectives faites pour un programme et les dépenses réduites qui produiraient le même avantage social avec un rapport efficacité-coût maximal (voir Chu *et al.*, 1995).

6.5. Le bon équilibre entre lutte contre la pauvreté et croissance

Il peut y avoir un choix à opérer entre lutte contre la pauvreté et croissance d'un secteur donné ou taux de croissance global. L'aide peut avoir le meilleur rendement et favoriser le taux de croissance le plus élevé lorsqu'elle est utilisée pour améliorer la réactivité de l'offre du secteur des biens non échangeables (Adam and Bevan, 2003). Cependant, une telle politique peut ne pas être bénéfique aux pauvres si les revenus des pauvres ne sont pas étroitement liés au secteur visé.

L'aide accrue peut aussi entraîner des pressions sur les salaires, ce qui peut avoir un effet négatif sur les pauvres qui ne bénéficient pas des augmentations salariales. Concrètement, les salaires dans les secteurs sociaux peuvent augmenter lorsqu'ils sont financés par l'aide, ce qui pousse à la hausse les salaires du secteur formel ailleurs dans l'économie, y compris dans le secteur manufacturier. Étant donné que la plupart des pauvres dépendent de l'agriculture et du secteur informel, ces augmentations salariales ne rehaussent pas directement leur revenu. De surcroît, même si certains pauvres peuvent bénéficier d'une augmentation des salaires dans le secteur formel, ils ont souvent des liens étroits avec le secteur des exportations (Rajan and Subramanian, 2005a). Il se peut dès lors que les dépenses dans les secteurs sociaux destinées à réduire la pauvreté ne constituent pas la stratégie de croissance ou la stratégie «pro-pauvres» optimale, en particulier si les dépenses sociales accrues ne sont pas bien ciblées sur les pauvres.

Les flux d'aide accrus peuvent créer des pressions sur les salaires, ce qui peut avoir une incidence négative sur les pauvres.

6.6. Réduire au minimum les goulets d'étranglement et améliorer la coordination

Il est difficile de prévoir les goulets d'étranglement sectoriels. La meilleure façon de les repérer est de contrôler fréquemment les indicateurs d'impact sur l'aide. Idéalement, un diagnostic détaillé de la capacité sectorielle est utilisé pour orienter l'affectation de l'aide afin d'éviter, dans tout secteur, une pression excessive dans le sens de l'ajustement. Un plan d'investissement sectoriel établi par la Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds partenaires peut fournir des orientations, par exemple en ce qui concerne les besoins d'effectifs à prévoir dans les secteurs de la santé et de l'éducation pour atteindre les OMD pour ces secteurs. Par exemple, le modèle MAMS (Maquette for MDG Simulations) de la Banque mondiale indique que l'Éthiopie peut atteindre les OMD en ce qui concerne l'enseignement primaire universel mais que, pour y parvenir, il faudrait 52.000 enseignants de plus (soit une augmentation de 66 %), même au ratio actuel de 75 élèves pour un enseignant. Pour améliorer la qualité de l'enseignement en ramenant ce ratio à 40 élèves pour un enseignant, il faudrait 160.000 enseignants supplémentaires, soit un dou-

blement du total actuel. Cette augmentation relative importante du nombre d'enseignants pourrait déclencher une augmentation substantielle des salaires ou un recul des compétences moyennes.

Le transfert aux ONG de la fonction d'affectation de l'aide ne permet pas en soi d'éviter les contraintes macroéconomiques de l'absorption.

6.6.1. Incorporer les activités des ONG dans le budget

Des difficultés particulières peuvent se produire lorsque les bailleurs de fonds acheminent l'aide par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales (ONG). Il peut être utile de recourir aux ONG si le secteur public n'est pas capable d'absorber le surcroît d'aide. Cela dit, le transfert aux ONG de la fonction d'affectation de l'aide ne permet pas en soi d'éviter les contraintes macroéconomiques de l'absorption, qui sont liées aux réponses globales de l'offre dans les secteurs des biens échangeables et non échangeables. De plus, il est important de veiller à ce que les plans de dépenses des ONG soient coordonnés avec ceux du budget de l'État afin d'éviter les doubles emplois.

L'acheminement de l'aide par l'intermédiaire des ONG risque en outre d'affaiblir les efforts de renforcement des capacités de prestation des services du secteur social au sein du secteur public²⁴. Si les pays pauvres sont incapables d'absorber à court terme l'aide où que ce soit dans leurs économies intérieures, les bailleurs de fonds peuvent réaffecter une partie de l'aide pour financer des biens publics mondiaux (par exemple, la recherche sur le paludisme) en dehors du pays bénéficiaire, ce qui empêcherait la macroéconomie du pays bénéficiaire de subir des effets négatifs.

6.6.2. Les échelons inférieurs de l'administration publique

Il est essentiel de renforcer les capacités des institutions publiques au niveau infranational dans les pays où une part substantielle des dépenses sociales est déléguée aux niveaux inférieurs de l'administration publique. L'Ouganda, par exemple, a transféré l'exécution de la plupart des services sociaux aux pouvoirs publics locaux. À cette fin, quelque 40 % du budget du gouvernement central sont transférés aux plus hauts niveaux des pouvoirs locaux. Toutefois, l'administration centrale n'est pas encore en mesure de surveiller efficacement l'utilisation de ces ressources limitée. Il faut donc que les scénarios d'expansion de l'aide évaluent la capacité des autorités publiques infranationales à exécuter les dépenses sociales et à rendre compte de cette exécution, ainsi que les besoins de renforcement des capacités, aux différents niveaux, qui peuvent être financés par des bailleurs de fonds.

²⁴Par exemple, les États-Unis ont mis en place un programme d'urgence (*President's Emergency Program for AIDS Relief (PEPFAR)*), qui attribuera 15 milliards de dollars sur cinq ans (à compter de 2004), les dépenses augmentant parallèlement à l'amélioration des capacités de mise en œuvre. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) finance actuellement l'initiative mondiale «3 fois 5», qui a pour but de fournir des antirétroviraux à 3 millions de personnes positives au VIH de plus d'ici à la fin de 2005. Une part importante des fonds provenant de ces deux programmes sera acheminée par l'intermédiaire d'ONG.

6.6.3. La capacité existante du secteur privé

Lorsque le secteur public ne peut guère accroître les prestations de services, il peut être utile de recourir aux ressources existantes du secteur privé. Dans beaucoup de cas, le secteur privé peut élargir plus rapidement son champ d'action que le secteur public en vue de répondre à une demande accrue de services, ce qui améliore encore les contraintes de capacité sectorielles. Il est possible d'utiliser des systèmes de transfert de type coupons pour garantir que les pauvres aient accès aux services de base lorsque le champ des prestations du secteur privé s'élargit.

En réalité, les pauvres sont souvent de gros utilisateurs des services privés de santé et d'éducation en raison des défaillances des services publics dans les régions pauvres. Par exemple, la Banque mondiale (2004) montre que les dépenses de santé privées sont aussi importantes que les dépenses publiques en Afrique subsaharienne et que, chez les ménages les plus riches de la région, le pourcentage des naissances assistées et des traitements d'infections respiratoires dans des installations médicales publiques est plus élevé que chez les ménages pauvres. La répartition public/privé dans le domaine de la santé diffère selon le type de services : les installations publiques jouent généralement un rôle plus important que les structures privées pour les soins préventifs comme les vaccinations, le contraire étant vrai pour les soins thérapeutiques. Le secteur privé joue également un rôle non négligeable dans le secteur de l'éducation en Afrique subsaharienne, mais c'est moins vrai dans les domaines des équipements collectifs et de l'infrastructure.

Les pauvres sont souvent de gros utilisateurs des services privés de santé et d'éducation.

7

Renforcer la gouvernance

Il est de plus en plus largement admis qu'une bonne gouvernance est essentielle si l'on veut que les flux d'aide accrus soient efficaces pour promouvoir la croissance et réduire la pauvreté²⁵. Les grands bailleurs de fonds ont réitéré cet argument récemment encore, lors du Sommet du Groupe des huit pays industriels à Gleneagles, en Écosse (Groupe des Huit, 2005). Le renforcement de la gouvernance rendra donc plus probable le décaissement effectif des flux d'aide promis dans le cadre des nouveaux programmes d'expansion de l'aide²⁶.

7.1. Réduire la corruption

La réduction de la corruption peut renforcer la croissance et améliorer l'absorption de l'aide.

La recherche de rentes, comportement que l'on observe dans tous les pays, est plus omniprésente dans certains pays que dans d'autres. La corruption généralisée est généralement liée au fait que les droits de propriété sont mal garantis, que l'état de droit est défaillant et que les incitations à l'investissement productif sont insuffisantes, autant de facteurs qui, par eux-mêmes, nuisent à la croissance économique.

Ces dernières années, de multiples études ont été consacrées à la corrélation négative entre le niveau de corruption dans un pays et ses réalisations sociales et économiques. La corruption a particulièrement retenu l'attention. En effet, l'existence d'instruments de mesure de la corruption contribue à «quantifier» son ampleur et permet des comparaisons à l'échelle internationale. Beaucoup d'études utilisent les indices de corruption mis au point par Business International, International Country Risk Guide, et Transparency International. Deux séries d'indicateurs de la Banque mondiale occupent toutefois désormais le

²⁵Voir, par exemple, Commission pour l'Afrique (2005).

²⁶Le lien entre aide et gouvernance est un aspect central du Millennium Challenge Account (MCA) des États-Unis d'Amérique, qui affecte l'aide directement aux priorités particulières des pays. L'admissibilité d'un pays à l'aide est déterminée par un ensemble d'indicateurs, notamment un indice de corruption. Pour 2005, sept pays d'Afrique subsaharienne y sont admissibles : Bénin, Ghana, Lesotho, Madagascar, Mali, Mozambique et Sénégal. Sept autres pays d'Afrique subsaharienne ont un statut «limite», ce qui signifie qu'ils remplissent presque les critères d'admissibilité et qu'ils peuvent avoir accès à certains flux d'aide pour progresser davantage. Il s'agit des pays suivants : Burkina Faso, Kenya, Malawi, Ouganda, São Tomé-et-Príncipe, Tanzanie et Zambie. Voir <http://www.mca.gov/>.

devant de la scène : les notations du Country Policy and Institutional Assessment (dont les informations sont publiques depuis 2005), et les indicateurs de six composantes de la gouvernance, de l'Institut de la Banque mondiale (qui couvrent la quasi-totalité des pays et sont disponibles semestriellement depuis 1996).

7.1.1. L'effet de la corruption sur la performance économique

Les travaux empiriques mettent en évidence l'impact négatif de la corruption sur la croissance, les finances publiques, la pauvreté, l'inégalité des revenus et les services sociaux. Le tableau A.2.9 de l'appendice résume certains des résultats²⁷. On constate que la corruption ralentit la croissance parce qu'elle réduit l'investissement privé, attire les talents vers des activités improductives et encourage la mauvaise gestion des ressources naturelles. L'expérience de l'ex-Union soviétique et de l'Europe de l'Est indique que les réformes structurelles destinées à rationaliser le rôle de l'État, à laisser davantage le marché déterminer les prix et à créer un cadre réglementaire solide contribuent de manière directe et indirecte à la croissance en réduisant la fréquence de la corruption (Abed and Davoodi, 2002).

La corruption altère par ailleurs la composition des dépenses publiques en faveur des secteurs où il est plus facile de percevoir des pots-de-vin. En règle générale, la corruption détourne les dépenses de l'entretien et des réparations de routine, de l'éducation et de la santé au profit d'investissements publics excessifs et inefficaces et de l'augmentation des dépenses militaires²⁸. Le capital humain et l'investissement sont de même pénalisés par la mauvaise gouvernance, ce qui limite l'impact des dépenses sociales sur la croissance. La corruption sous forme de détournement des fonds publics est cause non seulement de la médiocrité des indicateurs sociaux, mais aussi de la faiblesse des recettes, car elle contribue à l'évasion fiscale, à des exonérations fiscales indues et aux carences de l'administration des impôts (Ghura, 2002).

7.1.2. Des stratégies efficaces de lutte contre la corruption

Dans un pays où la gouvernance est défaillante, des mesures efficaces de lutte contre la corruption devraient renforcer l'effet de l'expansion de l'aide sur la croissance. En règle générale, les stratégies efficaces de lutte contre la corruption supposent l'existence d'un dispositif réel et efficace pour réfréner les instincts des individus à abuser de leur charge publique pour leur profit personnel. Les fonctionnaires doivent être conscients du fait que, s'ils abusent de leur charge, ils risquent fort d'être pris, condamnés et sanctionnés.

Le succès des stratégies de lutte contre la corruption dépend de la présence d'un moyen crédible pour empêcher l'abus des charges publiques.

²⁷Un certain nombre d'études examinent les répercussions négatives de la corruption sur la croissance. Mauro (1995) montre que l'augmentation d'une unité de la corruption (sur une échelle de 1 à 10) réduit de 0,3 à 1,8 point la croissance réelle du PIB par habitant; Leite et Weidman (2002) et Abed et Davoodi (2002) signalent une marge un peu plus réduite de part et d'autre de 1 %.

²⁸Gupta, Davoodi et Tiongson (2002) concluent qu'un degré élevé de corruption a des conséquences nocives sur les indicateurs sociaux comme les taux de mortalité infantile et le taux d'abandon scolaire. Baldacci *et al.* (2004) attribuent un rôle essentiel à la gouvernance, s'agissant d'influer sur l'efficacité des interventions dans les domaines de l'éducation et de la santé. Ils concluent, en particulier, que les dépenses de santé n'ont pas d'incidence sur les indicateurs sociaux dans les pays où la gouvernance est défaillante.

De surcroît, la poursuite en justice des personnages de haut vol gravement corrompus est «un volet essentiel d'une stratégie de lutte contre la corruption, si l'on veut que les citoyens cyniques soient convaincus que les discours anticorruption ne sont pas de vaines paroles» (Klitgaard, Maclean-Abaroa, and Parris, 1999). Les organes indépendants de lutte contre la corruption peuvent avoir un rôle à jouer à cet égard. Leur travail doit être complété par un programme d'information permanente du public destiné à sensibiliser celui-ci aux effets négatifs de la corruption et par un système qui permette au public de signaler les actes de corruption sans crainte de représailles.

Il est vital, par ailleurs, de libéraliser et de réformer les institutions et les pratiques pour restreindre les possibilités de recherche de rentes et de corruption, et de renforcer les fonctions de vérification publique. Ces réformes renforcent également la mobilisation des recettes intérieures en signalant la capacité et la volonté des pouvoirs publics de rendre compte de la manière dont les recettes sont dépensées.

7.1.3. Briser le cercle de la mauvaise gouvernance

Il existe, au-delà de l'impact négatif sur la croissance, un cercle de mauvaise gouvernance qui s'autoalimente. Les citoyens exigent de moins en moins de leurs gouvernants si leurs demandes restent sans suite, et leurs attentes se réduisent. Il est important de rompre ce cercle dans le cadre de l'expansion de l'aide, même s'il est difficile de quantifier la contribution de cet effort à l'amélioration de la gouvernance.

7.2. Améliorer les systèmes de gestion des dépenses publiques

Des systèmes performants de gestion des dépenses publiques sont essentiels afin que les flux d'aide soient absorbés avec efficacité. Ils donnent aux bailleurs de fonds l'assurance que leurs ressources sont utilisées aux fins prévues tout en réduisant les coûts de transaction liés à la préparation des comptes demandés par les bailleurs de fonds. Ils améliorent aussi la gouvernance en assurant une plus grande efficacité et une meilleure transparence des dépenses publiques (y compris pour les citoyens). Enfin, ils aident les États à mettre en œuvre les scénarios d'expansion de l'aide en orientant les dépenses vers les domaines prioritaires.

La plupart des systèmes de gestion des dépenses publiques des pays africains requièrent une profonde modernisation, et les bailleurs de fonds en ont fait une priorité. La Banque mondiale et le FMI ont évalué les systèmes de gestion des dépenses publiques dans les pays pauvres très endettés (PPTE) et ont conclu que ces systèmes nécessitaient une modernisation radicale dans 16 pays africains, une modernisation modérée dans 4 d'entre eux, et peu de modernisation dans deux pays seulement, ce qui tend à indiquer que les scénarios d'expansion de l'aide devront inclure des ressources destinées à renforcer les systèmes de gestion des dépenses publiques.

Outre la Banque mondiale et le FMI, plus de 50 organismes donateurs sont actifs dans cette région, et leur aide pourrait être sollicitée. La mise

La mise en place de systèmes performants de gestion des dépenses publiques n'est qu'un élément d'un effort plus vaste pour consolider les institutions budgétaires.

en place des systèmes de gestion des dépenses publiques performants n'est qu'une partie d'un effort plus vaste pour consolider les institutions budgétaires, que de nombreux bailleurs de fonds appuient actuellement. Les politiques visant à introduire une plus grande transparence, à renforcer les règles qui régissent les procédures budgétaires et l'obligation de rendre compte, et à élaborer des CDMT sont autant d'éléments qui s'inscrivent dans cet effort et peuvent donner aux bailleurs de fonds une assurance supplémentaire que l'aide accrue sera utilisée efficacement (Diamond, 2006). En République du Congo, par exemple, la publication récente des données budgétaires, des rapports vérifiés sur les activités pétrolières et des rapports de vérification externe des recettes publiques, des contrats pétroliers et d'autres données a transmis aux partenaires du développement du pays un puissant signal qui leur indique qu'un changement concerté du régime de gouvernement est en cours (Banque mondiale et FMI, 2005).

8

Maintenir la viabilité de l'endettement

Une analyse actualisée de la viabilité de la dette peut être un élément indispensable du scénario d'expansion de l'aide.

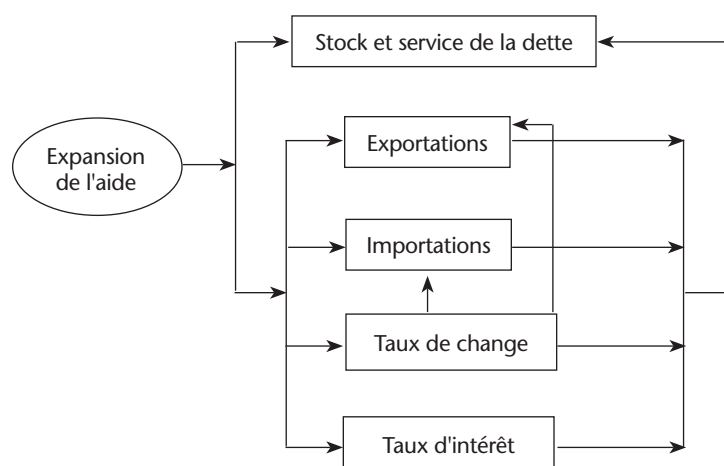
Tous les scénarios d'expansion de l'aide doivent être compatibles avec la viabilité de la dette publique et de la dette extérieure. Le surcroît d'aide peut avoir des répercussions non négligeables sur des évolutions macroéconomiques qui sont cruciales pour la dynamique de la dette dans le pays bénéficiaire. Les niveaux d'aide supérieurs influenceront probablement sur le rythme de croissance du PIB, sur la situation budgétaire, sur les taux d'intérêt et sur la balance des paiements.

Même si l'on présume que la *totalité* du financement supplémentaire inclus dans le scénario d'expansion de l'aide prendra la forme de dons extérieurs, la charge de la dette ne s'améliorera pas nécessairement au fil du temps, comparée au scénario de référence sous-jacent. Si, en outre, une partie de l'expansion consiste en un accroissement des financements par voie de prêts concessionnels ou en une hausse des emprunts intérieurs, une analyse actualisée de viabilité de la dette qui porte à la fois sur la dette extérieure et sur la dette publique totale devient un élément indispensable du scénario d'expansion de l'aide²⁹.

L'analyse actualisée de viabilité de la dette devrait porter sur un horizon éloigné, par exemple vingt ans à compter de l'année de référence. Ce long cadre temporel est nécessaire parce que l'échéance (et, partant, les implications en termes de service de la dette) des nouveaux emprunts peut être éloignée, et le remboursement du principal des nouveaux emprunts pourrait accroître les obligations du service de la dette lorsque les flux d'aide seront ramenés à des niveaux plus normaux.

²⁹Un rapport d'analyse de la viabilité de la dette (AVD) est établi par les services du FMI et de la Banque mondiale et par les autorités du pays. Ce rapport inclut une analyse exhaustive de la situation de la dette extérieure du pays concerné ainsi qu'une simulation de l'incidence de l'utilisation intégrale des mécanismes classiques d'allègement de la dette. Les analyses de la viabilité de la dette remplacent les documents PPTE pour les pays qui ont satisfait aux conditions requises pour atteindre le point de décision dans le cadre de l'initiative en faveur des PPTE, mais qui n'ont pas besoin d'aide au titre de cette initiative parce qu'ils ont une dette extérieure viable après recours intégral aux mécanismes classiques d'allègement de la dette.

Graphique 1. Incidence de l'expansion de l'aide sur la dette extérieure



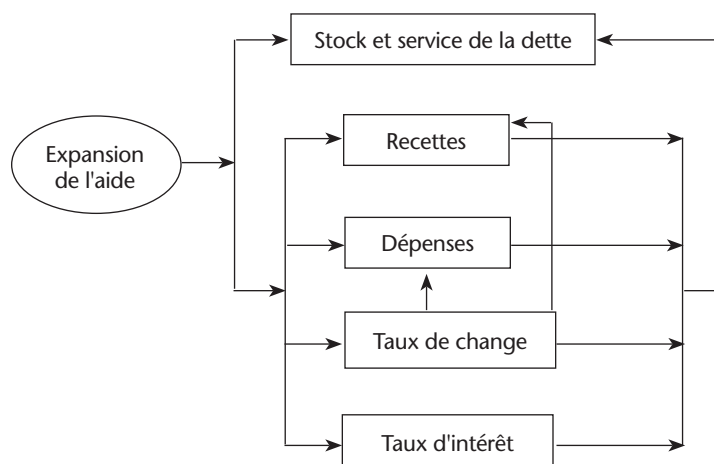
8.1. Évaluer la dynamique de la dette extérieure

Le plus difficile dans une analyse de la viabilité de la dette est d'évaluer l'incidence de l'expansion de l'aide sur les diverses variables macroéconomiques qui influent sur la dynamique de la dette d'un pays. Le graphique 1 décrit l'effet de l'accroissement de l'aide sur la dette extérieure. Comme indiqué dans d'autres sections du présent manuel, l'expansion de l'aide fera presque à coup sûr augmenter les importations d'un pays parallèlement à l'augmentation des dépenses financées par l'aide. Elle modifiera aussi, probablement, les exportations du pays, selon la manière dont les flux d'aide sont utilisés et leurs répercussions sur le taux de change (voir section 2.2). Si l'aide est utilisée pour renforcer la capacité de l'offre intérieure et pour diminuer les coûts de transport, par exemple, elle peut faire augmenter les exportations. Si, par contre, l'aide entraîne une appréciation du taux de change réel, elle pourrait réduire les perspectives d'exportation d'un pays par rapport au scénario de référence. Autrement dit, une appréciation du taux de change réel fera certes baisser directement à la fois le stock de la dette extérieure et le service de la dette exprimé en monnaie nationale, mais elle peut aussi réduire la disponibilité de devises pour le service de la dette. En revanche, une dépréciation du taux de change réel (suite, par exemple, à une diminution progressive de l'aide ou à un déclin soudain des flux d'aide) alourdira la charge de la dette étrangère exprimée en monnaie nationale, même si elle peut à terme dopper les exportations.

8.2. Évaluer la viabilité de la dette budgétaire

L'expansion de l'aide risque aussi d'avoir de profondes retombées sur la dette budgétaire (extérieure et intérieure) totale par ses incidences sur les variables macroéconomiques essentielles (graphique 2). Plus précisément, l'expansion de l'aide devrait accélérer la croissance du PIB et, donc, produire davan-

Graphique 2. Incidence de l'expansion de l'aide sur la dette budgétaire



tage de recettes publiques. L'expansion de l'aide peut ou non modifier l'élasticité-revenu des recettes (la sensibilité des recettes fiscales aux changements du revenu), selon que des mesures d'accompagnement supplémentaires sont ou non appliquées. L'aide accrue peut aussi permettre aux pays dont la dette intérieure est jugée excessive de réduire leur ratio de la dette intérieure. Un changement du taux d'intérêt intérieur résultant de la nécessité de stériliser les flux d'aide accrus augmenterait également le coût du service de la dette intérieure.

8.3. Garantir la viabilité de la dette

Une stratégie d'endettement soutenable pour les pays bénéficiaires d'une expansion de l'aide consiste à maximiser la part concessionnelle du financement extérieur.

Si les projections initiales donnent à penser que la dette d'un pays deviendra insoutenable avec l'expansion de l'aide, ce pays peut s'efforcer de la rendre soutenable en recadrant la politique économique et, si possible, en modifiant la composition de l'aide (dons au lieu de prêts ou élément de libéralité plus important dans les nouveaux prêts). Il va de soi que le type d'ajustement requis variera d'un pays à l'autre en fonction des contraintes intérieures et de la flexibilité des ressources des bailleurs de fonds. Le but est toutefois de prévoir une stratégie d'emprunts (et de prêts) appropriée qui soit conforme aux exigences de l'expansion de l'aide, qui limite le risque de surendettement et qui s'appuie sur un cadre macroéconomique et des institutions de gestion de la dette solides³⁰. Une stratégie d'endettement soutenable pour les pays qui bénéficient d'une expansion de l'aide consiste à maximiser la part concessionnelle du financement.

Le FMI et la Banque mondiale ont défini un cadre normalisé pour la réalisation d'une analyse budgétaire de la viabilité de la dette en vue d'une expansion de l'aide³¹. Ce cadre se caractérise essentiellement par ses seuils de charge de la

³⁰Voir Daseking et Joshi (2005) pour une analyse du dosage appropriée entre dons et emprunts pour les pays à faible revenu.

³¹Voir FMI-Banque mondiale (2004). Une analyse de la viabilité de la dette qui utilise le nouveau cadre a été effectuée pour l'Éthiopie, mais pas dans le contexte de l'expansion de l'aide (FMI, 2005a).

dette indicatifs et dépendants des politiques. Au-delà de ces seuils, la dette est jugée excessive. On considère que les pays qui ont des politiques et des institutions intérieures solides sont mieux en mesure que les autres de supporter la dette extérieure³².

Il convient que l'analyse externe de la viabilité de la dette utilise des indicateurs multiples. Comme le suggère le cadre FMI/Banque mondiale, ces indicateurs devraient inclure trois ratios rapportant la valeur actualisée nette (VAN) de la dette extérieure respectivement au PIB, aux exportations et aux recettes, et deux ratios rapportant le service de la dette aux exportations et aux recettes. Les ratios de la VAN de la dette indiquent les obligations futures du pays et les ratios du service de la dette indiquent les contraintes de liquidités possibles à terme.

Il se peut que la dette intérieure d'un pays ne soit pas viable même lorsque sa dette extérieure est inférieure au seuil de viabilité. Il peut donc être nécessaire de répéter les analyses de la viabilité tant de la dette extérieure que du déficit budgétaire afin de déterminer les ajustements appropriés à apporter à la politique économique et à la composition de l'aide. Ici aussi, la grille classique normalisée peut être utilisée pour faciliter l'analyse de la viabilité de la dette après réalisation des projections. Il faut aussi tenir compte des aspects suivants :

- Dette des entreprises publiques : toute dette des entreprises publiques résultant d'activités quasi budgétaires et imposant à l'État un passif conditionnel devrait être prise en compte dans l'analyse, si les données le permettent. En pratique, cela exclut la dette des entreprises publiques à gestion commerciale³³.
- Dette intérieure nette ou dette intérieure brute : il est important d'examiner non seulement la dette due par un État mais aussi les actifs dont dispose cet État pour l'aider à régler ses obligations. Toutefois, si ces actifs sont illiquides aux fins du remboursement de la dette, l'analyse de la viabilité de la dette devrait porter sur la dette brute.
- Risque de surendettement : l'analyse budgétaire de la viabilité de la dette devrait utiliser des indicateurs multiples pour montrer à la fois la capacité du gouvernement d'honorer ses obligations de dette et les problèmes de liquidités éventuels. Ces indicateurs peuvent être les ratios VAN de la dette/PIB et VAN de la dette/recettes, le ratio dette publique en devises/PIB, et le ratio service de la dette/recettes. Le dosage approprié de ces indicateurs dépend des aspects de la dette intérieure qui créent le plus grand risque de surendettement.

³²Le classement des pays selon la qualité de leurs politiques et de leurs institutions se fonde sur l'indice d'évaluation de la politique et des institutions nationales (EPIN), de la Banque mondiale. Un pays qui enregistre de bons résultats (EPIN $\geq 3,75$) est jugé capable de soutenir un ratio valeur actualisée nette (VAN) de la dette/exportations de 200 % et un ratio VAN de la dette/PIB de 50 %. Un pays qui affiche de mauvais résultats (EPIN $\leq 3,25$) est limité à un ratio VAN de la dette/exportations de 100 % et à un ratio VAN de la dette/PIB de 30 %.

³³Voir FMI (2005e).

8.4. Renforcer le système de gestion de la dette

On ne peut laisser s'affaiblir les institutions de gestion de la dette en période d'expansion de l'aide.

Le renforcement des institutions de gestion de la dette contribue à réduire le risque que l'expansion des financements amène un pays à s'endetter à l'excès. Dans un scénario d'expansion de l'aide centré sur les dons, il peut être tentant de permettre l'affaiblissement des institutions liées à la gestion de la dette. Les institutions de gestion de la dette diffèrent d'un pays à l'autre, mais leurs activités consistent généralement à formuler et à communiquer des politiques et des stratégies de gestion de la dette, à fournir des projections et des analyses pour aider à l'élaboration des politiques, à déployer des activités d'application des accords sur les modalités des prêts et à tenir des documents complets et à jour (Bangura, Kitabire, and Powell, 2000).

Un système efficace de gestion de la dette comporte plusieurs composantes :

- Toute dette publique ou à garantie publique doit être contractée selon des règles à la fois clairement comprises par tous les organismes publics et contrôlées de manière centralisée.
- La législation doit stipuler clairement qui est habilité à contracter de nouveaux emprunts au nom de l'État et à quelles fins. Toute opération publique d'emprunt devrait idéalement être approuvée par le ministre des finances.
- Le niveau de l'endettement privé non garanti est généralement faible dans les pays à faible revenu. Il n'empêche que cet endettement doit être, si possible, surveillé par l'administration centrale dans la mesure où le respect des obligations afférentes à cet endettement peut avoir d'importantes implications macroéconomiques. Dans les pays qui n'appliquent pas de contrôle des changes, les données relatives à l'endettement privé devront être obtenues à partir des livres des banques commerciales ou par voie d'enquêtes auprès des sociétés privées.

9

Résumé : cinq lignes directrices essentielles

Les scénarios d'expansion de l'aide peuvent être utilisés pour illustrer les répercussions potentielles, sur un pays, d'une forte augmentation de l'aide extérieure et peuvent contribuer à déterminer les mesures et les politiques essentielles qui permettront au pays d'absorber et de dépenser le surcroît d'aide sans déstabiliser l'environnement macroéconomique. Le présent manuel insiste sur le fait que l'élaboration d'un scénario d'expansion de l'aide implique que l'on comprenne bien toutes les utilisations qui peuvent être faites des flux d'aide supplémentaires. Idéalement, les postulats relatifs à l'emploi de l'aide se fondent sur une évaluation approfondie, par les autorités du pays (en coopération avec la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies ou d'autres bailleurs de fonds), des besoins sectoriels à satisfaire pour atteindre les OMD ainsi que du rythme probable auquel chaque secteur peut absorber ces fonds sans se heurter à d'importants goulets d'étranglement de l'offre.

Le manuel formule cinq lignes directrices fondamentales pour l'élaboration d'un scénario d'expansion de l'aide, en vue d'orienter les efforts déployés par un pays pour atteindre les OMD.

9.1. Limiter les risques de syndrome hollandais

Lorsque les flux d'aide augmentent, un pays doit choisir les quantités d'aide à absorber et à dépenser. Il peut saisir l'occasion offerte par les niveaux d'aide accrus pour augmenter ses réserves de devises et alléger la charge de sa dette intérieure, mais on pose d'ordinaire en hypothèse dans les scénarios d'expansion de l'aide que le pays absorbera et dépensera la majeure partie de l'aide. Cela peut entraîner une appréciation du taux de change réel, la demande intérieure plus forte augmentant le prix des biens non échangeables par rapport aux biens échangeables et les ressources productives étant réaffectées aux dépens des secteurs exportateurs.

On ignore l'importance exacte du risque de syndrome hollandais dans le cas de l'Afrique. Les chiffres ne sont pas probants. Dans un certain nombre de pays, les augmentations soudaines de l'aide sont allées de pair avec une dépréciation du taux de change réel, ce qui semble indiquer que

l'incidence de la demande intérieure plus forte sur les secteurs des biens non échangeables est plus que contrebalancée par les effets de l'offre, ou que cette aide n'a pas été absorbée. Lorsque l'aide est entièrement absorbée, une appréciation réelle est probable, du moins à court terme.

Il est dès lors essentiel, pour prévoir l'impact macroéconomique probable d'un accroissement de l'aide, de bien comprendre comment un pays dépensera l'aide supplémentaire ainsi que la réaction stratégique probable de la banque centrale. L'absorption complète exercera une pression à la hausse sur les taux de change réels, mais il existe plusieurs manières d'atténuer le syndrome hollandais, notamment en veillant à ce que les dépenses publiques supplémentaires aient un contenu en importations élevé; en concentrant les dépenses sur l'infrastructure, ce qui peut avoir un impact plus rapide sur la productivité; et en appliquant des politiques de libéralisation des échanges.

9.2. Chercher à renforcer la croissance à court et à moyen terme

Les autorités publiques devraient viser à mettre en œuvre des politiques qui renforcent l'effet potentiel de l'aide sur la croissance. L'aide ne stimule pas nécessairement la croissance et il semble de plus en plus que l'impact dépendra du type d'aide. Toute l'aide n'est pas dirigée vers des activités de nature à favoriser la croissance (par exemple, l'aide d'urgence, l'aide humanitaire ou les secours en cas de catastrophe), et certaines catégories de dépenses n'améliorent la croissance qu'avec un décalage important (par exemple, l'aide pour les programmes environnementaux, les réformes démocratiques ou judiciaires, et certains programmes de santé et d'éducation). L'aide raisonnablement susceptible d'affecter la croissance à court ou moyen terme est notamment celle qui sert à financer la construction d'infrastructures (routes, irrigation, ports et électricité). Il n'existe donc pas de méthode simple pour estimer l'impact probable sur la croissance de l'augmentation des dépenses publiques.

Il peut aussi être nécessaire de faire des choix : utiliser l'aide pour renforcer la croissance (par exemple, par des dépenses d'infrastructure), ou la cibler sur la lutte contre la pauvreté (par exemple, en venant en aide aux secteurs ruraux).

Les gains produits par l'aide diminueront plus rapidement dans les secteurs où il existe d'importants goulets d'étranglement de l'offre, mais il est souvent difficile de les déterminer à l'avance. Il importe donc que les autorités publiques s'emploient à élaborer des politiques qui leur permettront d'absorber effectivement les niveaux d'aide accrus et de rester vigilantes face aux pressions sur l'offre qui apparaissent dans différents secteurs. Une augmentation progressive de l'aide sera probablement absorbée plus facilement qu'une augmentation soudaine.

9.3. Promouvoir la bonne gouvernance et réduire la corruption

La bonne gouvernance améliore l'efficacité de l'aide, s'agissant de promouvoir la croissance. Le renforcement des institutions chargées de la gestion et de la vérification des dépenses publiques et la chasse à la corruption sont dès lors susceptibles d'accroître les bienfaits de l'aide en permettant que

davantage de fonds soient effectivement acheminés vers des utilisations productives et en rassurant les bailleurs de fonds sur la bonne utilisation de leur argent. La promotion de la bonne gouvernance va par ailleurs dans le sens du marché conclu entre les partenaires du développement sur lequel a insisté la Commission pour l'Afrique (2005) : les réformes pilotées par les pays doivent être appuyées par un surcroît d'aide.

9.4. Élaborer une stratégie de sortie

Les États qui bénéficient de flux d'aide accrus sont aussi confrontés à un dilemme : que faire lorsque, éventuellement, le niveau accru d'aide ne se maintient pas. Il peut être difficile de réduire les dépenses qui ont été financées par l'aide, et les pressions dans le sens d'un financement intérieur plus important du déficit peuvent sensiblement augmenter. Ce qui précède montre qu'il importe d'élaborer une «stratégie de sortie», c'est-à-dire la voie macroéconomique que le pays empruntera après que les flux d'aide auront retrouvé des niveaux plus normaux ou, peut-être, moins que normaux, si les flux d'aide ont été concentrés en début de période.

Les politiques mises en œuvre pendant la période d'expansion de l'aide doivent être compatibles avec une transition sans heurts pendant la période de diminution de l'aide. Le pays doit poursuivre ses efforts en matière de recettes et renforcer ses systèmes fiscaux. Le gouvernement peut décider d'atténuer l'impact de la variabilité de l'aide en prévoyant une certaine accumulation (ou diminution) des réserves, avec des effets associés sur la gestion monétaire. Il faut prévoir des dépenses courantes suffisantes pour que l'investissement en capital puisse être exploité et entretenu.

Dans un scénario d'expansion de l'aide qui inclut un volume important de nouveaux prêts, il est capital de surveiller régulièrement la viabilité de la dette et de créer des institutions publiques qui peuvent élaborer et administrer une stratégie de la dette publique claire et comprise par tous. C'est important pour tous les pays à faible revenu, qu'ils aient ou non bénéficié d'un allègement global de la dette.

9.5. Réévaluer régulièrement le dosage approprié des politiques

Les scénarios d'expansion de l'aide ne sont pas des prédictions. Leur précision dépend à la fois de l'existence de flux d'aide élevés et soutenus et de l'application, par les pays, de politiques qui leur permettent d'absorber les flux d'aide supplémentaires sans qu'il y ait d'effets macroéconomiques déstabilisateurs comme l'inflation, la perte de compétitivité ou un endettement qui atteint des niveaux insoutenables. Ces scénarios étant très incertains, on ne peut prévoir avec précision le point auquel les gains que produit l'aide deviennent nuls. Il faut dès lors considérer ces scénarios comme des outils qui aident les pays à déterminer les problèmes de fond importants auxquels ils sont confrontés lorsqu'il s'agit d'utiliser les flux d'aide accrus de manière efficace. Les pays et les bailleurs de fonds utilisent ces scénarios pour actualiser régulièrement leur vision pour l'avenir.

Appendice 1. La relation entre les flux d'aide et les taux de change en Afrique subsaharienne

Flux d'aide et taux de change réels

Les tentatives visant à mesurer la relation entre les flux d'aide et le taux de change réel en Afrique subsaharienne remontent aux années 80 (tableau A.2.2 de l'appendice).

- Un certain nombre d'études ont conclu que les flux d'aide sont souvent associés à une appréciation du taux de change réel, mais les conclusions ne sont pas absolument significatives. Voir Younger (1992) pour le Ghana, et Kasekende et Atingi-Ego (1999) pour l'Ouganda, ainsi qu'une analyse d'Adenauer et Vagassky (1998) portant sur plusieurs pays.
- Les estimations économétriques montrent souvent que l'incidence de l'aide sur le taux de change est faible et non statistiquement significative. Bulir et Lane (2002) parlent de «traces» d'une appréciation du taux de change induite par l'aide. Prati, Sahay et Tressel (2003), qui utilisent un modèle de données de panel, indiquent que, pour les pays qui bénéficient d'une APD dépassant 2 % de leur PIB annuel, un doublement de l'aide entraînerait au plus une appréciation du taux de change réel d'environ 4 % à court terme, de l'ordre de 18 % sur cinq ans, puis de 30 % sur dix ans.
- Les modèles à séries temporelles tendent à montrer que le taux de change réel réagit moins aux variations des flux d'aide qu'à d'autres facteurs exogènes comme les fluctuations des termes de l'échange.
- Certaines études portant sur des pays africains concluent qu'il apparaît que les flux d'aide sont associés à une dépréciation réelle et montrent une productivité accrue (réponse de l'offre) suite à l'aide. Voir, par exemple, Nyoni (1998), Sackey (2002) et FMI (2005d). Cette dernière étude observe que l'aide qui n'est pas absorbée n'est pas associée à une quelconque appréciation du taux de change réel et note que, dans un certain nombre de cas, l'aide supplémentaire est en grande partie affectée aux réserves.

Taux de change et exportations

Les études par région montrent que, dans les pays d'Afrique subsaharienne, les taux de change réels sont un déterminant important de la part des exportations dans le PIB. Balassa (1990) estime qu'une variation de 1 % du niveau du taux de change réel est associée à une variation de 0,8 à 1 % de la part des exportations dans le PIB. De même, Ghura et Grennes (1993) concluent qu'un taux de change réel supérieur de 1 % à un taux de change basé sur un modèle d'équilibre abaisse de 0,096 % la part des exportations. Rajan et Subramanian (2005a) tiennent que, dans les pays qui reçoivent plus d'aide, les industries à forte intensité de main-d'œuvre axées sur l'exportation se développent plus lentement que les autres, ce qui semble indiquer que l'aide entraîne un syndrome hollandais.

Cela étant, l'effet de l'instabilité du taux de change sur les exportations peut aussi être une considération importante. Sekkat et Varoudakis (2000), partant d'un échantillon plus réduit de pays, concluent à une plus grande élasticité entre la distorsion du taux de change et la part des exportations dans certains secteurs, mais ce résultat n'est pas toujours significatif. Ces études ne donnent toutefois pas d'estimation des effets du taux de change réel dans le contexte d'autres facteurs qui pourraient entraver la croissance des exportations.

Dans la mesure où les flux d'aide accrus atténuent les goulets d'étranglement de l'offre, ils peuvent contrebalancer l'effet d'une appréciation du taux de change sur la croissance des exportations. Dans une étude portant sur 60 pays en développement, Elbadawi (2002) montre que la dépréciation du taux de change réel a bien joué un rôle important dans la croissance des exportations (l'élasticité variant de 0,54 à 0,64 pour la totalité du groupe). Toutefois, les coefficients des variables régionales fictives dans l'étude semblent indiquer que, toutes choses égales par ailleurs, les exportations non traditionnelles de l'Asie de l'Est et de l'Amérique latine seraient plus élevées que celles de l'Afrique subsaharienne, ce qui implique que les contraintes de l'offre, qui ne sont pas prises en compte dans le modèle, pourraient largement expliquer la mauvaise performance des exportations non traditionnelles dans cette région.

Taux de change et croissance économique

Des études récentes concluent que les accélérations de la croissance sont associées à une dépréciation réelle, ce qui semble indiquer qu'une forte appréciation réelle associée à un accroissement de l'aide pourrait avoir des coûts à long terme sur le plan de la croissance. Plusieurs études se sont basées sur l'analyse, par Hausmann, Pritchett et Rodrik (2004), des hausses des courbes de croissance à moyen terme des pays, autrement dit, les «accélérations de la croissance». Leur étude a montré que l'apparition d'accélérations présentait une forte corrélation avec une dépréciation du taux de change réel. Cette conclusion a été confirmée pour l'Afrique subsaharienne dans FMI (2005f). Dans leur quasi-totalité, les cas de croissance en Afrique subsaharienne ont évité la surévaluation pendant la période de

croissance. L'étude relève par ailleurs le lien étroit entre l'évitement des désalignements du taux de change et la stabilité macroéconomique, ce qui renforce l'argument en faveur d'une association entre les flux d'aide et une gestion macroéconomique prudente.

La surévaluation du taux de change inhibe la croissance. Se fondant sur une série de données qui comprend 73 pays en développement et porte sur la période de 1975 à 1992, Razin et Collins (1997) montrent que la surévaluation a bien un effet négatif important sur la croissance, mais qu'il n'existe pas de relation statistiquement significative entre la sous-évaluation et la croissance. Selon leurs estimations, une surévaluation de 1 % est associée à un recul de 0,06 % du taux de croissance réel par habitant. Dollar (1992) estime qu'une distorsion de 1 % du taux de change a réduit le taux de croissance par habitant d'environ 0,02 % pour 95 pays en développement entre 1976 et 1985³⁴. De même, Cottani, Cavallo et Khan (1990) estiment que, pour un groupe de 24 pays en développement au cours de la période 1960–83, l'effet d'inhibition de la croissance du désalignement du taux de change a été d'environ 0,1 %. Ghura et Grennes (1993) montrent qu'une surévaluation de 1 % freine la croissance du PIB par habitant d'environ 0,02 %. Bleaney et Greenway (2001) jugent également qu'un désalignement décalé du taux de change a un effet négatif sur la croissance. Ils estiment, en se fondant sur des données relatives à 14 pays d'Afrique subsaharienne pour la période 1980–95, qu'un désalignement décalé de 1 % inhibe la croissance à hauteur de 0,04 %.

Taux de change et investissement

L'impact sur l'investissement est une des voies par lesquelles une appréciation temporaire du taux de change peut influencer sur le taux de croissance. Razin et Collins (1997) postulent qu'outre son effet sur la compétitivité du secteur des biens échangeables, l'appréciation du taux de change peut aussi agir sur l'investissement intérieur et étranger et influencer ainsi le processus d'accumulation de capital. Bleaney et Greenway (2001) indiquent qu'une surévaluation pourrait nuire à l'investissement, même si elle abaisse le prix des biens d'équipement, du fait qu'elle réduit le rendement de l'investissement dans le secteur des biens échangeables et que le déficit courant qui en résulte crée le besoin de durcir les politiques macroéconomiques.

³⁴Dans ce cas, la variable de droite n'est pas le désalignement du taux de change mais bien la distorsion du taux de change. Alors que le désalignement indique la mesure dans laquelle un taux de change est surévalué compte tenu des fondamentaux, l'indice de Dollar mesure de manière spécifique le degré de distorsion du taux de change par rapport à son niveau en situation de libre-échange.

Appendice 2. Retombées macroéconomiques de l'aide

Tableau A.2.1. Transferts officiels nets aux pays de l'Afrique subsaharienne
(En pourcentage du PIB)

	1980-84	1985-89	1990-94	1995-99	2000-03	1980-2003					
(Plus de 15 %)											
Guinée équatoriale	47	São Tomé-et-Príncipe	38	São Tomé-et-Príncipe	52	Érythrée	34	São Tomé-et-Príncipe	46		
Cap-Vert	39	Guinée-Bissau	35	Mozambique	36	Guinée-Bissau	24	São Tomé-et-Príncipe	33	Guinée-Bissau	30
Guinée-Bissau	36	Cap-Vert	30	Guinée-Bissau	29	Mozambique	23	Mozambique	29	Mozambique	27
Comores	29	Guinée équatoriale	29	Érythrée	26	Rwanda	23	Sierra Leone	28	Érythrée	25
São Tomé-et-Príncipe	26	Gambie	26	Cap-Vert	21	Libéria	20	Congo, Rép. dém. du	25	Cap-Vert	23
Mozambique	22	Mozambique	22	Guinée équatoriale	20	Malawi	18	Guinée-Bissau	25	Guinée équatoriale	21
Gambie	18	Comores	20	Rwanda	20	Érythrée	18	Burundi	22	Comores	16
Lesotho	16	Lesotho	17	Burundi	20	Cap-Vert	15	Malawi	17	Gambie	16
Éthiopie	15		Malawi		19					Malawi	15
			Gambie		17						
			Ouganda		17						
			Tanzanie		16						
			Zambie		15						
(Entre 5 et 15 %)											
Mali	12	Malawi	14	Tchad	13	Sierra Leone	12	Éthiopie	14	Burundi	15
Sénégal	11	Tchad	14	Niger	13	Burundi	11	Rwanda	13	Libéria	14
Burundi	11	Mali	13	Lesotho	13	Niger	10	Ouganda	11	Rwanda	14
Seychelles	10	Burundi	12	Comores	13	Tchad	10	Niger	11	Éthiopie	12
Rép. Centrafricaine	9	Niger	12	Sierra Leone	12	Rép. Centrafricaine	10	Zambie	11	Sierra Leone	12
Tanzanie	9	Zambie	12	Éthiopie	12	Burkina Faso	10	Tanzanie	11	Lesotho	11
Malawi	9	Éthiopie	11	Rép. Centrafricaine	12	Zambie	10	Libéria	10	Mali	11
Burkina Faso	9	Tanzanie	10	Mali	11	Comores	10	Burkina Faso	10	Tanzanie	11
Tchad	8	Rép. Centrafricaine	10	Bénin	10	Madagascar	9	Gambie	9	Niger	11
Niger	7	Burkina Faso	7	Madagascar	10	Mali	9	Mali	9	Zambie	+11
Botswana	6	Bénin	8	Burkina Faso	10	Éthiopie	8	Cap-Vert	9	Tchad	11
Bénin	6	Sénégal	8	Guinée	9	Ouganda	8	Ghana	8	Burkina Faso	9
Madagascar	6	Guinée	8	Ghana	9	Tanzanie	8	Tchad	7	Rép. Centrafricaine	9

Rwanda	6	Madagascar	7	Sénégal	9	Bénin	7	Comores	7	Ouganda	8
Zambie	6	Togo	7	Togo	7	Sénégal	7	Bénin	7	Madagascar	8
Congo, Rép. du	6	Rwanda	6	Kenya	6	Gambie	7	Madagascar	7	Sénégal	8
Kenya	5	Seychelles	6	Côte d'Ivoire	6	Ghana	7			Bénin	8
		Ghana	6	Zimbabwe	5	Togo	6			Congo, Rép. du	6
		Sierra Leone	6			Guinée	5			Ghana	6
		Kenya	5			Lesotho	5			Togo	6
										Guinée	6

(Moins de 5 %)

Swaziland	4	Congo, Rép. du	5	Cameroun	4	Guinée équatoriale	5	Rép. Centrafricaine	5	Seychelles	5
Togo	4	Ouganda	5	Congo, Rép. dém. du	4	Congo, Rép. du	3	Sénégal	4	Kenya	4
Zimbabwe	4	Botswana	5	Angola	4	Angola	2	Lesotho	4	Congo, Rép. du	4
Maurice	4	Congo, Rép. dém. du	3	Congo, Rép. du	4	Congo, Rép. dém. du	2	Togo	3	Zimbabwe	3
Sierra Leone	3	Zimbabwe	3	Seychelles	3	Seychelles	2	Seychelles	3	Angola	2
Côte d'Ivoire	2	Maurice	2	Gabon	1	Zimbabwe	2	Guinée	3	Botswana	2
Ouganda	2	Angola	2	Botswana	1	Swaziland	1	Cameroun	2	Côte d'Ivoire	2
Cameroun	2	Gabon	2	Swaziland	0	Kenya	1	Kenya	2	Cameroun	2
Guinée	2	Cameroun	2	Afrique du Sud	0	Côte d'Ivoire	1	Zimbabwe	1	Swaziland	1
Congo, Rép. dém. du	1	Côte d'Ivoire	1	Maurice	0	Cameroun	0	Guinée équatoriale	1	Maurice	1
Ghana	1	Swaziland	0	Nigéria	-2	Afrique du Sud	0	Angola	1	Afrique du Sud	0
Gabon	1	Nigéria	0	Libéria	n.d.	Botswana	0	Swaziland	0	Gabon	-1
Nigéria	0	Libéria	n.d.	Namibie	n.d.	Maurice	-1	Côte d'Ivoire	1	Nigéria	-1
Afrique du Sud	n.d.	Afrique du Sud	n.d.		n.d.	Nigéria	-2	Congo, Rép. du	1	Namibie	n.d.
Érythrée	n.d.	Namibie	n.d.		n.d.	Gabon	-3	Afrique du Sud	0		
Namibie	n.d.	Érythrée	n.d.		n.d.	Namibie	n.d.	Maurice	0		
Angola	n.d.							Botswana	0		
Libéria	n.d.							Nigéria	-2		
								Gabon	-5		
								Namibie	n.d.		

Source : Banque mondiale (2005).

Note : n.d. = non disponible.

Tableau A.2.2. Flux d'aide et appréciation du taux de change réel : études empiriques

Étude	Échantillon	Relation entre l'aide et l'appréciation du taux de change réel	Effet d'une augmentation réelle de l'aide de 1 %
Études qui concernent un ensemble de pays			
Van Wijnbergen (1985)	6 pays africains, 1969–83	Mixte	Appréciation de 0,2 à 0,9 % en deux ans pour certains pays; pas de modification notable pour d'autres
Adenauer and Vagassky (1998)	4 pays de la zone franc, 1980–92	Positive	Appréciation de 0,13 % en deux ans
Bulir and Lane (2002)	9 pays en développement	Positive	n.d.
Prati, Sahay, and Tressel (2003)	87 pays en développement, 1960–98	Positive	Appréciation de 0,04 % la première année
Elbadawi (1999)	62 pays en développement, (28 d'Afrique), 1984–85, 1989–90, 1994–95	Positive	Appréciation de 0,09 % la première année ¹
Yano and Nugent (1999)	44 pays en développement, 1970–90	Mixte	n.d.
Études particulières par pays			
Younger (1992)	Ghana, 1960–88	Positive	n.d.
Kasekende and Atingi-Ego (1999)	Ouganda, 1970–96	Positive	Appréciation de 0,03 % la première année
Nyoni (1998)	Tanzanie, 1967–93	Négative	Dépréciation de 0,13 % la première année
Sackey (2002)	Ghana, 1962–96	Négative	Dépréciation de 0,03 % la première année
FMI (2005e)	Éthiopie, Ghana, Mozambique, Ouganda, Tanzanie	Négative	Dépréciation de 1,5 à 6,5 % l'année qui suit une forte augmentation de l'aide ²

Sources : comme citées.

n.d. indique que l'étude ne produit pas de mesure de l'élasticité.

¹Indique une réaction à une augmentation de 1 % du ratio APD/PNB.²Indique une réaction à une forte augmentation de l'aide avec des flux entrants de 2 à 11 % du PIB.

Tableau A.2.3. Études empiriques des points d'inflexion dans la relation entre l'inflation et la croissance

	Seuil de l'inflation (pourcentage)	Effet sur la croissance d'une inflation plus forte au-dessous du seuil	Pays	Période	Mesure de l'inflation	Remarques
Fischer (1993)	15	Négatif	80	1960–89	IPC	
Barro (1991)	10–20	Non significatif	117	1960–90	Moyenne sur 10 ans de l'IPC	
Sarel (1996)	8	Positif	87	1970–90	Moyenne sur 5 ans de l'IPC	
Bruno and Easterly (1998)	40	Non significatif	97	1961–92	IPC	
Ghosh and Phillips (1998)	>5	Positif	145	1960–96	IPC annuel moyen	
Kochhar and Coorey (1999)	5	Positif	84	1981–95	IPC annuel moyen	
			(Pays à revenu faible et moyen uniquement)			
Khan and Senhadji (2000)	7–11 (pour les pays en développement) uniquement)	Positif	140	1960–98	Moyenne sur 5 ans de l'IPC	Seuil de 1 à 3 % pour les pays industrialisés Investissement et chômage neutralisés
Burdekin, Denzou, Keil, Sitthiyot, and Willett (2000)	3 (pour les pays en développement uniquement)	Positif	51	1967–92		Seuil de 8 % pour les pays industrialisés
Gylfason and Herbertsson (2001)	10–20	Positif	170	1960–92	Moyenne sur 5 ans du déflateur du PIB	

IPC = indice des prix à la consommation.

Tableau A.2.4. Effet incrémentiel de l'aide sur le revenu intérieur

Étude	Échantillon	Revenu intérieur ¹
Heller (1975)	9 pays africains anglo-phones, 1960–71	–0,42
Pack and Pack (1990)	Indonésie, 1966–86	0,29
Cashel-Cordo and Craig (1990)	46 pays les moins avancés, 1975–80	(Pays africains) 10,29 (Pays non africains) –4,25
Gang and Khan (1990)	Inde, 1961–84	0,00
Khilji and Zampelli (1991)	Pakistan, 1960–86	–0,01
Leuthold (1991)	8 pays africains, 1973–81	0,00
Khan and Hoshino (1992)	5 pays asiatiques, 1955–76	1,20
Gupta (1993)	Inde, 1969–93	0,01
Pack and Pack (1993)	République Dominicaine, 1968–86	–0,39
Rubino (1997)	Indonésie	–1,40
Iqbal (1997)	Pakistan, 1976–95	0,00
Franco-Rodrigues, Morrissey, and McGillivray (1998)	Pakistan, 1960–95	(Effets directs) –2,90 (Effets totaux) –3,60
MacGillivray and Ahmed (1999)	Philippines, 1960–92	0,10
Franco-Rodriguez (2000)	Costa Rica, 1971–94	1,10
McGillivray (2000)	Pakistan, 1956–95	0,00
Swaroop, Jha, and Sunil Rajkumar (2000)	Inde, 1970–95	0,00

Sources : McGillivray and Morrissey (2001); Feeny and McGillivray (2003); comme citées.

¹Les chiffres représentent l'effet total d'un incrément d'une unité d'aide sur les recettes intérieures.

Tableau A.2.5. Recettes fiscales et taxes sur les échanges, par région*(En pourcentage du PIB)*

Sous-groupes de pays ¹	Taxes sur les échanges internationaux					
	Recettes fiscales		Droits d'importation		Droits d'exportation	
	Début des années 90	Début des années 2000	Début des années 90	Début des années 2000	Début des années 90	Début des années 2000
Amériques	14,9	16,3	2,5	1,9	0,2	0,0
Afrique subsaharienne	16,3	15,9	4,9	3,5	1,0	0,4
Europe centrale et autres ²	27,3	23,4	1,4	0,9	0,8	0,4
Afrique du Nord et Moyen-Orient	15,1	17,1	3,6	3,0	0,1	0,1
Asie et Pacifique	13,6	13,2	3,2	1,9	0,3	0,2
Petites îles	25,5	24,5	13,5	9,7	0,3	0,0
Moyenne non pondérée						
Pays en développement ³	17,9	17,6	3,9	2,7	0,5	0,2
Pays à revenu élevé	26,6	27,5	2,0	1,3	0,0	0,2
Pays admissibles à la FRPC	15,2	14,8	4,8	3,5	0,6	0,3

Source : Keen and Simone (2004).

¹Les sous-groupes incluent uniquement les pays en développement.²Autres : Pays baltes, Russie et autres pays de l'ex-Union soviétique.³Définis comme pays à revenu faible et moyen.**Tableau A.2.6. Relation entre l'investissement public et privé en Afrique subsaharienne**

Étude	Données et champ d'application	Résultats
Greene and Villanueva (1991)	23 pays en développement (Asie, Afrique subsaharienne et Amérique); échantillon combiné	L'investissement public accroît l'investissement privé
Hadjimichael and Ghura (1995)	41 pays de l'Afrique subsaharienne; données de panel	L'investissement public accroît l'investissement privé; étudie également d'autres déterminants de l'investissement privé relevant des pouvoirs publics
Odedokun (1997)	48 pays en développement (Afrique subsaharienne, Asie, Europe et Afrique du Nord); données de panel	L'investissement dans l'infrastructure publique accroît l'investissement privé; les autres types d'investissement évincent l'investissement privé
Ghura and Goodwin (2000)	31 pays en développement (Asie, Afrique subsaharienne et Amérique latine); données de panel	L'investissement public accroît l'investissement privé en Afrique subsaharienne, mais l'évince en Asie et en Amérique latine
Belloc and Vertova (2004)	7 PPT, 5 en Afrique subsaharienne; modèle VAR au niveau des pays	L'investissement public accroît l'investissement privé dans 6 des 7 pays

Tableau A.2.7. L'effet de l'investissement public sur la production

Étude	Données et champ d'application	Résultats
Canning and Bennathan (2000)	Penn World Tables et données spécialisées sur l'infrastructure; annuel; tous niveaux de revenu	L'élasticité des extrants pour les routes et l'électricité varie de 0,05 à 1,0; elle est la plus forte pour les pays à revenu moyen; forte complémentarité des intrants
Calderon and Serven (2004)	Données de la Banque mondiale avec indices d'infrastructure; moyennes sur 5 ans; tous niveaux de revenu	Gains de production importants par le comblement des lacunes en matière d'infrastructure
Barro (1991)	Penn World Tables, Banque mondiale et Nations Unies; moyennes pour 1960 à 1985; tous niveaux de revenu	Pas d'impact de l'investissement public sur la croissance
Easterly and Rebelo (1993)	Données spécialisées restituant l'investissement public au sens large; moyennes sur 10 ans; tous niveaux de revenu	Pas d'impact de l'investissement public global sur la croissance par habitant, mais impact important (0,6) pour les transports et les communications et l'investissement public direct de l'État (0,4)
Devarajan, Swaroop, and Zou (1996)	<i>Statistiques financières publiques</i> ; moyennes sur 5 ans; pays à revenu faible et moyen	Étude l'incidence des modifications de la composition du budget; les dépenses d'investissement ont un effet négatif
Khan and Kumar (1997)	Penn World Tables, Banque mondiale, <i>Perspectives de l'économie mondiale</i> ; moyennes sur 10 ans; pays à revenu faible et moyen	L'investissement public a un impact favorable sur la croissance par habitant (0,3), qui s'affaiblit toutefois dans les échantillons récents
Clements, Bhattacharya, and Nguyen (2003)	Banque mondiale; moyennes sur 3 ans; pays à faible revenu	L'investissement public a un effet favorable (0,2) lorsqu'il n'est pas financé par le déficit
Gupta, Clements, Baldacci, and Mulas-Granados (2004)	FMI; annuel; pays à faible revenu	Impact positif des dépenses publiques d'investissement (0,7) sur la croissance par habitant

Source : à partir du tableau 1 dans FMI (2004a), adapté aux études qui incluent des éléments provenant des pays à faible revenu.

Note : Les études par régression relatives à la croissance utilisent des taux de croissance moyens par pays ordinairement calculés sur 5 ou 10 ans. Les chiffres entre parenthèses dans la troisième colonne indiquent la réponse estimée de cette moyenne à une augmentation permanente de la part des dépenses de 1 % du PIB. Ils doivent donc être interprétés comme la réponse à long terme à un changement permanent modeste de la part des dépenses. Gupta, Clements, Baldacci et Mulas-Granados (2004) utilisent des données de croissance annuelle, mais leur spécification leur permet de distinguer les impacts à court terme des impacts à long terme.

Tableau A.2.8. L'effet des secteurs de la santé et de l'éducation sur la production

Étude	Données et champ d'application	Résultats
Barro (1991)	Penn World Tables, Banque mondiale et Nations Unies; moyennes pour 1960–85; tous niveaux de revenu	Rôle significatif du capital humain (en particulier niveau initial d'éducation secondaire)
Barro and Sala-i-Martin (1995)	Données similaires à celles de Barro (1991); moyennes sur 10 ans; tous niveaux de revenu	Impact positif des dépenses d'éducation sur la croissance par habitant (0,2)
Devarajan, Swaroop, and Zou (1996)	<i>Statistiques financières publiques</i> ; moyennes sur 5 ans; pays à revenu faible et moyen	Impact des changements dans la composition du budget; les dépenses courantes ont un effet positif; résultats mitigés pour la ventilation fonctionnelle
Krueger and Lindahl (2001)	Données similaires à celles de Barro (1991), plus World Values Survey; moyennes sur des périodes de différentes durées; tous niveaux de revenu	Impact important sur la croissance des changements sur le plan de la scolarisation, mais détectables seulement sur les moyennes de périodes longues (10–20 ans); l'effet de taille varie en fonction des spécifications économétriques
Baldacci and others (2004)	Banque mondiale et FMI; moyennes sur 5 ans; pays à revenu faible et moyen	Impact positif des dépenses d'éducation (0,5) et de santé (0,4) au bout de 5 ans; l'impact de l'éducation passe à 1,4 au bout de 15 ans; rendements décroissants du niveau d'éducation et des dépenses de santé
Canning, and Sevilla Bloom (2003)	Penn World Tables, Banque mondiale et Nations Unies; moyennes sur 10 ans; tous niveaux de revenu	Étudie l'impact des indicateurs et non des dépenses de santé; une hausse de 1 an de l'espérance de vie accroît la production de 4 %

Note : Ces études utilisent des taux de croissance moyens par pays ordinairement calculés sur 5 ou 10 ans. Les chiffres entre parenthèses dans la troisième colonne indiquent la réponse estimée de cette moyenne à une augmentation permanente de la part des dépenses de 1 % du PIB. Ils doivent donc être interprétés comme la réponse à long terme à un changement permanent modeste de la part des dépenses.

Tableau A.2.9. Impact de l'augmentation d'une unité de la corruption¹

Étude	Impact sur	Conclusions
Mauro (1995)	Croissance réelle du PIB par habitant	-0,3 à -1,8 point
Leite and Weidmann (2002)	Croissance réelle du PIB par habitant	-0,7 à -1,2 point
Tanzi and Davoodi (2002)	Croissance réelle du PIB par habitant	-0,6 point
Abed and Davoodi (2002)	Croissance réelle du PIB par habitant	-1 à -1,3 point
Mauro (1995)	Ratio investissement/PIB	-1 à -2,8 points
Mauro (1998)	Ratio dépenses publiques d'éducation/PIB	-0,7 à -0,9 point
Mauro (1998)	Ratio dépenses publiques de santé/PIB	-0,6 à -0,9 point
Gupta, Davoodi, and Alonso-Terme (2002)	Inégalité des revenus (coefficient Gini)	+3,5 à +4,25 points Gini
Gupta, Davoodi, and Alonso-Terme (2002)	Croissance du revenu des pauvres	-2 à -10 points
Ghura (2002)	Ratio recettes fiscales/PIB	-1 à -2,9 points
Tanzi and Davoodi (2002)	Ratio mesures des recettes publiques/PIB	-0,1 à -2,7 points
Gupta, de Mello and Sharan (2002)	Ratio dépenses militaires/PIB	+1 point
Gupta, Davoodi, and Tiongson (2002)	Taux de mortalité infantile	+1,1 à 1,5 décès par 1.000 naissances vivantes
Gupta, Davoodi, and Tiongson (2002)	Taux d'abandon scolaire (enseignement primaire)	+1,1 à 1,4 point
Tanzi and Davoodi (1998)	Ratio investissement public/PIB	+0,5 point
Tanzi and Davoodi (1998)	Pourcentage de routes revêtues en bon état	-2,2 à -3,9 points

Sources : FMI, Département des finances publiques; Transparency International (2001).

¹La corruption est mesurée sur une échelle de 0 (absence de corruption) à 10 (forte corruption). La plupart des études ci-dessus utilisent la mesure de la corruption de Transparency International, rééchantillonnée afin que les valeurs les plus élevées sur une échelle de 1 à 10 correspondent au plus fort degré de corruption. Lorsque la mesure de la corruption de l'International Country Risk Guide a été utilisée, elle a été rééchantillonnée de même. Les mesures de Transparency International et de l'International Country Risk Guide se fondent sur des perceptions d'experts. Pour Gupta, Davoodi et Tiongson (2000), un indice a été établi à partir des enquêtes nationales sur l'exécution des services. Il présente l'avantage d'être basé sur l'expérience signalée des services aux clients.

Bibliographie

- Abed, George T., and Hamid R. Davoodi, 2002, "Corruption, Structural Reforms, and Economic Performance in the Transition Economies," in *Governance, Corruption, and Economic Performance*, ed. by George T. Abed and Sanjeev Gupta (Washington: International Monetary Fund), chapter 18.
- Adam, Christopher, 2004, "Fiscal Policy Design in Low-Income Countries," in *Fiscal Policy for Development: Poverty, Reconstruction, and Growth*, ed. by Tony Addison and Alan Roe (New York: Palgrave MacMillan).
- , 2005, "Exogenous Inflows and Real Exchange Rates: Theoretical Quirk or Empirical Reality?" paper presented at IMF Seminar on Foreign Aid and Macroeconomic Management, Maputo, Mozambique, March 14–15. Disponible sur le site Internet : <http://www.imf.org/external/np/seminars/eng/2005/jamm/pdf/adam.pdf>.
- Adam, Christopher S., and David L. Bevan, 2003, "Aid, Public Expenditure and Dutch Disease," CSAE Working Paper 184 (Oxford: Centre for the Study of African Economies, Oxford University). Disponible sur le site Internet : <http://www.bepress.com/csae/paper184>.
- , 2004, "Aid and the Supply Side: Public Investment, Export Performance and Dutch Disease in Low Income Countries," Department of Economics Discussion Paper Series 201 (Oxford: Department of Economics, Oxford University). Disponible sur le site Internet : <http://www.economics.ox.ac.uk/Research/wp/pdf/paper201.pdf>.
- Adenauer, Isabell, and Laurence Vagassky, 1998, "Aid and the Real Exchange Rate: Dutch Disease Effects in African Countries," *Intereconomics*, Vol. 33, No. 4, p. 177–85.
- Agbeyegbe, Terence D., Janet Gale Stotsky, and Asegedech WoldeMariam, 2004, "Trade Liberalization, Exchange Rate Changes, and Tax Revenue in Sub-Saharan Africa," IMF Working Paper 04/178 (Washington: International Monetary Fund).
- Agence française de développement, Bundesministerium für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung, Kreditanstalt für Wiederaufbau Entwicklungsbank, U.K. Department for International Development, and the World Bank, 2005. "Pro-Poor Growth in the 1990s: Lessons and Insights from 14 Countries," Working Paper 32885 (Washington: World Bank).
- Andrews, David, Lodewyk Erasmus, and Robert Powell, 2005, «Éthiopie : manne financière», *Finances & Développement*, Vol. 42, No. 3 (September), p. 32–35.
- Atingi-Ego, Michael, 2005. "Choice of Appropriate Monetary Policy Instrument Mix by Bank of Uganda" (unpublished; Kampala: Bank of Uganda).
- Balassa, Bela A., 1990, "Incentive Policies and Export Performance in Sub-Saharan Africa," *World Development*, Vol. 18, No. 3 (March), p. 383–91.
- Baldacci, Emanuele, Benedict J. Clements, Sanjeev Gupta, and Qiang Cui, 2004. "Social Spending, Human Capital, and Growth in Developing Countries: Implications for Achieving the MDGs," IMF Working Paper 04/217 (Washington: International Monetary Fund).

- Baldacci, Emanuele, and Kevin Fletcher, 2004, "A Framework for Fiscal Debt Sustainability Analysis in Low-Income Countries," in *Helping Countries Develop: The Role of Fiscal Policy*, ed. by Sanjeev Gupta, Gabriela Inchauste, and Benedict Clements (Washington: International Monetary Fund), chapter 6.
- Bangura, Sheku, Damoni N. Kitabire, and Robert Powell, 2000, "External Debt Management in Low-Income Countries," IMF Working Paper 00/196 (Washington: International Monetary Fund).
- Banque mondiale, 2004, *Rapport sur le développement dans le monde* (Washington).
- , 2005, *Global Development Finance 2005: Mobilizing Finance and Managing Vulnerability* (Washington).
- Banque mondiale et FMI, 2005, *Global Monitoring Report 2005* (Washington).
- Barro, Robert J., 1991, "Economic Growth in a Cross Section of Countries," *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 106, No. 2 (May), p. 407–44.
- , and Xavier Sala-i-Martin, 1995, *Economic Growth* (New York: McGraw-Hill).
- Bauer, Peter T., 1972, *Dissent on Development* (Cambridge: Harvard University Press).
- Belloc, Marianna, and Pietro Vertova, 2004. "How Does Public Investment Affect Economic Growth in HIPC? An Empirical Assessment," Working Paper No. 416 (Siena, Italy: University of Siena, Department of Political Economics). Disponible sur le site Internet : <http://www.econ-pol.unisi.it/quaderni/416.pdf>.
- Berg, Andy, 2005, "High Aid Inflows Case Study: Ghana," paper presented at IMF Seminar on Foreign Aid and Macroeconomic Management, Maputo, Mozambique, March 14–15. Disponible sur le site Internet : <http://www.imf.org/external/np/seminars/eng/2005/famm/pdf/berg.pdf>.
- Bevan, David L., 2005. "An Analytical Overview of Aid Absorption: Recognizing and Avoiding Macroeconomic Hazards," paper presented at IMF Seminar on Foreign Aid and Macroeconomic Management, Maputo, Mozambique, March 14–15. Disponible sur le site Internet : <http://www.imf.org/external/np/seminars/eng/2005/famm/pdf/bevan.pdf>.
- Bleaney, Michael, and David Greenaway, 2001, "The Impact of Short Terms of Trade and Real Exchange Rate Volatility on Investment and Growth in Sub-Saharan Africa," *Journal of Development Economics*, Vol. 65, No. 2 (August), p. 491–500.
- Bloom, David E., David Canning, and Jaypee Sevilla, 2004. "The Effect of Health on Economic Growth: A Production Function Approach," *World Development*, Vol. 32, No. 1 (January), p. 1–13.
- Boone, Peter, 1996, "Politics and the Effectiveness of Foreign Aid," *European Economic Review*, Vol. 40, No. 2, p. 289–330.
- Briceño-Garmendia, Cecilia, Antonio Estache, and Nemat Shafik, 2004, "Infrastructure Services in Developing Countries: Access, Quality, Costs and Policy Reform," Policy Research Working Paper No. 3468 (Washington: World Bank).
- Bruno, Michael, and William Easterly, 1998, "Inflation Crises and Long Run Growth," *Journal of Monetary Economics*, Vol. 41, No. 1, p. 3–26.
- Bulir, Aleš, and A. Javier Hamann, 2005, "Volatility of Development Aid: From the Frying Pan into the Fire?" paper presented at IMF Seminar on Foreign Aid and Macroeconomic Management, Maputo, Mozambique, March 14–15. Disponible sur le site Internet : <http://www.imf.org/external/np/seminars/eng/2005/famm/pdf/hamann.pdf>.
- Bulir, Aleš, and Timothy Lane, 2002, "Aid and Fiscal Management," IMF Working Paper 02/112 (Washington: International Monetary Fund).
- Burdekin, Richard C.K., Arthur T. Denzau, Manfred W. Keil, Thititthep Sitthiyot, and Thomas D. Willett, 2000, "When Does Inflation Hurt Economic Growth?"

- Different Nonlinearities for Different Economies,” Working Paper 22 (Claremont, California: Claremont Colleges).
- Burnside, Craig, and David Dollar, 2000, “Aid, Policies and Growth,” *American Economic Review*, Vol. 90, No. 4 (September), p. 847–68.
- Calderon, Cesar, and Luis Servén, 2004, “The Effects of Infrastructure Development on Growth and Income Distribution,” Policy Research Working Paper No. 3400 (Washington: World Bank).
- Canning, David, and Esra Bennathan, 2000, “The Social Rate of Return on Infrastructure Investments,” Policy Research Working Paper No. 2390 (Washington: World Bank).
- Canning, David, David Bloom, and Jaypee Sevilla, 2003, “Geography and Poverty Traps,” *Journal of Economic Growth*, Vol. 8, p. 355–78.
- Cashel-Cordo, Peter, and Steven Craig, 1990, “The Public Sector Impact of International Resource Transfers,” *Journal of Development Economics*, Vol. 32, No. 1 (January), p. 17–42.
- Chauvet, Lisa, and Paul Collier, 2004, “Development Effectiveness in Fragile States: Spillovers and Turnarounds,” CSAE Working Paper (Oxford: Centre for the Study of African Economies, Oxford University).
- Chauvet, Lisa, and Patrick Guillaumont, 2004, “Aid and Growth Revisited: Policy, Economic Vulnerability and Political Instability,” in *Toward Pro-Poor Policies Aid, Institutions, and Globalization*, ed. by Bertil Tungodden, Nicholas Stern, and Ivar Kolstad (New York: Oxford University Press and World Bank).
- Chenery, Hollis B., and Alan M. Strout, 1966, “Foreign Assistance and Economic Development,” *American Economic Review*, Vol. 56, No. 4, p. 679–733.
- Chu, Ke-young, Sanjeev Gupta, Jerald Alan Schiff, *et al.*, 1996, *Les dépenses publiques improductives : analyse pragmatique de l'action des pouvoirs publics*, Série des brochures du FMI, n° 48 (Washington, Fonds monétaire international).
- Clemens, Michael, and Steven Radelet, 2003, “Absorptive Capacity: How Much Is Too Much?” in *Challenging Foreign Aid: A Policymaker’s Guide to the Millennium Challenge Account*, ed. by Steven Radelet (Washington: Center for Global Development), chapter 7.
- , and Rikhil Bhavnani, 2004, “Counting Chickens When They Hatch: The Short-term Effect of Aid on Growth,” Working Paper 44 (Washington: Center for Global Development).
- Clements, Benedict J., Rina Bhattacharya, and Toan Quoc Nguyen, 2003, “External Debt, Public Investment, and Growth in Low-Income Countries,” IMF Working Paper 03/249 (Washington: International Monetary Fund).
- Collier, Paul, and Jan Dehn, 2001, “Aid, Shocks, and Growth,” Policy Research Working Paper No. 2688 (Washington: World Bank).
- Collier, Paul, and David Dollar, 2002, “Aid Allocation and Poverty Reduction,” *European Economic Review*, Vol. 46, No. 8 (September), p. 1475–1500.
- Collier, Paul, and Anke Hoeffler, 2004, “Aid, Policy and Growth in Post-Conflict Societies,” *European Economic Review*, Vol. 48, No. 5 (October), p. 1125–45.
- Collier, Paul, and Steve O’Connell, 2005, “Opportunities, Choices and Syndromes,” paper presented at AERC/Harvard workshop on Explaining African Economic Growth, 1960–2000, Weatherhead Center for International Affairs, Harvard University, Cambridge, Massachusetts, March 18–19, 2005. Disponible sur le site Internet : [http://www.wcfia.harvard.edu/conferences/batesafrica/PapersPDF/Collier O’C onnell.pdf](http://www.wcfia.harvard.edu/conferences/batesafrica/PapersPDF/Collier%20O%20Connell.pdf).
- Commission pour l’Afrique, 2005, *Our Common Interest: Report of the Commission for Africa* (London: Department for International Development). Disponible sur le site Internet : http://www.commissionforafrica.org/english/report/thereport/cfafullreport_1.pdf.

- Cottani, Joaquin A., Domingo F. Cavallo, and M. Shahbaz Khan, 1990, "Real Exchange Rate Behavior and Economic Performance in LDCs," *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 39, No. 1 (October), p. 61–72.
- Daseking, Christina, and Bikas Joshi, 2005, "Debt and New Financing in Low-Income Countries," paper presented at IMF Seminar on Foreign Aid and Macroeconomic Management, Maputo, Mozambique, March 14–15. Disponible sur le site Internet: <http://www.imf.org/external/np/seminars/eng/2005/famm/pdf/bikas.pdf>.
- Davoodi, Hamid R., Erwin R. Tiongson, and Sawitree S. Asawanuchit, 2003, "How Useful Are Benefit Incidence Analyses of Public Education and Health Spending?" IMF Working Paper 03/227 (Washington: International Monetary Fund).
- de Mariz Rozeira, Christine, 2005, "Tax Treatments Applicable to Foreign-Financed Projects: Experience and Principles" (unpublished; Washington: International Monetary Fund).
- de Renzio, Paolo, 2004, "The Challenge of Absorptive Capacity," report on a seminar held at U.K. Department for International Development, London, September 9 (London: Overseas Development Institute). Disponible sur le site Internet : <http://www.odi.org.uk/pppg/cape/Absorptive%20Capacity%20Seminar%20%20Final%20Report.pdf>.
- , 2005, "Scaling Up Versus Absorptive Capacity: Challenges and Opportunities for Reaching the MDGs in Africa," ODI Briefing Paper (London: Overseas Development Institute).
- Devarajan, Shantayanan, Vinaya Swaroop, and Hengfu Zou, 1996, "The Composition of Public Expenditure and Economic Growth," *Journal of Monetary Economics*, Vol. 37, No. 2, p. 313–44.
- Diamond, Jack, 2006, *Budget System Reform in Emerging Economies: The Challenges and the Reform Agenda*, Occasional Paper No. 245 (forthcoming; Washington: International Monetary Fund).
- Dollar, David, 1992, "Outward-Oriented Developing Economies Really Do Grow More Rapidly: Evidence from 95 LDCs, 1976–1985," *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 40, No. 3, p. 523–44.
- Easterly, William, 2001, *The Elusive Quest for Growth: Economists' Adventures and Misadventures in the Tropics* (Cambridge, Massachusetts: MIT Press).
- , 2003, "Can Foreign Aid Buy Growth?" *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 17, No. 3, p. 23–48.
- , and Sergio Rebelo, 1993, "Fiscal Policy and Economic Growth: An Empirical Investigation," *Journal of Monetary Economics*, Vol. 32, No. 3, p. 417–58.
- Eifert, Benn, and Alan Gelb, 2005, "Improving the Dynamics of Aid: Towards More Predictable Budget Support," Policy Research Working Paper No. 3732 (Washington: World Bank).
- Elbadawi, Ibrahim, 1999, "External Aid: Help or Hindrance to Export Orientation in Africa?" *Journal of African Economies*, Vol. 8, p. 578–616.
- , 2002, "Real Exchange Rate Policy and Non-Traditional Exports in Developing Countries," in *Non-Traditional Export Promotion in Africa: Experience and Issues*, ed. by Gerald K. Helleiner (New York: Palgrave Macmillan).
- Fagernäs, Sonja, and John Roberts, 2004. "Fiscal Impact of Aid: A Survey of Issues and Synthesis of Country Studies of Malawi, Uganda and Zambia," ESAU Working Paper No. 11 (London: Overseas Development Institute, Economic and Statistics Analysis Unit).
- Feeny, Simon, and Mark McGillivray, 2003, "Aid and Public Sector Borrowing in Developing Countries," *Journal of International Development*, Vol. 15, p. 989–98.

- Fischer, Stanley, 1993, "The Role of Macroeconomic Factors in Growth," *Journal of Monetary Economics*, Vol. 32, No. 3, p. 485–512.
- Fonds monétaire international (FMI), 2004a, "Public Investment and Fiscal Policy" (unpublished; Washington: International Monetary Fund). Disponible sur le site Internet : <http://www.imf.org/external/np/fad/2004/pifp/eng/pifp.pdf>.
- , 2004b, "Rebuilding Fiscal Institutions in Post-Conflict Countries" (unpublished; Washington: International Monetary Fund). Disponible sur le site Internet : <http://www.imf.org/external/np/fad/2005/022505.htm>.
- , 2004c, "Public-Private Partnerships," (unpublished; Washington International Monetary Fund). Disponible sur le site Internet : <http://www.imf.org/external/np/fad/2004/pifp/eng/031204.htm>.
- , 2005a, "The Federal Democratic Republic of Ethiopia: 2004 Article IV Consultation and Sixth Review Under the Three-Year Arrangement Under the Poverty Reduction and Growth Facility," IMF Staff Country Report No. 05/25 (Washington: International Monetary Fund).
- , 2005b, "The Federal Democratic Republic of Ethiopia: Debt Sustainability Analysis," IMF Staff Country Report No. 05/27 (Washington: International Monetary Fund).
- , 2005c, "The Federal Democratic Republic of Ethiopia: Selected Issues and Statistical Appendix," IMF Staff Country Report No. 05/25 (Washington: International Monetary Fund).
- , 2005d, "The Macroeconomics of Managing Increased Aid Flows: Experiences of Low-Income Countries and Policy Implications" (Washington: International Monetary Fund). Disponible sur le site Internet : <http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2005/080805a.htm>.
- , 2005e, "Public Investment and Fiscal Policy—Summaries of the Pilot Country Studies" (unpublished; Washington: International Monetary Fund). Disponible sur le site Internet : <http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2005/040105b.htm>.
- , 2005f, "Monetary and Fiscal Policy Design Issues in Low Income Countries" (unpublished; Washington: International Monetary Fund). Disponible sur le site Internet : <http://www.imf.org/external/np/pp/eng/2005/080805m.htm>.
- , et Banque mondiale, 2004, "Debt Sustainability in Low-Income Countries: Further Considerations on an Operational Framework and Policy Implications" (Washington: IMF and International Development Association). Disponible sur le site Internet : <http://www.imf.org/external/np/pdr/sustain/2004/091004.pdf>.
- Franco-Rodriguez, Susana, 2000, "Recent Developments in Fiscal Response with an Application to Costa Rica," *Journal of International Development*, Vol. 12, Part 3, p. 429–42.
- , Oliver Morrissey, and Mark McGillivray, 1998, "Aid and the Public Sector in Pakistan: Evidence with Endogenous Aid," *World Development*, Vol. 26, No. 7, p. 1241–50.
- Gang, Ira N., and Haider A. Khan, 1990, "Foreign Aid, Taxes and Public Investment," *Journal of Development Economics*, Vol. 34, Nos. 1–2, p. 355–69.
- Gatheru, Wamuyu, and Robert Shaw, eds., 1998, *Our Problems, Our Solutions: An Economic and Public Policy Agenda for Kenya* (Nairobi: Institute of Economic Affairs).
- Ghosh, Atish, and Steven Phillips, 1998, "Warning: Inflation May Be Harmful to Your Growth," *Staff Papers*, International Monetary Fund, Vol. 45, p. 672–710.
- Ghura, Dhaneshwar, 2002, "Tax Revenue in Sub-Saharan Africa: Effects of Economic Policies and Corruption," in *Governance, Corruption, and Economic Performance*, ed. by George T. Abed and Sanjeev Gupta (Washington: International Monetary Fund).

- Ghura, Dhaneshwar, and Goodwin, Barry, 2000. "Determinants of Private Investment: A Cross-Regional Empirical Investigation," *Applied Economics*, Vol. 32, No. 14, p. 1819–29.
- , and Thomas J. Grennes, 1993, "The Real Exchange Rate and Macroeconomic Performance in Sub-Saharan Africa," *Journal of Development Economics*, Vol. 42, No. 1, p. 155–74.
- Greene, Joshua E., and Delano Villanueva, 1991, "Private Investment in Developing Countries: An Empirical Analysis," *Staff Papers*, International Monetary Fund, Vol. 38, No. 1, p. 33–58.
- Groupe des Huit, 2005, *Communiqué de Gleneagles — Changement climatique, énergie propre et développement durable* (Londres, U.K. Foreign and Commonwealth Affairs Office). Disponible sur le site Internet : <http://www.g8.gov.uk>.
- Guillaumont, Patrick, and Lisa Chauvet, 2001, "Aid and Performance: A Reassessment," *Journal of Development Studies*, Vol. 37, No. 6, p. 66–92.
- Gupta, Kanhaya, 1993, "Sectoral Fungibility of Foreign Aid: Evidence from India" (unpublished; Edmonton, Alberta, Canada: University of Alberta).
- Gupta, Sanjeev, Benedict Clements, Emanuele Baldacci, and Carlos Mulas-Granados, 2004, "Fiscal Policy, Expenditure Composition, and Growth in Low-Income Countries," in *Helping Countries Develop: The Role of Fiscal Policy*, ed. by Sanjeev Gupta, Gabriela Inchauste, and Benedict Clements (Washington: International Monetary Fund, 2004), chapter 2.
- Gupta, Sanjeev, Benedict Clements, Alexander Pivovarsky, and Erwin R. Tiongson, 2004, "Foreign Aid and Revenue Response: Does the Composition of Aid Matter?" in *Helping Countries Develop: The Role of Fiscal Policy*, ed. by Sanjeev Gupta, Gabriela Inchauste, and Benedict Clements (Washington: International Monetary Fund).
- Gupta, Sanjeev, Hamid R. Davoodi, and Rosa Alonso-Terme, 2002, "Does Corruption Affect Income Inequality and Poverty?" in *Governance, Corruption, and Economic Performance*, ed. by George T. Abed and Sanjeev Gupta (Washington: International Monetary Fund).
- Gupta, Sanjeev, Hamid R. Davoodi, and Erwin R. Tiongson, 2002, "Corruption and the Provision of Health Care and Education Services," in *Governance, Corruption, and Economic Performance*, ed. by George T. Abed and Sanjeev Gupta (Washington: International Monetary Fund), chapter 10.
- Gupta, Sanjeev, Luiz de Mello, and Raju Sharan, 2002, "Corruption and Military Spending," in *Governance, Corruption, and Economic Performance*, ed. by George T. Abed and Sanjeev Gupta (Washington: International Monetary Fund).
- Gylfason, Thorvaldur, and Trygvi T. Herbertsson, 2001, "Does Inflation Matter for Growth?" *Japan and the World Economy*, Vol. 13, p. 405–28.
- Haacker, Markus, 2004a, *The Macroeconomics of HIV/AIDS* (Washington: International Monetary Fund).
- , 2004b, "The Impact of HIV/AIDS on Government Finance and Public Services," in *The Macroeconomics of HIV/AIDS*, ed. by Markus Haacker (Washington: International Monetary Fund), chapter 7.
- , 2005, "Fiscal and Macroeconomic Aspects of the Response to HIV/AIDS," in *The HIV Pandemic: Local and Global Implications*, ed. by Eduard Beck and others (forthcoming; New York: Oxford University Press).
- Hadjimichael, Michael T., and Dhaneshwar Ghura, 1995, "Public Policies and Private Savings and Investment in Sub-Saharan Africa: An Empirical Investigation," IMF Working Paper No. 95/19 (Washington: International Monetary Fund).

- Hansen, Henrik, and Finn Tarp, 2001, "Aid and Growth Regressions," *Journal of Development Economics*, Vol. 64, No. 2, p. 547–70.
- Hausmann, Ricardo, Lant Pritchett, and Dani Rodrik, 2004, "Growth Accelerations," NBER Working Paper 10566 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Hausmann, Ricardo, and Roberto Rigobon, 2003. "An Alternative Interpretation of the Resource Curse: Theory and Policy Implications," in *Fiscal Policy Formulation and Implementation in Oil-Producing Countries*, ed. by Jeffrey M. Davis, Rolando Ossowski, and Annalisa Fedelino (Washington: International Monetary Fund), chapter 2.
- Heller, Peter S., 1975, "A Model of Public Fiscal Behavior in Developing Countries: Aid, Investment, and Taxation," *American Economic Review*, Vol. 65, No. 3, p. 429–45.
- , 2005, "Pity the Finance Minister: Issues in Managing a Substantial Scaling-Up of Aid Flows," IMF Working Paper 05/180 (Washington: International Monetary Fund).
- , and Sanjeev Gupta, 2004, "More Aid: Making It Work for the Poor," in *Helping Countries Develop: The Role of Fiscal Policy*, ed. by Sanjeev Gupta, Gabriela Inchauste, and Benedict Clements (Washington: International Monetary Fund), chapter 15.
- Hood, Ron, David Husband, and Fei Yu, 2002, "Recurrent Expenditure Requirements of Capital Projects: Estimation for Budget Purposes," Policy Research Working Paper No. 2938 (Washington: World Bank).
- Iqbal, Zafar, 1997, "Foreign Aid and the Public Sector: A Model of Fiscal Behaviour in Pakistan," *Pakistan Development Review*, Vol. 36, No. 2, p. 115–29.
- Islam, Muhammed N., 2003, "Political Regimes and the Effects of Foreign Aid on Economic Growth," *Journal of Developing Areas*, Vol. 37, No. 1, p. 35–53.
- Kasekende, Louis A., and Michael Atingi-Ego, 1999, "Uganda's Experience with Aid," *Journal of African Economies*, Vol. 8, No. 4, p. 617–49.
- Keen, Michael, and Alejandro Simone, 2004, "Tax Policy in Developing Countries: Some Lessons from the 1990s and Some Challenges Ahead," in *Helping Countries Develop: The Role of Fiscal Policy*, ed. by Sanjeev Gupta, Gabriela Inchauste, Benedict Clements (Washington: International Monetary Fund), chapter 12.
- Khan, Haider Ali, and Eiichi Hoshino, 1992, "Impact of Foreign Aid on the Fiscal Behavior of LDC Governments," *World Development*, Vol. 20, No. 10, p. 1481–88.
- Khan, Mohsin S., and Manmohan S. Kumar, 1997, "Public and Private Investment and the Growth Process in Developing Countries," *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, Vol. 59, No. 1, p. 69–88.
- Khan, Mohsin S., and Abdelhak S. Senhadji, 2001, "Threshold Effects in the Relationship between Inflation and Growth," *IMF Staff Papers*, International Monetary Fund, Vol. 48, p. 1–21.
- Khilji, Nasir M., and Ernest M. Zampelli, 1991, "The Fungibility of U.S. Assistance to Developing Countries and the Impact on Recipient Expenditures: A Case Study of Pakistan," *World Development*, Vol. 19, No. 8, p. 1095–105.
- Klitgaard, Robert, R. Maclean-Abaroa, and H. Lindsey Parris, 1999, *Corrupt Cities: A Practical Guide to Cure and Prevention*, (Oakland, California: ICS Press).
- Kochhar, K. and Sharmini Coorey, 1999, "Economic Growth: What Has Been Achieved and How?" in *Economic Adjustment and Reform in Low-Income Countries: Studies by the IMF Staff*, ed. by H. Bredenkamp and S. Schadler (Washington: International Monetary Fund), p. 71–98.
- Krueger, Alan B., and Mikael Lindahl, 2001, "Education for Growth: Why and for Whom?" *Journal of Economic Literature*, Vol. 39, No. 4, p. 1101–36.

- Lee, Jang-Yung, 1997, "Sterilizing Capital Inflows," *Economic Issues No. 7* (Washington: International Monetary Fund).
- Leite, Carlos, and Jens Weidmann, 2002, "Does Mother Nature Corrupt? Natural Resources, Corruption, and Economic Growth," in *Governance, Corruption, and Economic Performance*, ed. by George T. Abed and Sanjeev Gupta (Washington: International Monetary Fund), chapter 7.
- Leuthold, Jane H., 1991, "Tax Shares in Developing Economies: A Panel Study," *Journal of Development Economics*, Vol. 35, No. 1, p. 173–85.
- Lofgren, Hans, and Carolina Diaz-Bonilla, 2005, "An Ethiopian Strategy for Achieving the Millennium Development Goals: Simulations with the MAMS Model" (unpublished; Washington: World Bank).
- Masha, Iyabo, 2004, "An Economic Assessment of Botswana's National Strategic Assessment for HIV/AIDS," in *The Macroeconomics of HIV/AIDS*, ed. by Markus Haacker (Washington: International Monetary Fund), chapter 9.
- Mauro, Paolo, 1995, "Corruption and Growth," *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 110, No. 3, p. 681–712.
- , 1998, "Corruption and the Composition of Government Expenditure," *Journal of Public Economics*, Vol. 69, No. 2, p. 263–79. Reprinted in *Governance, Corruption, and Economic Performance*, ed. by George T. Abed and Sanjeev Gupta (Washington: International Monetary Fund, 2002), chapter 9.
- McGillivray, Mark, 2000, "Aid and Public Sector Behavior in Developing Countries," *Review of Development Economics*, Vol. 4, No. 2, p. 156–63.
- , and Akhter Ahmed, 1999, "Aid, Adjustment and Public Sector Fiscal Behaviour in the Philippines," *Journal of the Asia Pacific Economy*, Vol. 4, No. 2, p. 381–91.
- McGillivray, Mark, and Oliver Morrissey, 2001, "A Review of Evidence on the Fiscal Effects of Aid," CREDIT Research Paper No. 01/13 (Nottingham, England: Centre for Research in Economic Development and International Trade, University of Nottingham).
- Mosley, Paul, 1980, "Aid, Savings and Growth Revisited," *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, Vol. 42, No. 2, p. 79–95.
- Nkusu, Mwanza, 2004, "Aid and the Dutch Disease in Low-Income Countries: Informed Diagnosis for Prudent Prognoses," IMF Working Paper 04/49 (Washington: International Monetary Fund).
- Nyoni, Timothy S., 1998, "Foreign Aid and Economic Performance in Tanzania," *World Development*, Vol. 26, No. 7, p. 1235–40.
- Odedokun, Matthew O., 1997, "Relative Effects of Public Versus Private Investment Spending on Economic Efficiency and Growth in Developing Countries," *Applied Economics*, Vol. 29, No. 10, p. 1325–36.
- ONU, Projet Objectifs du Millénaire des Nations Unies, 2005. *Investir dans le développement : plan pratique pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement*. (New York, Programme des Nations Unies pour le développement).
- ONUSIDA, Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, 2004, *Rapport 2004 sur l'épidémie mondiale de sida* (Genève, ONUSIDA).
- Otim, Samuel, 1996, "Foreign Aid and Government Fiscal Behaviour in Low-Income South Asian Countries," *Applied Economics*, Vol. 28, No. 8, p. 927–33.
- Pack, Howard, and Janet R. Pack, 1990, "Is Foreign Aid Fungible? The Case of Indonesia," *Economic Journal*, Vol. 100, No. 399, p. 188–94.
- , 1993, "Foreign Aid and the Question of Fungibility," *Review of Economics and Statistics*, Vol. 75, No. 2, p. 258–65.

- Prati, Alessandro, Ratna Sahay, and Thierry Tresselt, 2003, "Is There a Case for Sterilizing Foreign Aid," *Macroeconomic Challenges in Low-Income Countries Workshop* (Washington: International Monetary Fund). Disponible sur le site Internet : <http://www.imf.org/external/np/res/seminars/2003/lic/pdf/tt.pdf>.
- Prati, Alessandro, and Thierry Tresselt, 2005, "What Monetary Policy for Aid-Receiving Countries?" presented at the United Nations DESA Development Forum, United Nations, March 14–15 (forthcoming in conference volume; New York: United Nations).
- Radelet, Steven, 2004, "Aid Effectiveness and the Millennium Development Goals," Working Paper No 39 (Washington: Center for Global Development).
- Rajan, Raghuram G., and Arvind Subramanian, 2005a, "What Undermines Aid's Impact on Growth?" IMF Working Paper 05/126 (Washington: International Monetary Fund).
- , 2005b, "Aid and Growth: What Does the Cross-Country Evidence Really Show?" IMF Working Paper 05/127 (Washington: International Monetary Fund).
- Rawlings, Laura, Lynne Sherburne-Benz, and Julie Van Domelen, 2004, *Evaluating Social Fund Performance: A Cross-Country Analysis of Community Investments* (Washington: World Bank).
- Razin, Ofaïr, and Susan M. Collins, 1997, "Real Exchange Rate Misalignments and Growth," NBER Working Paper No. 6174 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Romp, Ward, and Jakob De Haan, 2005, "Public Capital and Economic Growth: A Critical Survey," *European Investment Bank Papers*, Vol. 10, No. 1.
- Rubino, C., 1997, "Aid, The Public Sector and the Real Exchange Rate: The Case of Indonesia" (Unpublished Ph.d. thesis; Warwick, United Kingdom: Department of Economics, University of Warwick).
- Sackey, Harry A., 2002, "External Aid Flows and the Real Exchange Rate in Ghana," AERC Research Paper 110 (Nairobi: African Economic Research Consortium).
- Sarel, Michael, 1996, "Nonlinear Effects of Inflation on Economic Growth," *Staff Papers*, International Monetary Fund, Vol. 43, p. 199–215.
- Sekkat, Khalid, and Aristomene Varoudakis, 2000, "Exchange Rate Management and Manufactured Exports in Sub-Saharan Africa," *Journal of Development Economics*, Vol. 61, No. 1, p. 237–53.
- Singh, Ram D., 1985, "State Intervention, Foreign Economic Aid, Savings and Growth in LDCs: Some Recent Evidence," *Kyklos*, Vol. 38, No. 2, p. 216–32.
- Summers, Todd, and Jennifer Kates, 2003, *Global Funding for HIV/AIDS in Resource-Poor Settings* (Washington: Kaiser Family Foundation).
- Sundberg, Mark, Hans Lofgren, and François Bourguignon, 2005, "Absorptive Capacity and Achieving the MDGs: The Case of Ethiopia," *Development Economics Working Paper* (Washington: World Bank).
- Swaroop, Vinaya, Shikha Jha, and Andrew Sunil Rajkumar 2000, "Fiscal Effects of Foreign Aid in a Federal System of Governance: The Case of India," *Journal of Public Economics*, Vol. 77, No. 3, p. 307–30.
- Tanzi, Vito, and Hamid R. Davoodi, 1998, "Corruption, Public Investment, and Growth," in *The Welfare State, Public Investment, and Growth*, ed. by Hirofumi Shibata and Toshihiro Ihori (Tokyo: Springer Verlag).
- , 2002, "Corruption, Growth, and Public Finances," in *Governance, Corruption, and Economic Performance*, ed. by George T. Abed and Sanjeev Gupta (Washington: International Monetary Fund), chapter 8.

- Transparency International, 2001, *Global Corruption Report 2001* (Berlin).
- Transparency International Kenya, 2002, *Kenya Urban Bribery Index 2002* (Nairobi).
- U.K. Department for International Development (DfID), 2004, *Macroeconomic Issues for Scaling Up Aid Flows*, "How to Note" (London).
- Van Rijckeghem, Caroline, and Beatrice Weder, 2002, "Bureaucratic Corruption and the Rate of Temptation: Do Wages in the Civil Service Affect Corruption and by How Much?" in *Governance, Corruption, and Economic Performance*, ed. by George T. Abed and Sanjeev Gupta (Washington: International Monetary Fund).
- van Wijnbergen, Sweder, 1985, "Aid, Export Promotion, and the Real Exchange Rate: An African Dilemma?" CEPR Discussion Paper No. 88 (London: Centre for Economic Policy Research).
- Yang, Yongzheng, and Sanjeev Gupta, 2005, "Regional Trade Arrangements in Africa: Past Performance and the Way Forward," IMF Working Paper 05/36 (Washington: International Monetary Fund).
- Yano, Makoto, and Jeffrey B. Nugent, 1999, "Aid, Nontraded Goods, and the Transfer Paradox in Small Countries," *American Economic Review*, Vol. 89, No. 3, p. 431–49.
- Younger, Stephen D., 1992, "Aid and the Dutch Disease: Macroeconomic Management When Everybody Loves You," *World Development*, Vol. 20, No. 11, p. 1587–97.